Quatre-vingt-dixième année. — N° 70. Le Numéro: 50 francs. Dimanche 23 Mars 1958.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Textes d'intérêt général | Documents administratifs | DÉBATS | | | Conseil économique | | Documents | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union française | Avis et Rapports | Bulletin | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union fr. |
| C. C. P. : 9063.13, Paris | TROIS MOIS | SIX MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et Outre-mer. | 1.800 | 3.500 | 6.500 | 4.000 | 900 | 2.200 | 1.600 | 1.000 | 800 | 1.000 | 3.000 | 3.000 | 750 |
| Etranger. . . . . | 2.700 | 5.300 | 10.000 | 5.500 | 1.200 | 4.000 | 2.400 | 1.400 | 1.200 | 1.300 | 4.000 | 4.000 | 1.100 |

**L'Édition des LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

**Les Éditions des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent le compte rendu *in extenso* des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

**Éditions du CONSEIL ÉCONOMIQUE** { Avis et rapports : Bulletin analytique des séances.

**Les Éditions des DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

**L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS** comprend les rapports et statistiques des administrations.

*Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.*

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e). — Tél. : LIT 27-91

## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES


**MINISTERE DE LA JUSTICE**

*Décrets* des 18, 21 et 22 mars 1958 portant nominations, détachement et rapportant les dispositions d'un précédent décret (magistrature) (p. 2814).

*Décrets* des 18 et 22 mars 1958 portant nomination et mise en disponibilité (juges de paix et suppléants rétribués de juge de paix) (p. 2814).

*Arrêté* portant mutation (secrétaires de parquet) (p. 2814).

**MINISTERE DE L'INTERIEUR**

*Décret* du 17 mars 1958 portant admission à la retraite (administration préfectorale) (p. 2814).

**MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN**

*Décret* n° 58-299 du 17 mars 1958 portant prolongation de six mois à un an du délai d'apurement de la soumission cautionnée des rhums et taffias hors contingent importés des départements et des territoires français d'outre-mer (p. 2814).

*Décret* n° 58-300 du 21 mars 1958 modifiant certaines dispositions du décret n° 53-511 du 21 mai 1953 relatif aux modalités de remboursement des frais engagés par les personnels civils de l'Etat à l'occasion de leurs déplacements et *arrêté* du 21 mars 1958 modifiant l'arrêté du 21 mai 1953 portant fixation des taux des indemnités de déplacement prévus par le décret n° 53-511 du 21 mai 1953 (p. 2815).

*Décret* n° 58-301 et *arrêté* du 22 mars 1958 relatifs aux conditions d'emprunts à émettre par les Charbonnages de France (p. 2815).

*Arrêté* portant transfert de crédits (rectificatif) (p. 2816).

*Décision* du 20 mars 1958 fixant la liste des administrations, services et établissements publics de l'Etat auxquels s'applique à titre obligatoire le régime de retraites complémentaires des assurances sociales institué par le décret n° 51-1445 du 12 décembre 1951 en faveur de certaines catégories d'agents de l'Etat non titulaires (11e liste) (p. 2816).

*Tableau* des éléments retenus pour le calcul des bénéfices agricoles forfaitaires imposables au titre de l'année 1957 (p. 2817).

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME**

*Arrêté* du 17 mars 1958 relatif à l'ouverture d'un concours pour l'accès dans le corps des administrateurs de l'inscription maritime (p. 2864).

**MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT**

*Décret* du 22 mars 1958 portant approbation du projet d'aménagement d'Auxerre (Yonne) (p. 2864).

*Arrêtés* du 18 mars 1958 portant homologation de coefficients d'adaptation départementaux du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis (p. 2864).

**Naturalisations et réintégrations** (rectificatifs) (p. 2866).


### INFORMATIONS PARLEMENTAIRES


**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Nomination de membre de commission. — Réunion de commission du vendredi 21 mars 1958. — Convocations de commissions et de bureau. — Rectification au compte rendu *in extenso* de la séance du vendredi 21 mars 1958 (p. 2867).

**Conseil de la République.** — Ordre du jour. — Convocations de commissions (p. 2869).

## INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Convocations de commission et de la conférence des présidents (p. 2869).

## INFORMATIONS RELATIVES AU CONSEIL ECONOMIQUE

Ordre du jour. — Convocation de commission (p. 2870).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

**Ministère des finances, des affaires économiques et du plan.**

*Avis* aux importateurs de pommes de table originaires et en provenance de l'étranger (additif) (p. 2870).

*Avis* aux importateurs de pièces de rechange originaires et en provenance des pays de l'O.E.C.E. et de leurs territoires d'outre-mer, des Etats-Unis et du Canada (additif et rectificatif) (p. 2870).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

*Avis* de concours pour le recrutement de contrôleurs des installations électromécaniques (p. 2870).

**Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.**

*Avis* de concours pour le recrutement de professeurs techniques adjoints de centres d'apprentissage (p. 2870).

**Annonces** (p. 2871).

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## MINISTERE DE LA JUSTICE

**Décret du 18 mars 1958 rapportant les dispositions d'un précédent décret portant nomination d'un magistrat.**

Par décret en date du 18 mars 1958, sont rapportées les dispositions du décret du 22 février 1958 par lesquelles a été nommé procureur de la République près le tribunal de première instance de Châteaulin M. Boudon, non acceptant, qui est maintenu, sur sa demande, dans les fonctions de président du tribunal de première instance de Pont-Audemer.

**Décret du 21 mars 1958 portant détachement d'un magistrat.**

Par décret en date du 21 mars 1958, M. Constantin, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Lille, est placé, pour une période de cinq années, en position de détachement auprès du service de documentation et d'études de la cour de cassation.

**Décrets du 22 mars 1958 portant nominations de magistrats.**

Par décret en date du 22 mars 1958, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Dict, juge au tribunal de première instance de Pont-Audemer, est nommé, sur sa demande, juge au tribunal de première instance de Marennes, en remplacement de M. Fauran, qui a été mis en congé de longue durée.

Par décret en date du 22 mars 1958, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Demangeat (René-Louis), ancien magistrat, est nommé juge au tribunal de première instance de Montfort-sur-Meu (art. 18, § 1er, 4°, de la loi du 28 avril 1919), en remplacement de M. Garsmeur, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

**Décret du 18 mars 1958 portant nomination de juges de paix.**

Par décret en date du 18 mars 1958, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature:

Sont nommés juges de paix de:

Châteaubriant, Moisdon-la-Rivière, Saint-Julien-de-Vouvantes, Derval, Rouge et Nozay (Loire-Atlantique), M. Saint-Etienne, juge de paix de Saint-Louis (la Réunion), en remplacement de Mme Poupard, qui a été nommée juge de paix de Pons, Gémozac et Cozes (Charente-Maritime).

Grenoble (canton Est) (Isère), M. Comet, juge de paix de Crémieu, Meyzieu et Morestel (Isère), en remplacement de M. Marchand, décédé.

Crémieu, Meyzieu et Morestel (Isère), M. Morin, suppléant rétribué de juge de paix du ressort de la cour d'appel de Grenoble, en remplacement de M. Comet.

Vienne (canton Nord), Heyrieux et Saint-Symphorien-d'Ozon (Isère), M. Orsini, juge de paix de Romans, Bourg-de-Péage, Saint-Jean-en-Royans, la Chapelle-en-Vercors, Saint-Donat (Drôme) et Pont-en-Royans (Isère), en remplacement de M. Guillet, dont la démission a été acceptée.

Sont nommés suppléants rétribués de juge de paix, pour exercer leurs fonctions dans le ressort des cours d'appel de:

Aix: M. Privat, suppléant rétribué de juge de paix du ressort de la cour d'appel de Rennes.

Montpellier: M. Rousset, suppléant rétribué de juge de paix du ressort de la cour d'appel d'Aix.

Nîmes: Mme Mabelly (Monique), avocat stagiaire (candidat reçu à la session de mars 1956 de l'examen des juges de paix).

**Décret du 22 mars 1958 plaçant un suppléant rétribué de juge de paix en position de disponibilité.**

Par décret en date du 22 mars 1958, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, Mme Millon, suppléant rétribué de juge de paix du ressort de la cour d'appel d'Orléans, est placé en position de disponibilité pour une période d'une année, à compter du 1er avril 1958.

**Secrétaires de parquet.**

Par arrêté du 22 mars 1958, Mlle Poulalion, secrétaire de parquet de 2e classe, 5e échelon, au tribunal de Carpentras, est mutée au tribunal de Mende, en remplacement de M. Hébrard, décédé.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Décret du 17 mars 1958 portant admission à la retraite (administration préfectorale).**

Par décret en date du 17 mars 1958, M. Elie Vieux, sous-préfet de 1re classe en disponibilité, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

## MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN

**Décret n° 58-299 du 17 mars 1958 portant prolongation de six mois à un an du délai d'apurement de la soumission cautionnée des rhums et tafias hors contingent importés des départements et des territoires français d'outre-mer.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'agriculture, du ministre de la France d'outre-mer, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu l'article 397 du code général des impôts;

Vu le décret n° 51-77 du 10 janvier 1951 portant rétablissement du régime de la soumission cautionnée des rhums et tafias hors contingent importés des départements et des territoires français d'outre-mer,

Décrète:

Art. 1er. — Est porté de six mois à un an le délai d'apurement prévu au premier alinéa de l'article 1er du décret

n° 51-77 du 10 janvier 1951 pour la soumission cautionnée des rhums et taffias hors contingent importés des départements et des territoires français d'outre-mer.

Art. 2. — Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mars 1958.

FÉLIX GAILLARD.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le ministre de l'intérieur,*
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

*Le ministre de l'agriculture,*
ROLAND BOSCARY-MONSSERVIN

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
GÉRARD JAQUET.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-RAYMOND GUYON.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ÉMILE HUGUES.

**Décret n° 58-300 du 21 mars 1958 modifiant certaines dispositions du décret n° 53-511 du 21 mai 1953 relatif aux modalités de remboursement des frais engagés par les personnels civils de l'Etat à l'occasion de leurs déplacements.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu le décret n° 53-511 du 21 mai 1953 modifié relatif aux modalités de remboursement des frais engagés par les personnels civils de l'Etat à l'occasion de leurs déplacements;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 12 du décret du 21 mai 1953 susvisé est modifié comme suit:

« *Art.* 12. — Le taux de base de l'indemnité de mission est fixé par arrêté du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la fonction publique. Pour chaque découcher, le taux de base est complété par une majoration spéciale dont le taux est fixé dans les mêmes conditions.

« Le taux de base de l'indemnité de tournée et le montant de la majoration spéciale pour découcher sont égaux à 80 p. 100 de ceux de l'indemnité de mission ».

Art. 2. — Le premier alinéa de l'article 13 du décret du 21 mai 1953 susvisé est modifié comme suit:

« Il est dû une fois le taux de base pour chaque repas et une fois le taux de base augmenté de sa majoration spéciale pour chaque découcher intervenant au cours de la mission ou de la tournée. »

Art. 3. — Le deuxième alinéa de l'article 31 du décret du 21 mai 1953 susvisé est modifié comme suit:

« Les agents dont la circonscription territoriale visée par la même décision n'excède pas le cadre du département ne peuvent bénéficier de taux d'indemnités kilométriques supérieurs à ceux qui sont prévus pour les voitures d'une puissance fiscale au plus égale à 7 CV. »

Art. 4. — Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à partir du 1er janvier 1958.

Fait à Paris, le 21 mars 1958.

FÉLIX GAILLARD.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-RAYMOND GUYON

*Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,*
RAYMOND MARCELLIN.

**Modification de l'arrêté du 21 mai 1953 portant fixation des taux des indemnités de déplacement prévus par le décret n° 53-511 du 21 mai 1953.**

Le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu le décret n° 53-511 modifié, relatif aux modalités de remboursement des frais engagés par les personnels civils de l'Etat à l'occasion de leurs déplacements;

Vu l'arrêté du 21 mai 1953 modifié, portant fixation des taux des indemnités de déplacement prévus par le décret n° 53-511 du 21 mai 1953,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'article 2 de l'arrêté du 21 mai 1953 susvisé est modifié comme suit:

« *Art.* 2. — Taux de base de l'indemnité de mission prévus à l'article 12 du décret:

« Groupe I: 740 F.
« Groupes II et III: 600 F.
« Groupe IV: 460 F.

« Taux de la majoration spéciale pour découcher prévus à l'article 12 du décret:

« Groupe I: 560 F.
« Groupes II et III: 450 F.
« Groupe IV: 390 F.

Art. 2. — Le tableau figurant à l'article 4 de l'arrêté du 21 mai 1953 susvisé est modifié comme suit:

| GROUPES | VILLES de plus de 100.000 habitants. | VILLES de 20 000 à 100.000 habitants. | VILLES de moins de 20 000 habitants. |
|---|---|---|---|
| Groupe I ..... | 240 | 212 | 204 |
| Groupes II et III... | 210 | 186 | 168 |
| Groupe IV ..... | 180 | 156 | 132 |

Art. 3. — Le tableau figurant à l'article 5 de l'arrêté du 21 mai 1953 susvisé est modifié comme suit:

Colonnes 6 et 7, au lieu de: « 6, 7 et 8 CV », lire: « 6 et 7 CV ».
Colonnes 8 et 9, au lieu de: « 9 CV et au-dessus », lire: « 8 CV et au-dessus ».

Art. 4. — Le directeur du budget et le directeur de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à partir du 1er janvier 1958 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 mars 1958.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-RAYMOND GUYON.

*Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,*
RAYMOND MARCELLIN.

**Décret n° 58-301 du 22 mars 1958 relatif aux conditions d'emprunts à émettre par les Charbonnages de France.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif aux conditions d'émission des emprunts émis ou garantis par l'Etat et des emprunts des départements, communes, établissements publics ou colonies, et notamment son article 1er;

Vu la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, et notamment ses articles 3 et 27;

Vu la loi n° 48-1268 du 17 août 1948 tendant au redressement économique et financier, et notamment ses articles 6 et 7;

Vu la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953 relative aux comptes spéciaux du Trésor, et notamment son article 47;

Le conseil d'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les Charbonnages de France sont autorisés à émettre, avec la garantie de l'Etat, jusqu'au 31 décembre 1960, des emprunts dont les titres pourront être assortis d'une prime

d'émission ou de remboursement excédant les maximums fixés par l'article 1er du décret du 12 novembre 1938 relatif aux conditions des emprunts.

L'objet et les modalités de ces emprunts seront fixés par arrêtés du ministre des finances, des affaires économiques et du plan.

Art. 2. — Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 mars 1958.

FÉLIX GAILLARD.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances,*
*des affaires économiques et du plan,*
PIERRE PFLIMLIN.

---

**Conditions d'un emprunt à émettre par les Charbonnages de France.**

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, et notamment ses articles 3 et 27;

Vu le décret n° 47-156 du 16 janvier 1947 portant statut des Charbonnages de France;

Vu l'article 25 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 modifié par l'article 47 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953;

Vu le décret n° 58-301 du 22 mars 1958 relatif aux conditions d'emprunts à émettre par les Charbonnages de France;

Vu la délibération du conseil d'administration des Charbonnages de France en date du 21 mars 1958,

Arrête:

Art. 1er. — Les Charbonnages de France sont autorisés à émettre, pour assurer le financement de leurs dépenses d'équipement, un emprunt représenté par des bons d'un montant nominal de 20.000 F remboursables dans les conditions fixées aux articles 4 et 5 ci-après et assortis d'un intérêt fixe et d'un intérêt complémentaire conformément à l'article 3 ci-après.

L'emprunt sera divisé en trois séries de valeurs nominales sensiblement égales, désignées chacune par une lettre A, B ou C portée sur les titres.

Art. 2. — Le service des bons en intérêts fixe et complémentaire, remboursement, primes, impôts, frais et accessoires sera garanti par l'Etat en application des dispositions de l'article 27 de la loi du 17 mai 1946 et de l'article 25 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 modifié par l'article 47 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953.

Art. 3. — Les bons porteront jouissance du 1er avril 1958.

L'intérêt sera payable le 1er avril de chaque année et pour la première fois le 1er avril 1959.

Il comprendra un intérêt fixe de 1.200 F, soit 6 p. 100 l'an de la valeur nominale des bons, et un intérêt complémentaire croissant en fonction de l'augmentation de l'indice des prix de gros des charbons crus français publié par l'institut national de la statistique et des études économiques. Cet intérêt complémentaire sera calculé à raison de 2 F par point de hausse de l'indice moyen de l'année civile précédant celle de l'échéance par rapport à l'indice 179,8 retenu comme indice de base.

Art. 4. — Le remboursement de l'emprunt sera effectué par tiers dans les conditions ci-après:

Une première série sera appelée au remboursement par voie de tirage au sort le 1er avril 1963, une deuxième série le 1er avril 1968, les titres restant alors en circulation étant remboursés en totalité le 1er avril 1973.

Le tirage au sort aura lieu un mois au moins avant la date d'exigibilité du remboursement. Le résultat de ce tirage sera publié au *Journal officiel* vingt jours au moins avant la date d'exigibilité du remboursement.

Le prix net de remboursement des bons à chacune des trois échéances sera obtenu en majorant le capital nominal de 20.000 F d'une prime de remboursement croissant en fonction de l'augmentation de l'indice des prix de gros des charbons crus français publié par l'institut national de la statistique et des études économiques. Cette prime de remboursement sera calculée à raison de 35 F par point de hausse de l'indice moyen de l'année civile précédant celle de l'échéance par rapport à l'indice 179,8 retenu comme indice de base.

La prime de remboursement visée à l'alinéa précédent ne pourra être inférieure à:

1.500 F par titre à l'échéance du 1er avril 1963;
2.500 F par titre à l'échéance du 1er avril 1968;
4.000 F par titre à l'échéance du 1er avril 1973.

Art. 5. — Chaque porteur aura, à son gré, la possibilité de demander le remboursement anticipé de ses titres:

Le 1er avril 1963 au pair majoré du montant du coupon échu à cette date et d'une prime nette de 1.000 F;

Ou le 1er avril 1968 au pair majoré du montant du coupon échu à cette date et d'une prime nette de 2.000 F,

sous réserve que la demande en soit faite et les titres déposés avant le 1er octobre précédent, munis de tous les coupons non échus, à l'une des caisses désignées par la caisse nationale de l'énergie, établissement centralisateur du service de l'emprunt.

Les titres déposés participeront néanmoins au tirage au sort et ceux d'entre eux qui seraient appelés au remboursement bénéficieraient automatiquement des conditions de remboursement et du jeu éventuel de l'indexation prévus à l'article 4.

Art. 6. — L'intérêt de chaque bon cessera de courir à compter de la date d'exigibilité du remboursement. Les coupons auxquels le porteur n'aura pas droit seront déduits du capital remboursable s'ils ne sont pas joints au titre. Les coupons non encore échus seront décomptés sur la base du dernier coupon payé ou annoncé.

Art. 7. — Le payement des intérêts et le remboursement du titre seront effectués nets de tous impôts ou taxes présents et futurs, à l'exception de ceux que la loi mettrait obligatoirement à la charge du porteur.

Art. 8. — La caisse nationale de l'énergie est chargée du service de l'émission conformément aux dispositions du décret du 26 novembre 1948.

Art. 9. — L'ouverture de l'émission est fixée au 24 mars 1958. La clôture pourra être prononcée sans préavis.

Art. 10. — Les bons seront délivrés sous la forme au porteur ou sous la forme nominative, au choix du souscripteur.

Art. 11. — Le prix d'émission est fixé au pair. Il doit être acquitté en un seul versement au moment de la souscription.

Art. 12. — Les souscriptions peuvent être présentées sous la forme anonyme et seront reçues aux caisses désignées ci-après:

Comptables directs du Trésor dans la métropole et leurs correspondants;

Comptables des postes, télégraphes et téléphones;

Caisse nationale de l'énergie;

Banque de France, siège central, succursales et bureaux auxiliaires;

Banques et établissements financiers;

Caisses de crédit agricole mutuel, notaires, agents de change, courtiers en valeurs mobilières et tous autres intermédiaires agréés par la Banque de France.

Art. 13. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 mars 1958.

PIERRE PFLIMLIN.

---

**Transfert de crédits.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 21 mars 1958: page 2757, au lieu de: « Art. 2. — Il est ouvert au ministre de l'industrie et du commerce, pour 1957, un crédit de 1.340 millions de francs applicable au chapitre 44-13... », lire: « Art. 2. — Il est ouvert au ministre de l'industrie et du commerce, pour 1958, un crédit de 1.340 millions de francs applicable au chapitre 44-13... ».

---

**Liste des administrations, services et établissements publics de l'Etat auxquels s'applique, à titre obligatoire, le régime de retraites complémentaires des assurances sociales institué par le décret n° 51-1445 du 12 décembre 1951 en faveur de certaines catégories d'agents de l'Etat non titulaires (11e liste).**

Par décision du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat au travail et à la sécurité sociale en date du 20 mars 1958, prise sur proposition des ministres intéressés, la liste des administrations, services et établissements publics de l'Etat visée à l'article 1er, paragraphe 1er, du décret n° 51-1445 du 12 décembre 1951 est fixée ainsi qu'il suit (11e liste):

I. — *Service relevant du ministère des affaires étrangères.*

Service de coopération technique internationale.
Direction générale des affaires marocaines et tunisiennes.

II. — *Service relevant du ministère de l'agriculture.*

Centre national d'études et d'expérimentation du machinisme agricole.

III. — *Service relevant du ministère de l'industrie et du commerce.*

Section française à l'exposition universelle et internationale de Bruxelles 1958.

# PREMIER TABLEAU

## des éléments retenus pour le calcul des bénéfices agricoles forfaitaires imposables au titre de l'année 1957 (revenus de 1957).

**(Art. 66 du code général des impôts.)**

NOTA. — Un ou plusieurs tableaux seront publiés ultérieurement pour les départements et les natures de cultures qui ne figurent pas sur la présente liste.

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Ain.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Zone d'élevage du pays de Gex: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.160 F. | 9.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.230 F et ne dépasse pas 4.160 F. | 7.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.230 F. | 6.300 | |
| | II. — Vallée de la Saône (1re zone): | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.000 F. | 9.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.150 F et ne dépasse pas 4.000 F. | 7.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.150 F. | 6.000 | |
| | IX. — Coteaux en bordure des Dombes: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.830 F. | 3.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 980 F et ne dépasse pas 1.830 F. | 2.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 980 F. | 2.300 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 160.000 | |
| Cultures florales: | Idem. | | |
| *a*) Avec serres.... | | 220.000 | |
| *b*) En plein air.. | | 100.000 | |
| Pépinières mixtes.. | Idem ..... | 100.000 | Le bénéfice de 100.000 F est réduit de 10 p. 100 pour la partie de l'exploitation comprise entre 3 hectares et 5 hectares et de 25 p. 100 pour la partie de l'exploitation supérieure à 5 hectares. |
| Apiculture ..... | Bresse, Dombes ..... | | 700 F par ruche à cadres. |
| | Autres régions ..... | | 0 F par ruche. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Ensemble du département..... | | 750 F par pondeuse (élevage de poussins). 50 F par poulet vif et 60 F par poulet mort (vente de poulets de chair). |
| Pisciculture ..... | Idem. | | |
| | 1° En bassin d'élevage ..... | | 500 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de l'ensemble des bassins utilisés pour l'élevage, à l'exclusion des bassins affectés aux reproducteurs. |
| | 2° En étang ..... | | 47 F par mètre carré de la surface totale du plan d'eau en étang. Toutefois, ces tarifs sont en outre réduits: *a*) de 100 p. 100 pour les trois premières années d'exploitation; *b*) de 50 p. 100 pour les trois années suivantes. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Aisne.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région de Laon-Soissons: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 8 mars 1956). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F. | 9.840 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.350 F et ne dépasse pas 2.700 F. | 9.020 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 2.350 F. | 8.200 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.650 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 7.380 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.650 F. | 6.560 | |
| | II. — Région de Saint-Quentin: | | Idem |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.100 F. | 9.840 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F et ne dépasse pas 3.100 F. | 9.020 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F et ne dépasse pas 2.700 F. | 8.200 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.900 F et ne dépasse pas 2.300 F. | 7.380 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.900 F. | 6.560 | |
| | III. — Champagne agricole: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F. | 8.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 7.380 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 6.560 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F et ne dépasse pas 1.400 F. | 5.740 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.100 F. | 4.920 | |
| | IV. — Tardenois-Brie: | | Idem |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.900 F. | 7.380 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F et ne dépasse pas 1.900 F. | 6.560 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 5.740 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 4.920 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 4.100 | |
| Herbages ..... | I. — Cantons de la Capelle, du Nouvion, Wassigny: | | Bases de calcul applicables à la superficie totale des exploitations dans lesquelles les herbages occupent au moins 70 p. 100 de la surface imposable. Les autres herbages sont imposés comme la généralité des cultures. Mais dans la région de Saint-Quentin, telle qu'elle est définie pour la généralité des cultures, dans l'arrondissement de Vervins et le canton de Rozoy-sur-Serre, il est fait application à la superficie des herbages du bénéfice moyen des cultures générales afférent à la catégorie immédiatement inférieure lorsque les herbages, sans atteindre la proportion de 70 p. 100, occupent au moins 50 p. 100 de la superficie totale de l'exploitation. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.000 F. | 10.320 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.000 F et ne dépasse pas 6.000 F. | 9.460 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.000 F et ne dépasse pas 5.000 F. | 8.600 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F et ne dépasse pas 4.000 F. | 6.880 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.000 F. | 6.020 | |

| NATURE des cultures. 1 | REGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Aisne (*suite*).** | | |
| Herbages (*suite*).... | II. — Autres cantons: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.200 F. | 7.740 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.400 F et ne dépasse pas 4.200 F. | 6.880 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.600 F et ne dépasse pas 3.400 F. | 6.020 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.600 F. | 5.160 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.800 F. | 4.300 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 110.000 | |
| Cultures florales: | Idem. | | |
| *a*) Ordinaires..... | | 190.000 | |
| *b*) De plein champ. | | 70.000 | |
| Cultures fruitières (fruits destinés à la vente pour la consommation de table). | Idem. | | |
| | *a*) Plantations disséminées (arbres de haute tige en production). | | 0 F par arbre. |
| | *b*) Vergers en rapport exclusivement réservés à la production fruitière (hautes et basses tiges). | 40.000 | Le tarif n'est applicable qu'aux seules exploitations qui, du fait du gel, n'ont pas subi une perte de récolte supérieure à 50 p. 100. Seuls sont taxés les vergers plantés depuis plus de 8 ans (haies fruitières) et de 10 ans (formes en buissons). |
| Pépinières ..... | Ensemble du département..... | | Application des bénéfices forfaitaires imposables fixés pour la généralité des cultures et majorés de 300 p. 100 pour les pépinières ornementales; 75 p. 100 pour les pépinières fruitières et forestières. |
| Apiculture ..... | Idem..... | | 600 F pour chacune des vingt-cinq premières ruches à cadres. |
| | | | 800 F par ruche à cadres au-dessus de vingt-cinq. |
| | | | Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |
| | | | 800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | | | 50 F par poussin acheté (vente de poulets de consommation). |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem ..... | | 130.000 F pour chacune des deux premières lampes. |
| | | | 75.000 F pour chacune des deux lampes suivantes. |
| | | | 38.500 F par lampe en sus de quatre. |
| | **Allier.** | | |
| Cultures maraîchères et florales. | Ensemble du département..... | 210.000 | |
| Apiculture ..... | Idem..... | | 500 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 500 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |
| | | | 800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | **Alpes (Basses-).** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 100.000 | |
| Cultures légumières de plein champ et graines de semences. | Idem ..... | 35.000 | |
| Cultures fruitières: | | | |
| Fruits à pépins.. | Idem ..... | 40.000 | |
| Pépinières ..... | Idem ..... | 100.000 | |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 325 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |
| | | | 780 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | | | 50 F par poussin acheté (vente de poulets de consommation). |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Alpes (Hautes-).** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Haute-Vallée de la Durance et Embrunais: | | Délimitation de l'année 1950 maintenue (voir *Journal officiel* du 28 février 1951). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.520 F. | 4.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 950 F et ne dépasse pas 1.520 F. | 4.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 570 F et ne dépasse pas 950 F. | 3.700 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 380 F et ne dépasse pas 570 F. | 2.900 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 380 F. | 1.500 | |
| | II — Préalpes du Sud: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.170 F. | 4.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 780 F et ne dépasse pas 1.170 F. | 3.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 520 F et ne dépasse pas 780 F. | 3.300 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 260 F et ne dépasse pas 520 F. | 2.700 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 260 F. | 1.400 | |
| | III. — Gapençais, Champsaur, Laragnais et vallée de la région méridionale: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.710 F. | 6.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.190 F et ne dépasse pas 1.710 F. | 5.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 680 F et ne dépasse pas 1.190 F. | 4.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 340 F et ne dépasse pas 680 F. | 3.500 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 340 F. | 2.000 | |
| Elevage ..... | Briançonnais, Queyras, Haute-Vallée du Drac et Valgaudemar, Dévoluy. | | 5.500 F par vache laitière.<br>1.000 F par brebis. |
| Cultures fruitières. | Ensemble du département..... | 70.000 | Le bénéfice de 70.000 F à l'hectare est applicable: 1° aux terrains spécialement aménagés pour la culture fruitière et complantés en plein; 2° aux plantations comportant plus de cinquante arbres de haute tige à l'hectare. Dans les autres cas, le bénéfice forfaitaire imposable est calculé en majorant le bénéfice résultant de l'application des tarifs afférents à la généralité des cultures de 800 F par arbre de haute tige en sus de vingt-cinq par exploitation et de 140 F par arbre de demi ou basse tige en sus de cent arbres par exploitation. Les abattements de vingt-cinq et de cent arbres ne se cumulent pas. |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 300 F par ruche à cadres sédentaire.<br>1.000 F par ruche à cadres pastorale.<br>Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins).<br>60 F par poussin acheté ou élevé (vente de poulets à consommer). |
| Pisciculture (en bassin d'élevage). | Idem..... | | 500 F par mètre carré de la surface totale du plan d'eau de l'ensemble des bassins utilisés pour l'élevage, à l'exclusion des bassins utilisés pour la reproduction. Ce tarif est réduit de 100 p. 100 pour les trois premières années d'exploitation et de 50 p. 100 pour les trois années suivantes. |
| Elevage de visons. | Idem ..... | | 3.000 F par reproducteur. Les élevages comportant plus de trente reproducteurs sont seuls taxés spécialement. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Ardèche.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Haut-Vivarais: | | Délimitation de l'année 1950 maintenue (voir *Journal officiel* du 30 juillet 1950) à l'exception de la commune de Saint-Etienne-de-Valoux de la région I (Haut-Vivarais), rattachée à la région III (vallée du Rhône). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F. | 5.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est compris entre 900 et 1.400 F. | 4.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 2.900 | |
| | II. — Coiron: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F. | 5.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est compris entre 1.000 et 1.600 F. | 4.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 3.400 | |
| | III. — Vallée du Rhône: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.400 F. | 6.750 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est compris entre 1.800 et 2.400 F. | 5.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.800 F. | 4.050 | |
| | IV. — Bas-Vivarais: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F. | 4.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est compris entre 1.200 et 1.600 F. | 3.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.200 F. | 2.300 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département ..... | 125.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem ..... | | Application du bénéfice forfaitaire afférent, pour chaque région agricole, à la première catégorie de la généralité des cultures. |
| Cultures fruitières: | Idem. | | |
| Abricotiers et poiriers. | | 55.000 | |
| Cerisiers ..... | | 70.000 | |
| Pommiers ..... | | 80.000 | |
| Châtaigneraies .. | | | Application du bénéfice forfaitaire afférent, pour chaque région agricole, à la troisième catégorie de la généralité des cultures. |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 550 F par ruche à cadres sédentaire.<br>1.100 F par ruche à cadres pastorale.<br>Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| | **Ardennes.** | | |
| Cultures légumières. | Ensemble du département..... | 100.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 350 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins). |
| | **Ariège.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 110.000 | |
| Cultures fruitières. | Idem ..... | 50.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 0 F par ruche. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 360 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et autres produits).<br>40 F par poussin acheté (vente de poulets d'engraissement). |
| Pisciculture ..... | Idem..... | | 450 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de l'ensemble des bassins utilisés pour l'élevage, à l'exclusion des bassins affectés aux reproducteurs. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS À RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Aube.** | | |
| Pépinières fruitières. | Ensemble du département. | | |
| | *a*) Pour chacun des deux premiers hectares.. | 90.000 | |
| | *b*) Par hectare en sus des deux premiers.... | 70.000 | |
| Apiculture ..... | Région de la Champagne humide..... | | 175 F par ruche à cadres en production. |
| | Autres régions..... | | 350 F par ruche à cadres en production. |
| | | | Pour l'ensemble du département, les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Pisciculture ..... | Ensemble du département..... | 1.000 | |
| | **Aude.** | | |
| Elevage des ovins... | Région littorale et super-littorale..... | | 900 F par ovin de plus d'un an. Lorsque l'élevage ovin sera pratiqué dans une exploitation de polyculture, il sera fait un abattement de vingt bêtes sur le nombre des animaux taxables. |
| Cultures maraîchères. | 1re zone. — Jardins situés dans un rayon de 10 kilomètres autour de Narbonne. | 135.000 | |
| | 2e zone. — Jardins situés dans un rayon de 10 kilomètres autour de Carcassonne. | 125.000 | |
| | 3e zone. — Surplus du département, sauf les jardins situés dans l'arrondissement de Castelnaudary. | 115.000 | |
| | 4e zone. — Jardins situés dans un rayon de 10 kilomètres autour de Castelnaudary. | 105.000 | |
| Cultures fruitières: | Ensemble du département. | | |
| *a*) Vergers intensifs. | | 50.000 | Vergers dont la disposition générale de plantation adoptée donne une densité supérieure ou égale à un arbre par 25 mètres carrés, soit de l'ordre de 400 arbres ou davantage à l'hectare. |
| *b*) Autres vergers ainsi que champs-vergers et prés-vergers. | 1° Ensemble du département à l'exception des cantons de Peyriac-Minervois et de Conques. | 30.000 | |
| | 2° Cantons de Peyriac-Minervois et de Conques. | 0 | |
| *c*) Vignes-vergers. | Ensemble du département..... | 25.000 | |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 325 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |
| | | | 700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins). |
| | | | 40 F par poussin acheté (vente de poulets de chair provenant de l'élevage de poussins d'un jour). |
| Apiculture ..... | 1° Cantons de Coursan, Narbonne, Sigean et Tuchan; communes de Boutenac, Camplong, Conilhac-Corbières, Cruscades, Davejean, Fabrezan, Félines-Termenés, Ferrals-les-Corbières, Fontcouverte, Lagrasse, Lézignan-Corbières, Luc-sur-Orbieu, Montséret, Ornaisons, Palairac, Ribaute, Saint-André-de-Roquelongue, Saint-Pierre-des-Champs, Talairan, Tournissan et Villerouge-Termenés. | | 300 F par ruche à cadres sédentaire. |
| | | | 400 F par ruche à cadres pastorale. |
| | | | Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| | 2° Surplus du département..... | 0 | |
| | **Aveyron.** | | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 150 F par ruche à cadres fixe. |
| | | | 250 F par ruche à cadres pastorale. |
| | | | Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupés ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |
| | | | 700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins). |
| | | | 40 F par poussin acheté (vente de poulets de chair provenant de l'élevage de poussins d'un jour). |
| | **Bouches-du-Rhône.** | | |
| Elevage ovin ..... | Ensemble du département..... | | 1.150 F par brebis. Les troupeaux comprenant plus de vingt brebis sont seuls taxés spécialement. |
| Cultures florales et d'ornement: | Idem. | | |
| | *a*) Sous paillassons ..... | 185.000 | |
| | *b*) En plein air ..... | 140.000 | |
| Aviculture ..... | Ensemble du département..... | | 325 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |
| | | | 780 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | | | 50 F par poussin acheté (vente de poulets à consommer). |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Bouches-du-Rhône** (*suite*). | | |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Ensemble du département..... | | 90.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers (exploitant compris).<br>70.000 F pour chacun des troisième et quatrième ouvriers.<br>50.000 F pour chacun des cinquième et sixième ouvriers.<br>40.000 F par ouvrier en sus de six. |
| | **Calvados.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 280.000 | |
| Cultures florales... | Idem ..... | 480.000 | |
| Cultures fruitières. | Idem ..... | 172.000 | |
| Pépinières: | Idem. | | Les superficies cultivées en plants de pommiers à cidre sont exclues des superficies imposables. |
| *a*) Sylvicoles pures. | | 102.500 | |
| *b*) Autres pépinières. | | 50.000 | |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>650 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins).<br>50 F par poussin (acheté pour la revente à trois mois). |
| Pisciculture ..... | Idem ..... | | 850 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de l'ensemble des bassins utilisés pour l'élevage, à l'exclusion des bassins affectés aux reproducteurs. Le bénéfice de 850 F n'est pas applicable aux étangs non aménagés, qui restent compris dans la généralités des cultures. |
| | **Cantal.** | | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 300 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et autres produits). |
| | **Charente.** | | |
| Cultures maraîchères et florales. | Ensemble du département..... | 175.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 0 F par ruche. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 380 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>760 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | **Charente-Maritime.** | | |
| Cultures maraîchères. | *a*) Régions de la Rochelle et de Royan: communes de: la Rochelle, Lhoumeau, Lagord, Puilboreau, Périgny, Aytré, Dompierre-sur-Mer, Saint-Xandre, Nieul-sur-Mer, Royan, Saint-Georges-de-Didonne, Saint-Palais-sur-Mer et Vaux. | 230.000 | |
| | *b*) Surplus du département..... | 190.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | *a*) Région de la vallée de l'Arnoult: communes de Pont-l'Abbé-d'Arnoult, Saint-Agnant, Sainte-Radégonde, Trizay, Saint-Sulpice-d'Arnoult, Soulignonnes, Champagne, Corme-Royal, la Clisse et Balanzac. | 55.000 | Les cultures légumières de plein champ d'une superficie inférieure à 33 ares sont taxées d'après le tarif applicable aux exploitations de polyculture. |
| | *b*) Région de Tonnay-Charente: communes de Tonnay-Charente, Bords, Cabariot, Lussant Moragne | 60.000 | |
| | *c*) Région de la Ronde, communes de la Ronde, Taugon, Saint-Cyr-du-Doret, la Grève-sur-le-Mignon et Cram-Chaban. | 40.000 | |
| | *d*) Surplus du département (à l'exception de l'île de Ré. | 25.000 | |
| Cultures florales: | Ensemble du département. | | |
| *a*) Pour la superficie aménagée avec des serres. | | 1.700.000 | |
| *b*) Pour la superficie aménagée avec des châssis fixes. | | 440.000 | |
| *c*) Pour le surplus de la superficie. | | 220.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Charente-Maritime** (*suite*). | | |
| Pépinières: | Ensemble du département. | | |
| *a*) De peupliers.. | | 80.000 | |
| *b*) Autres pépinières (sauf les pépinières de vignes). | | 60.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 950 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 100 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins).<br>50 F par poussin élevé (pour la vente à trois mois). |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem ..... | | 110.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers (y compris l'exploitant).<br>70.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants.<br>45.000 F par ouvrier en sus de quatre. |
| Pins résineux..... | Idem ..... | | 2,50 F par litre de résine récolté. Dans le cas d'exploitation en métayage, le bénéfice par litre sera réparti à raison de 1 F pour le propriétaire et de 1,50 F pour le métayer. |
| | **Cher.** | | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 1.100 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | **Corrèze.** | | |
| Cultures maraîchères. | Banlieue de Tulle et de Brive..... | 95.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 400 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |
| Pisciculture ..... | Idem.<br>*a*) Exploitations en rivière ou en étang..... | 55.000 | Le bénéfice de 55.000 F s'applique à la surface totale du plan d'eau. |
| | *b*) Exploitations en bassins..... | | 320 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de l'ensemble des bassins utilisés pour l'élevage, à l'exclusion des bassins affectés aux reproducteurs. |
| | **Corse.** | | |
| Généralité des cultures (y compris les châtaigniers, oliviers et amandiers). | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F. | 2.000 | Le bénéfice forfaitaire imposable à l'hectare (exploitant fermier) est réduit à: 1re catégorie, 1.500 F; 2e catégorie, 1.200 F; 3e catégorie, 900 F; 4e catégorie, 500 F, 5e catégorie, 200 F, pour les exploitations situées dans les communes sinistrées énumérées par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1957, soit: arrondissement de Bastia, canton de Lama: communes de Lama, Pietralba, Urtaca; canton de Murato: communes de Murato, Rapale, Rutali; canton d'Oletta: communes d'Oletta, Olmeta-di-Tuda, Poggio-d'Oletta; Vallecalle; canton de Saint-Florent: commune de Saint-Florent; canton de Santo-Pietro-di-Tenda; communes de Santo-Pietro-di-Tenda et San-Gavino; arrondissement de Calvi: les cantons de Balgodere, Calenzana et Calvi en totalité; canton d'Ile-Rousse: communes d'Ile-Rousse et Santa-Reparata-di-Balagna; canton de Muro: communes d'Avapesse, Catteri, Muro, Speloncata et Lavatoggio; canton d'Olmi-Cappella: commune d'Olmi-Cappella. |
| | 2e catégorie — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 660 F et ne dépasse pas 1.000 F. | 1.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 330 F et ne dépasse pas 660 F. | 1.200 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 200 F et ne dépasse pas 330 F. | 700 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 200 F. | 250 | |
| Cultures maraîchères (deux récoltes par an). | Cantons d'Ajaccio et de Bastia..... | 65.000 | |
| | Surplus du département..... | 55.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Corse** (*suite*). | | |
| Cultures légumières de plein champ. | Cantons d'Ajaccio et de Bastia, communes de Borgo, Biguglia, Lucciana, Vescovato, Venzolasca, Castellare-di-Casinca, Sorbo-Ocagnano et Penta-di-Casinca. | 35.000 | |
| | Surplus du département | 30.000 | |
| Cultures fruitières (sauf agrumes, oliviers, châtaigniers et amandiers). | Cantons d'Ajaccio et de Bastia, communes de Borgo, Biguglia, Lucciana, Vescovato, Venzolasca, Castellare-di-Casinca, Sorbo-Ocagnano et Penta-di-Casinca. | 18.000 | Ou 128 F par arbre en état de production. |
| | Surplus du département | 12.000 | Ou 86 F par arbre en état de production. |
| Agrumes | Cantons d'Ajaccio et de Bastia, communes de Borgo, Biguglia, Lucciana, Vescovato, Venzolasca, Castellare-di-Casinca, Sorbo-Ocagnano et Penta-di-Casinca. | 30.000 | Ou 215 F par arbre en état de production. |
| | Surplus du département | 22.000 | Ou 158 F par arbre en état de production. |
| Exploitations par des bergers (lait, croît, produits divers). | Ensemble du département | | 1.150 F par brebis.<br>550 F par chèvre.<br>Le bénéfice de 1.150 F par brebis est réduit à 700 F pour les exploitations par des bergers situées dans les communes déclarées sinistrées par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1957 visé ci-dessus. |
| Aviculture | Idem | | 325 F par pondeuse. |
| | **Côte-d'Or.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département | 190.000 | |
| Cultures légumières de plein champ | Idem | 70.000 | |
| Cultures florales | Idem | 270.000 | |
| Cultures fruitières: | Idem. | | |
| Cassis | | 240.000 | |
| Framboises | | 300.000 | |
| Groseilles | | 110.000 | |
| Pépinières: | Idem. | | |
| 1° Autres que sylvicoles et viticoles. | | 85.000 | |
| 2° Sylvicoles | *a*) Pour chacun des trois premiers hectares | 80.000 | |
| | *b*) Par hectare en sus de trois | 50.000 | |
| Apiculture | Ensemble du département | | 0 F par ruche. |
| Aviculture | Idem | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits).<br>50 F par poussin acheté (vente de poulets à consommer). |
| | **Côtes-du-Nord.** | | |
| Cultures légumières de plein champ: | | | |
| 1° Pratiquées sur des terrains ne donnant qu'une seule récolte légumière par an: | | | |
| *a*) Pommes de terre de primeur. | Ensemble du département | 32.000 | |
| *b*) Artichauts. | Idem | 80.000 | |
| *c*) Oignons et carottes. | Baie d'Yffiniac | 150.000 | |
| 2° Pratiquées sur des terrains donnant au moins deux récoltes légumières par an: pommes de terre de primeur suivies de choux-fleurs. | Ensemble du département | 55.000 | |
| Apiculture | Idem | | 1.100 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Côtes-du-Nord** (*suite*). | | |
| Pisciculture ..... | Ensemble du département..... | | 500 F par mètre carré de la surface du plan d'eau des bassins utilisés pour l'élevage des truitelles.<br>600 F par mètre carré de la surface du plan d'eau des bassins utilisés pour l'engraissement des truites (bassins de première eau).<br>250 F par mètre carré de la surface du plan d'eau des bassins utilisés pour l'engraissement des truites (bassins de deuxième eau). |
| | **Dordogne.** | | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 0 F par ruche. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>0 F par poussin (vente de poulets). |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem..... | | 4.100 F par wagon de dix tonnes de fumier. |
| | **Doubs.** | | |
| Cultures florales.... | Ensemble du département:<br>Exploitations comportant moins de 30 p. 100 de superficie couverte.<br>Exploitations comportant au moins 30 p. 100 de superficie couverte. | <br>170.000<br>280.000 | |
| Pépinières (autres que les pépinières viticoles). | Ensemble du département ..... | 90.000 | |
| Apiculture ..... | I. — Régions d'altitude inférieure à 600 m....<br>II. — Régions d'altitude égale ou supérieure à 600 m. | | 0 F par ruche.<br>1.200 F par ruche à cadres.<br>Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Ensemble du département..... | | 360 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>650 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits).<br>50 F par poussin acheté (vente de poulets à consommer). |
| Salmoniculture..... | Idem ..... | | 400 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de la totalité des bassins (y compris ceux affectés aux reproducteurs). |
| | **Drôme.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département ..... | 130.000 | |
| Cultures légumières de plein champ et graines potagères: | Idem. | | |
| Irriguées..... | Idem ..... | 40.000 | |
| Aspesges..... | Idem ..... | 45.000 | |
| Cultures florales: | Idem. | | |
| Lavande ..... | | 10.000 | |
| Lavandin ..... | | 5.000 | |
| Olivaies..... | Idem..... | 0 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 550 F par ruche à cadres sédentaire.<br>1.100 F par ruche à cadres pastorale.<br>Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 600 F par pondeuse (production d'œufs et de poussins).<br>35 F par unité vendue vivante; 50 F par unité vendue morte (production de volailles). |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem..... | | 100.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers (exploitant compris).<br>80.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants (3e et 4e ouvrier).<br>60.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants (5e et 6e ouvrier).<br>40.000 F par ouvrier en sus de six. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Eure.** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.250 F. | 8.850 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.800 F et ne dépasse pas 3.250 F. | 8.150 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.600 F et ne dépasse pas 2.800 F. | 7.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F et ne dépasse pas 2.600 F. | 6.800 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.850 F et ne dépasse pas 2.300 F. | 6.100 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 1.850 F. | 5.450 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.400 F. | 4.750 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 210.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem ..... | 70.000 | |
| Cultures fruitières: | Idem. | | |
| 1° Arbres en espaliers et contre-espaliers. | | 125.000 | |
| 2° Hautes-tiges .. | | 34.000 | |
| Pépinières ..... | Idem. | | |
| | Pour chacun des deux premiers hectares.... | 75.000 | |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants..... | 50.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de sept..... | 25.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 200 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 300 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>550 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| | **Eure-et-Loir.** | | |
| Généralité des cultures. | Région II. — Perche: | | Région délimitée par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1917 visant le statut juridique du fermage. |
| | Catégorie exceptionnelle. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est égal ou supérieur à 4.500 F. | 11.500 | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.800 F et inférieur à 4.500 F. | 9.660 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.100 F et ne dépasse pas 3.800 F. | 8.050 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.600 F et ne dépasse pas 3.100 F. | 6.900 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.100 F et ne dépasse pas 2.600 F. | 5.750 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F et ne dépasse pas 2.100 F. | 4.600 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 3.450 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 2.300 | |
| Pépinières fruitières d'alignement ou d'ornement. | Ensemble du département: | | |
| | Pour le premier hectare..... | 40.000 | |
| | Par hectare en sus du premier..... | 30.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 700 F par ruche à cadres pour chacune des cent premières ruches.<br>650 F par ruche à cadres par chacune des cent ruches suivantes.<br>600 F par ruche à cadres en sus de deux cents.<br>Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Eure-et-Loir** (*suite*). | | |
| Aviculture ..... | Ensemble du département..... | | 650 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits).<br>10 F par poussin acheté ou 12.000 F par éleveuse ou batterie de cent poussins (vente de poulets de consommation). |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem ..... | | 128.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers (exploitant compris).<br>70.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants.<br>40.000 F par ouvrier en sus de quatre. |
| | **Finistère.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 200.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | | | |
| 1° Pratiquées sur des terrains ne donnant qu'une seule récolte par an: | | | |
| Artichauts .... | Idem..... | 80.000 | |
| Haricots verts pour l'industrie de la conserve. | Idem..... | 40.000 | |
| Pommes de terre de primeur. | Cantons de Pont-l'Abbé et Plogastel-Saint-Germain, commune de Plouhinec. | 30.000 | |
| 2° Pratiquées sur des terrains donnant plusieurs récoltes par an: | | | |
| Pommes de terre et choux fleurs. | Ensemble du département..... | 75.000 | |
| Pommes de terre de primeur suivies de carottes tardives. | Cantons de Pont-l'Abbé et Plogastel-Saint-Germain, commune de Plouhinec. | 110.000 | |
| Pommes de terre de primeur suivies de poireaux. | Cantons de Pont-l'Abbé et Plogastel-Saint-Germain, commune de Plouhinec. | 180.000 | |
| Fraisières ..... | Ensemble du département..... | 90.000 | |
| Pisciculture ..... | Idem..... | | 380 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de la totalité des bassins utilisés pour l'élevage (à l'exclusion des bassins affectés aux reproducteurs). |
| | **Gard.** | | |
| Cultures légumières de plein champ et graines de semences. | Ensemble du département: | | |
| | 1re catégorie. — Terrains irrigués..... | 55.000 | |
| | 2e catégorie. — Terrains non irrigués..... | 35.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 850 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem ..... | | 90.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers (exploitant compris).<br>70.000 F pour chacun des troisième et quatrième ouvriers.<br>50.000 F pour chacun des cinquième et sixième ouvriers.<br>40.000 F par ouvrier en sus de six. |
| Pisciculture ..... | Idem ..... | | 400 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de l'ensemble des bassins utilisés pour l'élevage à l'exclusion des bassins affectés aux reproducteurs. |

| NATURE des cultures. 1 | REGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Garonne (Haute-).** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département | 140.000 | |
| Cultures florales | Idem | | 2.000 F par are. |
| Pépinières | Idem | | |
| | 1re catégorie | 80.000 | Tarif applicable aux pépinières d'une superficie égale ou inférieure à 3 hectares. |
| | 2e catégorie | 70.000 | Tarif applicable aux pépinières d'une superficie comprise entre 3 et 10 hectares. |
| | 3e catégorie | 60.000 | Tarif applicable aux pépinières de plus de 10 hectares. Pour ces trois catégories, ce bénéfice n'est applicable qu'après un abattement de 25 p. 100 sur la superficie de l'exploitation. |
| Apiculture | Ensemble du département | | 0 F par ruche. |
| Aviculture | Idem | | 360 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). 700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). 40 F par poussin acheté (élevage de poussins en vue de la vente). |
| Pisciculture | Idem | | 450 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de l'ensemble des bassins utilisés pour l'élevage à l'exclusion des bassins affectés aux reproducteurs. |
| | **Gironde.** | | |
| Elevage ovin | Région de la lande et des marais | | 400 F par tête de brebis. Le bénéfice de 400 F par tête de brebis n'est applicable qu'aux troupeaux de la région des landes et marais comportant plus de 30 bêtes. |
| Elevage bovin | Ensemble du département | 14.000 | Le bénéfice de 14.000 F n'est applicable qu'aux exploitations comportant au moins 150 hectares d'herbage. |
| Cultures florales | Idem | 250.000 | |
| Apiculture : | | | |
| a) Ruches sédentaires. | Région de la forêt | | 350 F par ruche à cadres pour chacune des 100 premières ruches. 350 F par ruche à cadres à partir de la 101e ruche. |
| | Surplus du département | | 0 F par ruche. |
| b) Ruches pastorales. | Ensemble du département | | 1.430 F par ruche à cadres pour chacune des 100 premières ruches. 1.130 F par ruche à cadres à partir de la 101e ruche. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Pins résineux | Idem | | 2,50 F par litre de gemme récolté. Dans le cas d'exploitation par métayage, le bénéfice sera réparti à raison de 1 F pour le propriétaire et 1,50 F pour le métayer. |
| | **Hérault.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région de montagnes : | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 16 février 1955). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 650 F. | 13.860 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 300 F et ne dépasse pas 650 F. | 6.930 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 300 F. | 3.470 | |
| | II. — Région des Causses : | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F. | 11.340 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 600 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 5.670 | Les limites de la 2e catégorie indiquées colonne 2 seront ainsi corrigées pour les communes de : Lauroux ; limite inférieure augmentée de 30 p. 100 ; Fozières : limites inférieure et supérieure augmentées de 16 p. 100 ; Liausson : limites inférieure et supérieure augmentées de 19 p. 100. |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 600 F. | 2.840 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Hérault** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | III. — Région des coteaux et garrigues: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 16 février 1955). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1 100 F. | 9.360 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 400 F et ne dépasse pas 1.100 F. | 4.680 | Les limites de la 2e catégorie indiquées colonne 2 seront ainsi corrigées pour les communes de: Saint-Jean-de-Buèges, limite inférieure augmentée de 93 p. 100; Roquebrun, limite inférieure augmentée de 60 pour 100; Pégairolles-de-Buèges, limite inférieure augmentée de 10 p. 100; Riols, limite inférieure augmentée de 5 p. 100. |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 400 F. | 1.400 | |
| | IV. — Région littorale: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 16 février 1955). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F. | 12.060 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 3.000 F. | 6.030 | Les limites de la 2e catégorie indiquées colonne 2 seront ainsi corrigées pour les communes de: *a*) limite inférieure augmentée de 38 p. 100: Cessenon; 35 p. 100: Montagnac; *b*) limites inférieure et supérieure augmentées de 26 p. 100: Roujan; 21 p. 100: Servian. |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 2.410 | |
| | | | Pour les régions III et IV le bénéfice à l'hectare se cumule, éventuellement, avec le bénéfice forfaitaire prévu pour l'élevage ovin. |
| | | | Dans les quatre régions, le revenu cadastral moyen à considérer pour le classement des exploitations par catégories est celui des terres en cultures, olivaies et châtaigneraies à l'exclusion des landes (sauf celles cadastrées de première classe) et terres vagues, le bénéfice forfaitaire s'applique à la superficie des terres cultivées à l'exclusion des landes (sauf celles cadastrées de première classe). |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 130.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem ..... | 65.000 | |
| Cultures fruitières: | Idem. | | |
| Vergers intensifs: pommiers basses tiges, cordons ou gobelets. | | 400.000 | |
| Autres vergers: vergers en plein. | | 80.000 | |
| Apiculture ..... | Cantons du Caylar, de Claret, de Ganges et des Matelles. | | 0 F par ruche. |
| | Surplus du département..... | | 150 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Ensemble du département..... | | 325 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |
| | | | 700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins). |
| | | | 40 F par poussin acheté (vente de poulets de chair provenant de l'élevage de poussins d'un jour). |
| | **Ille-et-Vilaine.** | | |
| Elevage ovin sans polyculture. | Ensemble du département..... | | 0 F par brebis. |
| Cultures florales.... | Région de Saint-Malo : | | |
| | *a*) Superficie vitrée (châssis et serres) ne dépassant pas 20 p. 100 de la superficie totale de l'exploitation. | 300.000 | |
| | *b*) Superficie vitrée excédant 20 p. 100 de la superficie totale de l'exploitation. | 360.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département ..... | | 1.200 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Indre.** | | |
| Pépinières ..... | Ensemble du département. | | |
| | Pour chacun des deux premiers hectares.. | 60.000 | |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants... | 45.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de sept..... | 30.000 | |
| Apiculture ..... | I. — Région « Brenne » ..... | | 600 F par ruche à cadres, lorsque la majorité des ruches à cadres d'une même exploitation se trouve habituellement dans cette région. |
| | II. — Autres régions..... | | 1.000 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| | **Indre-et-Loire.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 170.000 | |
| Pépinières fruitières et d'ornement. | Idem ..... | 60.000 | Le bénéfice de 60.000 F est réduit à 40.000 F pour chaque hectare au-dessus de deux, jusqu'à sept hectares inclus et à 30.000 F par hectare en sus de sept. |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 600 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| | **Isère.** | | |
| Elevage ovin..... | Oisans, Valbonnais, Beaumont, Trièves, Matheysine (région herbagère de montagne). | | 1.200 F par brebis adulte. Ce bénéfice n'est applicable que sous déduction d'un abattement de 30 têtes par troupeau. |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 160.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 0 F par ruche. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). 700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins). 60 F par poussin acheté ou élevé (vente de poulets à consommer). |
| Pisciculture en bassin d'élevage. | Idem ..... | | 500 F par mètre carré de la surface totale du plan d'eau de l'ensemble des bassins utilisés pour l'élevage, à l'exclusion des bassins utilisés pour la reproduction. Ce tarif est réduit de 100 p. 100 pour les trois premières années d'exploitation et de 50 p. 100 pour les trois années suivantes. |
| | **Jura.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 220.000 | |
| Pépinières (autres que les pépinières viticoles). | Idem ..... | 100.000 | |
| Apiculture ..... | Idem. | | |
| | Exploitations situées en dessous de 600 mètres d'altitude. | | 0 F par ruche. |
| | Exploitations situées à 600 mètres d'altitude ou au-dessus. | | 1.200 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Pisciculture ..... | Ensemble du département..... | 900 | |
| | **Landes.** | | |
| Elevage ovin..... | Ensemble du département..... | | 350 F par brebis. Les troupeaux comprenant plus de vingt brebis seront seuls taxés spécialement. |
| Cultures maraîchères. | Idem..... | 140.000 | Le bénéfice de 140.000 F à l'hectare s'applique à toute la surface, y compris les chemins ou allées servant de passage. |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem ..... | 50.000 | |
| Cultures fruitières.. | Idem..... | 45.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Landes** (*suite*). | | |
| Pépinières: | Ensemble du département. | | |
| *a*) Fruitières ..... | | 70.000 | |
| *b*) Forestières: | | | |
| 1° De bois résineux. | | 40.000 | |
| 2° De bois feuillus. | | 130.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 680 F par ruche à cadres pastorale.<br>100 F par ruche à cadres sédentaire.<br>Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>10 F par poussin acheté (vente de poulets de chair provenant de l'élevage de poussins d'un jour). |
| Pins résineux..... | Idem..... | | 2,50 F par litre de gemme récolté. Dans le cas d'exploitation en métayage, le bénéfice sera réparti à raison de 1 F pour le propriétaire et 1,50 F pour le métayer. |
| Pisciculture ..... | Idem ..... | | 250 F par mètre carré de la surface du plan d'eau des bassins utilisés pour l'élevage des truites.<br>625 F par mètre carré de la surface du plan d'eau des bassins utilisés pour l'élevage des truitelles.<br>1.200 F par mètre carré de la surface du plan d'eau des bassins utilisés pour l'élevage des alevins. |
| | **Loir-et-Cher.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Perche et Vendômois: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.750 F. | 4.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.150 F et ne dépasse pas 1.750 F. | 4.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.150 F. | 3.300 | |
| | IV. — Sologne non viticole: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 600 F. | 2.300 | Les limites ci-contre sont majorées de 22 p. 100 dans la commune de Theillay et de 31 p. 100 dans la commune de Romorantin. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 400 F et ne dépasse pas 600 F. | 1.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 400 F. | 1.500 | |
| Pépinières fruitières. | Ensemble du département..... | 65.000 | |
| Pépinières sylvicoles. | Idem ..... | 67.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 710 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>650 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits).<br>50 F par poussin acheté en vue de l'élevage. |
| Bulbiculture..... | Idem ..... | 100.000 | |
| Elevage du faisan. | Idem ..... | | 1.800 F pour chacune des quatre cents premières pondeuses.<br>1.000 F par pondeuse en sus de quatre cents.<br>Les exploitations comportant plus de quarante pondeuses sont seules taxées spécialement. |
| | **Loire.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 150.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem ..... | 50.000 | |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 50 F par unité vendue vivante et 60 F par unité vendue morte (production de poulets et autres volailles). |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Loire (Haute-).** | | |
| Généralité des cultures. | Région I. — Mézenc-Mégal: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F. | 4.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 720 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 3.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 720 F. | 2.900 | |
| | Région II. — Margeride: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 570 F. | 3.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 330 F et ne dépasse pas 570 F. | 2.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 330 F. | 2.000 | |
| | Région III. — Velay basaltique: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F. | 5.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 840 F et ne dépasse pas 1.400 F. | 4.850 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 840 F. | 3.900 | |
| | Région IV. — Bassin du Puy: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.740 F. | 6.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.040 F et ne dépasse pas 1.740 F. | 5.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.040 F. | 4.200 | |
| | Région V. — Brivadois. | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.380 F. | 6.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 820 F et ne dépasse pas 1.380 F. | 5.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 820 F. | 4.300 | |
| | Région VI. — Plateau granitique: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.080 F. | 5.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 640 F et ne dépasse pas 1.080 F. | 4.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 640 F. | 3.400 | |
| Cultures maraîchères: | Ensemble du département. | | |
| a) 1re catégorie: terrains irrigables ou arrosables. | | 105.000 | |
| b) 2e catégorie: terrains non irrigables et non arrosables. | | 52.500 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 500 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et autres produits). |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem ..... | | 125.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers (y compris l'exploitant).<br>90.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants.<br>70.000 F par ouvrier en sus de quatre. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier) 3 Francs | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables 4 |
|---|---|---|---|
| | **Loire-Atlantique.** | | |
| Cultures florales: | Ensemble du département. | | |
| a) Sous serres chauffées. | | | 16.000 F pour chacun des cinq premiers ares. 15.000 F pour chacun des ares suivants. |
| b) Sous accessoires vitrés froids. | | 330.000 | |
| c) De plein air.. | | 175.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 1.150 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| | **Loiret.** | | |
| Généralité des cultures. | VIII. — Val de Loire: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.850 F. | 5.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.050 F et ne dépasse pas 1.850 F. | 4.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.050 F. | 3.800 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Régions de Saint-Benoit-sur-Loire et de Germigny-des-Pres. | 60.000 | |
| Cultures florales: | Ensemble du département. | | |
| a) Pour la superficie aménagée avec des serres. | | 940.000 | |
| b) Pour la superficie aménagée avec des châssis fixes. | | 300.000 | |
| c) Pour le surplus de la superficie. | | 190.000 | |
| Cultures fruitières. | Idem..... | 0 | |
| Pépinières: | Idem. | | |
| a) Partie de l'exploitation affectée à la culture des petits plants fruitiers, forestiers ou d'ornement. | Pour le premier hectare..... | 105.000 | |
| | Par hectare en sus du premier..... | 85.000 | |
| b) Surplus de l'exploitation (pépinière générale, fruitière, forestière ou d'ornement). | Pour chacun des deux premiers hectares..... | 80.000 | |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants..... | 50.000 | |
| | Par hectare en sus de sept..... | 30.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 1.200 F pour chacune des cent premières ruches à cadres. 1.000 F pour chacune des cent ruches à cadres suivantes. 800 F par ruche à cadres en sus de deux cents. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 600 F par pondeuse (vente d'œufs, de volaille et d'autres produits). 10 F par poussin acheté (exploitations d'élevage). |
| Elevage de visons.. | Idem..... | | 3.000 F pour chacun des cent premiers visons reproducteurs. 2.000 F pour chacun des suivants. Les centres d'élevage comportant plus de vingt reproducteurs sont seuls taxés spécialement. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Lot.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département | 110.000 | |
| Cultures fruitières | Idem | 0 | |
| Pépinières | Idem. | | |
| | 1re catégorie. — Pépinières d'une superficie égale ou inférieure à 3 hectares. | 60.000 | Les bénéfices de 60.000 F et 50.000 F ne sont applicables qu'après un abattement de 25 pour 100 sur la superficie de l'exploitation. |
| | 2e catégorie. — Pépinières d'une superficie supérieure à 3 hectares. | 50.000 | |
| Apiculture | Ensemble du département | | 0 F par ruche. |
| Aviculture | Idem | | 360 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et autres produits).<br>40 F par poussin acheté (vente de poulets de consommation). |
| | **Lozère.** | | |
| Apiculture | Ensemble du département | | 150 F par ruche à cadres fixe.<br>250 F par ruche à cadres pastorale.<br>Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| | **Maine-et-Loire.** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.300 F. | 9.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 2.300 F. | 8.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 7.100 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 6.200 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 5.300 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F et ne dépasse pas 1.000 F. | 4.300 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 3.400 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département | 180.000 | |
| Cultures légumières de plein champ: | | | |
| Artichauts | 1° Angers et communes limitrophes | 65.000 | |
| | 2° Surplus du département | 0 | |
| Choux-fleurs | Ensemble du département | 65.000 | |
| Pépinières de petits plants. | Idem | 105.000 | Le bénéfice de 105.000 F est réduit à 85.000 F par hectare en sus du premier. |
| Grosses pépinières d'ornement. | Idem. | | |
| | Pour chacun des deux premiers hectares | 90.000 | |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants | 70.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de sept | 50.000 | |
| Grosses pépinières fruitières (sauf les pommiers à cidre à haute tige). | Ensemble du département: | | |
| | Pour chacun des deux premiers hectares | 60.000 | |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants | 45.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de sept | 30.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Maine-et-Loire** (*suite*). | | |
| Pépinières de pommiers à cidre à haute tige. | Ensemble du département | 0 | |
| Apiculture | Idem | | 600 F par ruche à cadres. |
| Aviculture | Idem | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits).<br>40 F par poussin acheté (achat de poussins d'un jour en vue de la vente après engraissement). |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem | | 90.000 F pour chacun des trois premiers ouvriers (exploitant compris).<br>48.000 F par ouvrier en sus de trois. |
| | **Manche.** | | |
| Elevage ovin sans polyculture. | Ensemble du département | | 1.090 F par brebis. Ce bénéfice n'est applicable qu'aux troupeaux de plus de cinquante têtes. Pour les troupeaux ayant été atteints par la fièvre aphteuse et ayant fait l'objet de déclarations réglementaires, il sera appliqué une déduction de 500 F par brebis ayant été malade. |
| Cultures maraîchères. | Idem | 230.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem | 76.000 | |
| Cultures florales:<br>*a*) Sous châssis sans prédominance de serres.<br>*b*) En plein air avec châssis. | Idem. | <br>203.500<br>125.400 | |
| Pépinières (toutes catégories, à l'exclusion des pommiers à cidre à hautes tiges). | Idem | 100.000 | Les pépinières d'une superficie inférieure à 40 ares ne donnent pas lieu à taxation spéciale. |
| Aviculture | Idem | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>600 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins).<br>50 F par poussin acheté (achat de poussins en vue de la vente de poulets). |
| Pisciculture | Exploitations salmonicoles en étang (élevage naturel amélioré).<br>Exploitations salmonicoles en bassins naturels aménagés.<br>Exploitations salmonicoles intensives en bassins spécialement aménagés. | 134.000 | <br>150 F par mètre carré de la surface du plan d'eau des bassins (à l'exclusion de ceux affectés aux reproducteurs).<br>860 F par mètre carré de la surface du plan d'eau des bassins (à l'exclusion de ceux affectés aux reproducteurs). |
| | **Marne.** | | |
| Cultures florales:<br>*a*) Avec emploi de châssis.<br>*b*) De plein air.. | Ensemble du département. | <br>210.000<br>100.000 | |
| Pépinières fruitières. | Idem | 80.000 | |
| Apiculture | Idem | | 350 F. par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem | | 120.000 F pour chacune des deux premières lampes.<br>65.000 F pour chacune des deux lampes suivantes.<br>45.000 F par lampe en sus de quatre. |
| Pisciculture:<br>*a*) Etangs de plaine.<br>*b*) Etangs de bois. | Idem. | <br>2.200<br>1.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables 4 |
|---|---|---|---|
| | **Marne (Haute-).** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département | 150.000 | |
| Cultures florales | Idem | 180.000 | |
| Pépinières: | Idem. | | |
| a) Sylvicoles | Pour chacun des trois premiers hectares | 120.000 | |
| | Par hectare en sus de trois | 100.000 | |
| b) Fruitières | | 80.000 | |
| Apiculture | Ensemble du département | | 0 F par ruche. |
| Aviculture | Idem | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits).<br>800 F par pondeuse (vente de poussins, de volailles et d'autres produits).<br>50 F par poulet (vente de poulets achetés à un jour). |
| Pisciculture | Idem | 2.000 | |
| Salmoniculture | Idem | | 150 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de l'ensemble des bassins. |
| | **Mayenne.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département | 160.000 | |
| Pépinières de pommiers à cidre à haute tige. | Idem | 0 | |
| Aviculture | Idem | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits).<br>40 F par poussin acheté (achat de poussins d'un jour en vue de la vente après engraissement). |
| Pisciculture | Idem | 1.800 | |
| | **Meurthe-et-Moselle.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Montagne: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F. | 5.300 | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 4.400 | Pour les communes énumérées ci-après, les limites supérieure et inférieure de la deuxième catégorie sont:<br>Réduites de 35 p. 100: Saint-Sauveur; de 50 p. 100: Bionville et Petitmont. |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 3.500 | Majorées de 15 p. 100: Cirey-sur-Vezouze; de 25 p. 100: Badonviller; de 70 p. 100: Deneuvre. |
| | II. — Plaine: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F. | 6.200 | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 16 février 1955). |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.400 F. | 5.200 | Pour les communes énumérées ci-après, les limites supérieure et inférieure de la deuxième catégorie sont:<br>Réduites de 15 p. 100: Einville et Varangéville; de 25 p. 100: Ludres, Vandœuvre et Bezange-la-Grande; de 35 p. 100; Jolivet, Méréville et Pont-à-Mousson. |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 4.200 | Majorées de 15 p. 100; Bratte, Sivry, Champey, Vittonville, Ville-au-Val, Sainte-Geneviève, Landremont, Bezaumont, Amance et Parroy; de 25 p. 100: Saxon-Sion et Moncel-les-Lunéville; de 40 p. 100: Vaudémont; de 50 p. 100: Chanteheux. |
| | III. — Haye: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F. | 4.000 | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 3.400 | Pour les communes énumérées ci-après les limites supérieure et inférieure de la deuxième catégorie sont:<br>Réduites de 15 p. 100: Thiaucourt; de 25 p. 100: Arnaville; de 35 p. 100: Maxéville. |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 2.800 | Majorées de 15 p. 100: Fontenoy-sur-Moselle; de 25 p. 100: Ochey; de 40 p. 100: Sexey-les-Bois. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Meurthe-et-Moselle** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | IV. — Wœvre: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F. | 5.300 | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). Pour les communes énumérées ci-après, les limites supérieure et inférieure de la deuxième catégorie sont: Réduites de 25 p. 100: Toul. Majorées de 15 p. 100: Trondes. |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 4.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 3.500 | |
| | V. — Côtes de Meuse: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). Pour les communes énumérées ci-après, les limites supérieure et inférieure de la deuxième catégorie sont: Majorées de 25 p. 100: Bruley, Foug; de 40 p. 100: Lucey; de 190 p. 100: Laneuveville-derrière-Foug. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F. | 4.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 3.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 2.800 | |
| | VI. — Pays-Haut: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 3 février 1953). Pour les communes énumérées ci-après, les limites supérieure et inférieure de la deuxième catégorie sont: Réduites de 15 p. 100: Anoux, Cosnes-et-Romain, Rehon, Mance, Mont-Bonvillers et Thil; de 25 p. 100: Hussigny-Godbrange, Longuyon, Jarny; de 50 p. 100: Villerupt et Longwy. Majorées de 15 p. 100: Landres, Mont-Saint-Martin; de 40 p. 100: Auboué; de 70 p. 100: Homécourt. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F. | 5.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 4.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 3.800 | |
| Cultures maraîchères et cressonnières. | Ensemble du département..... | 215.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem..... | 32.000 | |
| Pépinières ..... | Idem. | | |
| | *a*) Pour chacun des deux premiers hectares.. | 80.000 | |
| | *b*) Pour chacun des trois hectares suivants... | 70.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 350 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 360 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). 760 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). 85 F par poussin acheté (vente de poulets). |
| Pisciculture: | Idem. | | |
| *a*) Etangs de plaine. | | 2.700 | |
| *b*) Etangs de bois. | | 1.800 | |
| *c*) Salmoniculture | | | 135 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de la totalité des bassins (y compris ceux affectés aux reproducteurs). |
| | **Meuse.** | | |
| Cultures maraîchères et florales. | Ensemble du département..... | 120.000 | |
| Pépinières ..... | Idem. | | |
| | Pour chacun des deux premiers hectares..... | 95.000 | |
| | Pour chacun des trois hectares suivants (du troisième au cinquième inclus). | 75.000 | |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants (du sixième au dixième inclus). | 55.000 | |
| | Par hectare en sus de dix..... | 45.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 350 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| **Meuse** (*suite*). | | | |
| Aviculture ..... | Ensemble du département..... | | 360 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>760 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits).<br>88 F par poussin acheté (vente de poulets). |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem..... | | 130.000 F pour chacune des deux premières lampes.<br>75.000 F pour chacune des deux lampes suivantes.<br>40.000 F par lampe en sus de quatre. |
| Pisciculture: | Idem. | | |
| *a*) Etangs de plaine. | | 2.000 | |
| *b*) Etangs de bois. | | 1.400 | |
| *c*) Salmoniculture (production de truites). | | | 140 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de la totalité des bassins utilisés pour l'élevage, y compris ceux affectés aux reproducteurs. |
| **Morbihan.** | | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 160.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 750 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| **Moselle.** | | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 165.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem ..... | 38.000 | |
| Cultures florales.. | Idem ..... | 240.000 | |
| Fraisières ..... | Idem ..... | 0 | |
| Pépinières ..... | Idem. | | |
| | Pour chacun des deux premiers hectares.... | 80.000 | |
| | Pour chacun des trois hectares suivants (du 3e au 5e hectare inclus). | 70.000 | |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants (du 6e au 10e hectare inclus). | 50.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de dix..... | 40.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 150 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 360 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>760 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins).<br>88 F par poussin acheté (vente de poulets). |
| Pisciculture ..... | Idem. | | |
| *a*) Etangs de de plaine. | | 3.500 | |
| *b*) Etangs sous bois. | | 2.300 | |
| *c*) Salmoniculture | | | 150 F par mètre carré de plan d'eau de la totalité des bassins (y compris ceux affectés aux reproducteurs). |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem ..... | | 125.000 F pour chacune des deux premières lampes.<br>75.000 F pour chacune des deux lampes suivantes.<br>40.000 F par lampe en sus de quatre. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Nièvre.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Morvan: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.150 F. | 3.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 950 F et ne dépasse pas 1.150 F. | 3.250 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 750 F et ne dépasse pas 950 F. | 2.600 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 550 F et ne dépasse pas 750 F. | 1.950 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 550 F. | 1.300 | |
| | III. — Zone d'élevage: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.850 F. | 7.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.250 F et ne dépasse pas 2.850 F. | 7.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.900 F. et ne dépasse pas 2.250 F. | 6.100 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.550 F et ne dépasse pas 1.900 F. | 5.200 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.350 F et ne dépasse pas 1.550 F. | 4.100 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.150 F et ne dépasse pas 1.350 F. | 3.100 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.150 F. | 2.100 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département..... | 80.000 | |
| Cultures florales: | Idem. | | |
| *a*) Pour la superficie aménagée avec des serres. | | 850.000 | |
| *b*) Pour la superficie aménagée avec des châssis fixes. | | 250.000 | |
| *c*) Pour le surplus de la superficie. | | 130.000 | |
| Pépinières sylvicoles. | Idem. | | |
| | *a*) Pour chacun des trois premiers hectares. | 70.000 | |
| | *b*) Par hectare en sus de trois..... | 50.000 | |
| Pépinières générales et sapins de Noël cultivés. | Morvan: | | La superficie imposable n'est comptée que pour les deux tiers de la superficie totale de l'exploitation. |
| | *a*) Pour chacun des sept premiers hectares. | 60.000 | |
| | *b*) Par hectare en sus de sept..... | 37.000 | |
| Pépinières fruitières | Ensemble du département: | | |
| | *a*) Pour chacun des deux premiers hectares. | 70.000 | |
| | *b*) Pour chacun des cinq hectares suivants. | 50.000 | |
| | *c*) Par hectare en sus de sept..... | 25.000 | |
| Apiculture..... | Ensemble du département..... | | 700 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture..... | Idem ..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>600 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins).<br>0 F par poussin acheté (vente de poulets à consommer). |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Nord.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Thiérache: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.473 F. | 11.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.601 F et ne dépasse pas 6.473 F. | 10.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.729 F et ne dépasse pas 5.601 F. | 8.600 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.857 F et ne dépasse pas 4.729 F. | 7.100 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.857 F. | 5.600 | |
| | II. — Hainaut wallon: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.328 F. | 11.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.528 F et ne dépasse pas 6.328 F. | 9.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.728 F et ne dépasse pas 5.528 F. | 8.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.928 F et ne dépasse pas 4.728 F. | 7.200 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.928 F. | 5.900 | |
| | III. — Hainaut cambrésien et plaine de la Scarpe | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.720 F. | 11.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.830 F et ne dépasse pas 5.720 F. | 10.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.940 F et ne dépasse pas 4.830 F. | 8.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.050 F et ne dépasse pas 3.940 F. | 6.800 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.050 F. | 5.100 | |
| | IV. — Cambrésis: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.750 F. | 10.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.134 F et ne dépasse pas 5.750 F. | 9.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.518 F et ne dépasse pas 5.134 F. | 8.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.902 F et ne dépasse pas 4.518 F. | 7.400 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.902 F. | 6.300 | |
| | V. — Région de Lille et Pévèle: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.025 F. | 13.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.217 F et ne dépasse pas 6.025 F. | 11.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.409 F et ne dépasse pas 5.217 F. | 10.000 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.601 F et ne dépasse pas 4.409 F. | 8.300 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.601 F. | 6.600 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Nord** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | VII. — Flandre intérieure: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.082 F. | 14.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.462 F et ne dépasse pas 6.082 F. | 12.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.842 F et ne dépasse pas 5.462 F. | 11.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.222 F et ne dépasse pas 4.842 F. | 10.100 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 4.222 F. | 8.700 | |
| | VIII. — Flandre maritime: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.870 F. | 15.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.604 F et ne dépasse pas 6.870 F. | 12.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.338 F et ne dépasse pas 5.604 F. | 10.300 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.072 F et ne dépasse pas 4.338 F. | 7.700 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.072 F. | 5.100 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 120.000 | |
| Cultures florales.... | Idem. | | |
| | Superficie vitrée inférieure à 33 p. 100 de la superficie totale. | 217.000 | |
| | Superficie vitrée égale ou supérieure à 33 p. 100 de la superficie totale. | 260.000 | |
| Pépinières ..... | Ensemble du département: | | |
| | Pour chacun des deux premiers hectares... | 100.000 | Lorsque la superficie totale de l'exploitation dépasse 7 hectares, la fraction qui excède 7 hectares n'est comptée que pour les deux tiers de sa superficie. |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants... | 75.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de sept..... | 28.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 1.000 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem. ..... | | 380 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |
| | | | 750 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| Chicorée ..... | Idem. ..... | 20.000 | Le bénéfice de 20.000 F est applicable aux seuls agriculteurs qui sèchent eux-mêmes la racine provenant exclusivement de leur exploitation et produisent la cossette. |
| | **Oise.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 110.000 | |
| Cultures florales: | Idem. | | |
| *a*) Ordinaires .... | | 200.000 | |
| *b*) De plein champ. | | 75.000 | |
| Cultures fruitières. | Idem ..... | 0 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 0 F par ruche. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). |
| | | | 750 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| Cressiculture ..... | Idem ..... | 225.000 | Bénéfice forfaitaire applicable à la superficie des fossés. |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem ..... | | 120.000 F pour chacune des deux premières lampes. |
| | | | 65.000 F pour chacune des deux lampes suivantes. |
| | | | 45.000 F par lampe en sus de quatre. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Orne.** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département. | | Dans l'ensemble du département, pour les exploitations atteintes, en 1957, par la fièvre aphteuse et ayant fait l'objet de déclarations régiementaires, il sera appliqué à la superficie imposable une réduction égale à quarante ares par vache laitière ayant été malade ou par bovin d'élevage de plus d'un an, ayant été malade. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 6.000 F. | 10.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.000 F et ne dépasse pas 6.000 F. | 10.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.200 F et ne dépasse pas 5.000 F. | 9.300 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.600 F et ne dépasse pas 4.200 F. | 8.600 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.200 F et ne dépasse pas 3.600 F. | 7.900 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F et ne dépasse pas 3.200 F. | 7.200 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.400 F et ne dépasse pas 2.700 F. | 6.300 | |
| | 8e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F et ne dépasse pas 2.400 F. | 5.400 | |
| | 9e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 4.600 | |
| | 10e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 3.700 | |
| | 11e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.800 F. | 2.800 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 155.000 | |
| Apiculture ..... | Idem..... | | 200 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 300 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>500 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits).<br>40 F par poussin acheté (élevage de poulets de chair). |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem..... | | 170.000 F par ouvrier (exploitant compris). |
| Pisciculture ..... | Idem..... | | 300 F par mètre carré de la superficie totale des bassins d'élevage. |
| | **Pas-de-Calais.** | | |
| Généralité des cultures. | Région I. — Artois: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.925 F. | 9.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.267 F et ne dépasse pas 4.925 F. | 8.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.609 F et ne dépasse pas 4.267 F. | 8.100 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.951 F et ne dépasse pas 3.609 F. | 7.200 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.951 F. | 6.400 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Pas-de-Calais** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | Région II. — Ternois, Pays de Montreuil, Boulonnais: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.431 F. | 8.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.609 F et ne dépasse pas 4.431 F. | 7.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.787 F et ne dépasse pas 3.609 F. | 6.700 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.965 F et ne dépasse pas 2.787 F. | 6.000 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.965 F. | 5.300 | |
| | Région III. — Flandre maritime et Béthunois: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.791 F. | 11.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.087 F et ne dépasse pas 5.791 F. | 10.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.383 F et ne dépasse pas 5.087 F. | 9.800 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.679 F et ne dépasse pas 4.383 F. | 8.800 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.679 F. | 7.800 | |
| | Région V. — Haut-Pays: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.984 F. | 6.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.204 F et ne dépasse pas 3.984 F. | 6.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.424 F et ne dépasse pas 3.204 F | 5.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.644 F et ne dépasse pas 2.424 F. | 4.900 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.644 F. | 4.400 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 120.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Marais audomarois..... | 95.000 | |
| Cultures florales.... | Ensemble du département: | | |
| | I. — Exploitations comprenant moins de 33 p. 100 de surface vitrée. | 217.000 | |
| | II. — Exploitations comprenant 33 p. 100 et plus de surface vitrée. | 260.000 | |
| Pépinières ..... | Ensemble du département: | | Lorsque la superficie totale de l'exploitation dépasse sept hectares, la fraction qui excède sept hectares n'est comptée que pour deux tiers de sa superficie. |
| | Pour chacun des deux premiers hectares... | 100.000 | |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants.... | 75.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de sept..... | 28.000 | |
| Aviculture ..... | Ensemble du département..... | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>750 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits).<br>25 F par poulet vendu (exploitations spécialisées dans l'élevage du poulet de chair). |

(*Supplément.*)

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Puy-de-Dôme.** | | |
| Cultures maraîchères et florales. | Ensemble du département | 160.000 | |
| Cultures fruitières: | | | |
| *a*) Vergers ordinaires. | Catégorie I | 140.000 | Commune de Champeix: verger Laurembourle, en aval du pont d'Augé; verger Desserre; verger Giraud; commune de Blanzat; *a*) les Côtes: verger de Mme Beaune; *b*) le Montel: verger Montanier; *c*) Reilhat: verger Archimbaud (Joseph). |
| *b*) Vergers de pommes Canada. | Idem | 70.000 | |
| *a*) Vergers ordinaires. | Catégorie II | 100.000 | Commune de Montaigut-le-Blanc: verger Mourgue et verger Nuger; commune de Ludesse: verger Henriot; commune de Saint-Amant-Tallende: vallée de la Veyre: verger Baylot (sous la route); vergers Fourvel, Delaire, Lasbax et J. Tixier; commune de Le Crest: verger de la Société agricole du domaine de Julhiat (ou verger de Brive); commune de Cébazat: verger Combre, à l'Ouest du bourg; commune de Blanzat: *a*) les Vigeries: vergers Barthélemy (Jean), Piquet, Cohade (E.), Desgrange Veuve et Bourdarot; *b*) les Côtes: vergers Montanier, Verdier, Piquet et Sudre (Noël); *c*) le Peyrot: vergers Courtade Veuve et Levray; *d*) Pré-du-Vicaire: vergers Gaydier-Déat et Montanier; *e*) les Vergnes: vergers Journia et Veuve Bouchon-Fontfreyde; commune de Marsat: verger Chapuis (1 hectare dans la parcelle n° 97 de la section A). |
| *b*) Vergers de pommes Canada. | Idem | 50.000 | |
| *a*) Vergers ordinaires. | Catégorie III | 45.000 | Commune de Champeix: verger Boudet; commune de Saint-Floret: vergers Lesprit et Meunier sis dans la section d'Orphange; commune de Saint-Vincent: vergers Lavergne et Goigoux; commune de Saint-Amant-Tallende: *a*) Vallée de la Veyre: tous les prés-vergers de cette vallée à l'exception de ceux classés en catégorie II (vergers Baylot [sous la route], Fourvel, Delaire, Lasbax et J. Tixier) et de ceux classés en catégorie IV (verger Gallice et tous les prés de l'Aigrette au-dessus du Moulin); *b*) Vallée de la Monne: tous les prés-vergers de cette vallée, à l'exception des vergers Fabry, Aumasse et Davignon, classés en catégorie IV; *c*) Toutes les terres-vergers de la commune; commune de Chanonat: verger de Neufville (enclos sections K et L); commune de Rentières: vergers Brionnet et Roux; commune de Cébazat: tous les vergers à l'Ouest du bourg jusqu'aux limites de la commune de Blanzat, à l'exception du verger Combre, classé en catégorie II; commune de Blanzat: *a*) Les Vigeries: totalité des vergers de ce lieudit à l'exception des vergers Barthélemy (Jean), Piquet, Cohade (E.), Desgrange veuve et Bourdarot, classés en catégorie II; *b*) Les Côtes: verger Arnaud (Elie); *c*) Fontaine Saint-Pardoux: verger veuve Bouchon-Fontfreyde; *d*) La Prade: vergers Dumas et Laporte; *e*) Tétaud: verger Monnet (Roger); *f*) La Tannerie: verger Libouroux (Jean); *g*) Reilhat: tous les vergers de ce lieudit à l'exception du verger Archimbaud (Joseph), classé en catégorie I; *h*) Crouzeix: tous les vergers de ce lieudit; commune de Marsat: verger du Corail. |
| *b*) Vergers de pommes Canada. | Idem | 22.500 | |
| *a*) Vergers ordinaires. | Catégorie IV | 0 | Commune de Champeix, à l'exception des vergers Laurembourle en aval du Pont-d'Augé, Desserre, Giraud et Boudet, classés en catégorie I et III; commune de Montaigut-le-Blanc, à l'exception des vergers Mourgue et Nuger, classés en catégorie III; commune de Ludesse, à l'exception du verger Henriot, classé en catégorie II; commune de Saint-Floret, à l'exception des vergers Lesprit et Meunier, classés en catégorie III; commune de Saint-Vincent, à l'exception des vergers Lavergne et Goigoux, classés en catégorie III; commune de Saint-Amant-Tallende: *a*) Vallée de la Veyre: verger Gallice et tous les prés-vergers de l'Aigrette au-dessus du Moulin; |
| *b*) Vergers de pommes Canada. | Idem | 0 | |

*(Supplément. — Fin.)*

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Puy-de-Dôme** (*suite*). | | |
| Cultures fruitières (*suite*). | Catégorie IV (*suite*)..... | | *b*) Vallée de la Monne : vergers Fabry, Aumasse et Davignon ; commune de Le Crest, à l'exception du verger de la Société agricole du domaine de Julhiat (ou verger de Brive), classé en catégorie II ; commune de Chanonat, à l'exception du verger de Neufville (enclos sections K et L), classé en catégorie III ; commune de Rentières, à l'exception des vergers Brionnet et Roux, classés en catégorie III ; commune de Cébazat, à l'exception des vergers sis à l'Ouest du bourg, jusqu'aux limites de la commune de Blanzat, classés en catégorie II et III, commune de Blanzat : *a*) Les Côtes : tous les vergers de ce lieudit, à l'exception des vergers Beaune, Montanier, Verdier, Piquet, Sudre (Noël) et Armand-Elie, classés en catégorie I, II et III ; *b*) Fontaine-Saint-Pardoux : tous les vergers de ce lieudit, à l'exception du verger Veuve Bouchon-Fontfreyde, classé en catégorie III ; *c*) La Prade : tous les vergers de ce lieudit, à l'exception des vergers Dumas et Laporte, classés en catégorie III ; *d*) Le Peyrot : totalité des vergers de ce lieudit, à l'exception des vergers Courtade veuve et Levray, classés en catégorie II ; *e*) Le Montel : tous les vergers de ce lieudit, à l'exception du verger Montanier, classé en catégorie I ; *f*) Pré du Vicaire : tous les vergers de ce lieudit, à l'exception des vergers Gaydier-Déat et Montanier, classés en catégorie II ; *g*) Tétaud : tous les vergers de ce lieudit, à l'exception des vergers Monnet (Roger), classés en catégorie III ; *h*) La Tannerie : tous les vergers de ce lieudit, à l'exception du verger Libouroux (Jean), classé en catégorie III ; *i*) Les Vergnes : tous les vergers de ce lieudit, à l'exception des vergers Journia et veuve Bouchon-Fonfreyde, classés en catégorie II ; commune de Marsat : tous les vergers de la commune, à l'exception des vergers Chappuis (1 hectare) et du Corail, classés en catégorie II et III. Totalité des autres communes du département où il existe des cultures fruitières. |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 500 F par ruche à cadres Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| Pisciculture :<br>*a*) Exploitation d'étangs.<br>*b*) Exploitation salmonicole. | Idem. | 4.600 | 320 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de l'ensemble des bassins utilisés pour l'élevage, à l'exclusion des bassins affectés aux reproducteurs. |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem..... | | 1.400 F par tonne de fumier utilisé. |
| | **Pyrénées (Basses-).** | | |
| Cultures maraîchères et florales. | Ensemble du département :<br>*a*) Cultures maraîchères intensives et cultures florales.<br>*b*) Cultures maraîchères extensives..... | <br>130.000<br>50.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 0 F par ruche. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 360 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins). |
| Pisciculture ..... | Idem ..... | | 450 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de l'ensemble des bassins utilisés pour l'élevage, à l'exclusion des bassins affectés aux reproducteurs. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Pyrénées (Hautes-).** | | |
| Pépinières ..... | Ensemble du département..... | 70.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 0 F par ruche. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 360 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins).<br>40 F par poussin acheté (vente de poulets à consommer). |
| Pisciculture ..... | Idem ..... | | 450 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de l'ensemble des bassins utilisés pour l'élevage, à l'exclusion des bassins affectés aux reproducteurs. |
| | **Pyrénées-Orientales.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région montagneuse: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 31 janvier 1951). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F. | 6.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 400 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 5.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 400 F. | 4.000 | |
| | II. — Région sous-pyrénéenne: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F. | 9.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitation dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 7.400 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 3.700 | |
| | III. — Cultures générales pratiquées accessoirement dans la région viticole: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 8.000 F. | 9.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F et ne dépasse pas 8.000 F. | 4.700 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 3.000 F. | 0 | |
| Cultures maraîchères et jardins vergers. | Région I. — Commune de Perpignan: jardins Saint-Jacques, de la rue Diderot à la Têt jusqu'au chemin de Charlemagne. Rive droite du canal du Vivier jusqu'à l'octroi en direction de Saint-Estève, jusqu'à la rivière et la limite de la commune de Bompas. | 140.000 | |
| | Région II. — Surplus de Perpignan, avec délimitation au Nord par la route de Pia à Estagel, en aval par le chemin de Charlemagne. Communes riveraines de la Têt jusqu'à Bouleternère. Canton d'Argelès-sur-Mer. Communes de Saint-Michel-de-Llotes, Corbère et Corbère-les-Cabanes Canton de Perpignan-Est. | 120.000 | |
| | Région III — Surplus du département..... | 100.000 | |
| Cultures de salades d'hiver | Ensemble du département..... | 60.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem ..... | 55.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Pyrénées-Orientales** (*suite*). | | |
| Cultures fruitières: | Ensemble du département. | | |
| Abricotiers: | | | |
| *a*) Vergers isolés. | | 45.000 | |
| *b*) Vignes vergers. | | 30.000 | |
| Cerisiers: | | | |
| *a*) Vergers..... | | 80.000 | |
| *b*) Arbres isolés. | | | 1.100 F par arbre. |
| Pêchers: | | | |
| *a*) Vergers isolés. | | 50.000 | |
| *b*) Vignes vergers. | | 40.000 | |
| Pommiers et poiriers: | | | |
| 1er groupe: | 1er groupe: communes de Casteil, Corneilla-du-Conflent, Fuilla et Vernet-les-Bains. | | |
| *a*) Vergers et prés vergers. | | 50.000 | |
| *b*) Prés complantés. | | 19.000 | |
| 2e groupe: | 2e groupe: communes d'Arles-sur-Tech, Codalet, Corsavy, Escaro, Fillols, Los Masos, Marquixanes, Olette, Prades, Ria, Sahorre, Serdinya et Villefranche-du-Conflent. | | |
| *a*) Vergers et prés vergers. | | 150.000 | |
| *b*) Prés complantés. | | 56.000 | |
| 3e groupe: | 3e groupe: surplus du département. | | |
| *a*) Vergers intensifs de pommiers basses tiges cordons variétés américaines. | | 500.000 | |
| *b*) Vergers et prés vergers. | | 200.000 | |
| *c*) Prés complantés. | | 75.000 | |
| Pépinières fruitières | Ensemble du département..... | 72.000 | |
| | **Rhin (Bas-).** | | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département..... | 60.000 | |
| Asperges ..... | Idem ..... | 102.500 | |
| Pépinières ..... | Idem. | | |
| | *a*) Pour chacun des deux premiers hectares. | 80.000 | |
| | *b*) Pour chaque hectare en sus de deux et jusqu'à cinq hectares inclus. | 70.000 | |
| | *c*) Pour chaque hectare en sus de cinq et jusqu'à dix hectares inclus. | 50.000 | |
| | *d*) Pour chaque hectare en sus de dix..... | 40.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 0 F par ruche installée dans la plaine.<br>900 F par ruche à cadres sédentaire ou pastorale installée en montagne.<br>Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres groupées ou disséminées sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 360 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>760 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et autres produits).<br>50 F par sujet vendu (élevage de poussins pour la production de poulets de consommation). |
| Salmoniculture (exploitations piscicoles produisant principalement des truites de consommation et accessoirement des alevins et truitelles). | Idem ..... | | 130 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de l'ensemble des bassins utilisés pour l'élevage (y compris ceux affectés aux reproducteurs). |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs | |
| | **Rhin (Haut-).** | | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département à l'exception des communes de la région de Village-Neuf énumérées ci-contre. | 60.000 | Communes de Attenschwiller, Bartenheim, Blotzheim, Buschwiller, Folgensbourg, Hagenthal-le-Bas, Hégenheim, Hésingue, Huningue, Kembs, Leymen, Michelbach-le-Bas, Michelbach-le-Haut, Neuwiller, Ranspach-le-Bas, Ranspach-le-Haut, Rosenau, Saint-Louis, Village-Neuf, Wentzwiller. |
| Pépinières ..... | Ensemble du département: | | |
| | Pour chacun des deux premiers hectares... | 80.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de deux et jusqu'à cinq hectares inclus. | 70.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de cinq jusqu'à dix hectares inclus. | 50.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de dix..... | 40.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 1.000 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 360 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). 760 F par pondeuse (vente d'œufs, de volaille et de poussins). |
| Salmoniculture .... | Idem..... | | 135 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de la totalité des bassins utilisés pour l'élevage (y compris ceux affectés aux reproducteurs). |
| | **Rhône.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département ..... | 160.000 | |
| Cultures légumières de plein champ: | Idem. | | |
| Irrigables ..... | | 40.000 | |
| Cultures florales: | Idem. | | |
| *a*) Avec serres... | | 230.000 | |
| *b*) En plein air... | | 100.000 | |
| Pépinières: | Idem. | | |
| *a*) De rosiers..... | | 215.000 | Les bénéfices forfaitaires de 215.000 F et de 100.000 F sont réduits de 10 p. 100 pour la superficie comprise entre 3 et 5 hectares et de 25 p. 100 pour la partie de l'exploitation qui excède 5 hectares. D'autre part, le bénéfice de 215.000 F ne s'applique qu'aux surfaces plantées de rosiers destinés à la vente. |
| *b*) Fruitières et d'ornement. | | 100.000 | |
| Apiculture ..... | Idem..... | | 500 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 700 F par pondeuse (production d'œufs et de poussins). 50 F par unité vendue vivante; 60 F par unité vendue morte (production de volailles). |
| | **Saône (Haute-).** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région de la montagne vosgienne: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 4 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.250 F. | 4.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 650 F et ne dépasse pas 1.250 F. | 3.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 650 F. | 3.200 | |
| | II. — Région sous-vosgienne: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F. | 6.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 5.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 4.500 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| **Saône (Haute-)** (*suite*). | | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | III. — Région des vallées et plateaux: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 4 février 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F. | 7.400 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 6.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 5.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département..... | 100.000 | |
| Cultures maraîchères. | Idem ..... | 210.000 | |
| Pépinières: | Idem. | | |
| *a*) Sylvicoles (petits plants). | | 100.000 | |
| *b*) Autres que sylvicoles. | | | 60.000 F pour chacun des trois premiers hectares.<br>35.000 F pour chacun des quatre hectares suivants.<br>20.000 F par hectare en sus de sept. |
| Apiculture ..... | Idem..... | | 0 F par ruche. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 100 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits).<br>50 F par poussin acheté (vente de poulets à consommer). |
| Pisciculture ..... | Idem ..... | | Application du bénéfice forfaitaire afférent, pour chaque région agricole, à la catégorie moyenne de la généralité des cultures. |
| **Belfort (territoire de).** | | | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département ..... | 80.000 | |
| Cultures maraîchères. | Idem..... | 120.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 0 F par ruche. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 100 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et autres produits).<br>50 F par poussin acheté (vente de poulets à consommer). |
| **Saône-et-Loire.** | | | |
| Généralité des cultures. | I. — Vignoble (1): | | (1) Les trois premiers hectares sont comptés pour moitié de leur superficie. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F. | 7.250 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F et ne dépasse pas 2.700 F. | 5.750 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 4.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 3.000 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.400 F. | 2.000 | |
| | II. — Chalonnais et Bresse chalonnaise: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.400 F. | 8.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.100 F et ne dépasse pas 2.400 F. | 7.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.100 F. | 6.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.400 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 6.000 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.400 F. | 5.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Saône-et-Loire** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | III. — Bresse louhannaise: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F. | 7.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 6.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.600 F. | 6.000 | |
| | IV. — Autunois-Morvan: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F. | 5.750 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 5.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 4.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 4.000 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.100 F. | 2.750 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 1.500 | |
| | V. — Charolais-Bourbonnais-Clunysois: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.700 F. | 10.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.000 F et ne dépasse pas 4.700 F. | 8.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.300 F et ne dépasse pas 4.000 F. | 7.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F et ne dépasse pas 3.300 F. | 6.500 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F et ne dépasse pas 2.700 F. | 5.750 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.800 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 5.000 | |
| | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 1.800 F. | 4.500 | |
| | 8e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.100 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 4.000 | |
| | 9e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 800 F et ne dépasse pas 1.100 F. | 2.750 | |
| | 10e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 800 F. | 1.500 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département..... | 80.000 | |
| Cultures maraîchères: | Idem. | | |
| 1° Exploitations comportant au moins 20 p. 100 de la superficie totale aménagée avec des châssis. | | 220.000 | |
| 2° Exploitations comportant moins de 20 pour 100 de la superficie totale aménagée avec des châssis. | | 190.000 | |
| Cultures florales.... | Idem ..... | 250.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Saône-et-Loire** (*suite*). | | |
| Pépinières (autres que les pépinières viticoles). | Ensemble du département : | | |
| | Pour chacun des trois premiers hectares.... | 100.000 | |
| | Pour chacun des deux hectares suivants.... | 80.000 | |
| | Par hectare en sus de cinq..... | 50.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département : | | |
| | *a*) Pour les exploitations situées à plus de 350 mètres d'altitude. | | 1.200 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| | *b*) Pour les autres exploitations..... | | 0 F par ruche. |
| Aviculture ..... | Ensemble du département..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). 800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). 50 F par poussin acheté (vente de poulets à consommer). |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem ..... | | 1.400 F par tonne de fumier traité. |
| | **Sarthe.** | | |
| Cultures maraîchères: | Ensemble du département. | | |
| *a*) Maraîchers primeuristes ayant dispositif d'arrosage et disposant de châssis et de cloches. | | 215.000 | |
| *b*) Autres exploitations. | | 140.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 700 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem..... | | 700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). 40 F par poussin acheté (pour les aviculteurs achetant des poussins d'un jour pour les revendre après engraissement). |
| Pisciculture (élevage de truites). | Idem ..... | | 75 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de la totalité des bassins (y compris ceux affectés aux reproducteurs). |
| | **Savoie.** | | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 145.000 | |
| Cultures florales: | Idem. | | |
| *a*) De plein air... | | 100.000 | |
| *b*) Sous serres.... | | 230.000 | |
| Cultures fruitières: | Idem. | | |
| 1° Pommiers à haute tige et en plein vent (prés-vergers. | | | 1.000 F par arbre, les cinq premiers arbres étant exonérés. Le bénéfice forfaitaire prévu dans chaque groupe de régions pour la généralité des cultures sera appliqué à la superficie des prés où se trouvent les plantations, étant précisé que ces prés seront rangés dans la troisième catégorie des exploitations de polyculture. |
| 2° Arbres à basse tige: Vergers de poiriers et de pommiers. | | 0 | |
| Pépinières fruitières et d'ornement. | Idem..... | 100.000 | Le bénéfice forfaitaire de 100.000 F est réduit de 10 p. 100 pour la partie de l'exploitation comprise entre 3 et 5 hectares et de 25 p. 100 pour la partie qui excède 5 hectares. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables 4 |
|---|---|---|---|
| | **Savoie** (*suite*). | | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 500 F par ruche à cadres sédentaire.<br>1.000 F par ruche à cadres pastorale.<br>Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 350 F par pondeuse (production d'œufs et de volailles).<br>700 F par pondeuse (production d'œufs, de volailles et de poussins).<br>60 F par poussin acheté ou élevé (vente de poulets à consommer). |
| | **Savoie (Haute-).** | | |
| Généralité des cultures. | 1re région. — Bas et moyen pays: exploitations dont l'altitude moyenne est inférieure à 900 mètres: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.500 F. | 8.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.250 F et ne dépasse pas 2.500 F. | 7.600 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.250 F. | 6.000 | |
| | 2e région. — Exploitations de montagne à l'altitude moyenne de 900 mètres et au-dessus: | | En ce qui concerne les pâturages ou alpages situés à plus de 1.100 m d'altitude, le bénéfice forfaitaire sera calculé séparément en appliquant à la surface exploitée un tarif uniforme de 1.500 F à l'hectare. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F. | 6.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 750 F et ne dépasse pas 1.500 F. | 5.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 750 F. | 3.000 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 140.000 | |
| Cultures de la framboise. | Idem..... | 140.000 | |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 50 F par poussin acheté (achat de poussins d'un jour et revente des volailles à l'âge de trois mois).<br>700 F par pondeuse (production d'œufs et de poussins).<br>50 F par unité vendue vivante; 60 F par unité vendue morte (production de volailles). |
| | **Seine.** | | |
| Cultures légumières de plein champ: Tous terrains (à l'exception des « terrains d'épandage »). | Ensemble du département à l'exception des communes de Gennevilliers et sections C, Bp et Fp de la commune de Villeneuve-la-Garenne. | 45.000 | Dans chaque catégorie, le bénéfice est applicable à la superficie totale (terrains cultivés, allées, auges, fosses, fumières, hangars et autres dépendances d'exploitation). |
| Cultures fruitières: | Ensemble du département. | | |
| a) De plein vent. | | 65.000 | |
| b) Arbres taillés.. | | 50.000 | |
| c) Arbustes à baies et fraisiers (cultures non intercalaires). | | 45.000 | |
| Cultures florales: | Idem. | | |
| | *Sur terrains spécialement aménagés.* La surface vitrée (châssis et serres) est par rapport à la superficie totale de l'exploitation florale: | | Dans chaque catégorie de cultures florales, le bénéfice est applicable à la superficie totale (terrains à l'air libre, châssis, serres, allées et bâtiments d'exploitation). |
| | 1° Comprise entre 5 et 20 p. 100..... | | 6.600 F pour chacun des 30 premiers ares.<br>4.400 F pour chacun des ares suivants. |
| | 2° Comprise entre 21 et 40 p. 100..... | | 8.800 F pour chacun des 30 premiers ares.<br>7.150 F pour chacun des ares suivants. |
| | 3° Comprise entre 41 et 60 p. 100..... | | 10.450 F par are. |
| | 4° Supérieure à 60 p. 100..... | | 14.000 F par are. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Seine** (*suite*). | | |
| Cultures florales (*suite*). | Forceries de lilas: | | |
| | Pour chacun des deux premiers hectares.... | 165.000 | Lorsque la superficie totale de l'exploitation dépasse 7 hectares, la fraction qui excède 7 hectares n'est comptée que pour les deux tiers de sa superficie. |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants.... | 75.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de sept..... | 50.000 | |
| Pépinières..... | Ensemble du département. | | Idem. |
| | Pour chacun des deux premiers hectares.... | 114.000 | |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants.... | 45.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de sept..... | 33.000 | |
| Champignonnières en galeries souterraines: | Ensemble du département. | | |
| *a*) Exploitations à puits. | | | 132.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers (y compris l'exploitant). 63.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants. 33.000 F par ouvrier en sus de quatre. |
| *b*) Exploitations à bouche. | | | 155.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers (y compris l'exploitant). 75.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants. 38.500 F par ouvrier en sus de quatre. |
| | **Seine-Maritime.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région dite « Pays de Caux »: | | Région délimitée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1947 portant application en Seine-Maritime de la législation sur le statut des baux ruraux et modifié par l'arrêté préfectoral du 17 juin 1952. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.000 F. | 11.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.000 F et ne dépasse pas 5.000 F. | 10.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F et ne dépasse pas 4.000 F. | 8.400 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 3.000 F. | 6.700 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.000 F. | 5.000 | |
| | II. — Région dite « Pays de Bray I »: | | Idem (mais canton de Forges-les-Eaux seulement). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.700 F. | 11.800 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.600 F et ne dépasse pas 5.700 F. | 10.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.500 F et ne dépasse pas 4.600 F. | 8.400 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.400 F et ne dépasse pas 3.500 F. | 6.700 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.400 F. | 5.000 | |
| | III. — Région dite « Entre Caux et Vexin »: | | Région délimitée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1947 portant application en Seine-Maritime de la législation sur le statut des baux ruraux et modifié par l'arrêté préfectoral du 17 juin 1952. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 5.000 F. | 10.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.000 F et ne dépasse pas 5.000 F. | 8.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.000 F et ne dépasse pas 4.000 F. | 7.300 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 3.000 F. | 5.800 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.000 F. | 4.400 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Seine-Maritime** (*suite*). | | |
| **Généralité des cultures** (*suite*). | IV. — Région dite « Petit Caux »: | | Région délimitée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1947 portant application en Seine-Maritime de la législation sur le statut des baux ruraux et modifié par l'arrêté préfectoral du 17 juin 1952. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.600 F. | 8.500 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.800 F et ne dépasse pas 3.600 F. | 7.300 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.000 F et ne dépasse pas 2.800 F. | 6.100 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F et ne dépasse pas 2.000 F. | 4.900 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.200 F. | 3.700 | |
| | V. — Région dite « Pays de Bray II »: | | Idem (mais à l'exception du canton de Forges-les-Eaux). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.400 F. | 9.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.500 F et ne dépasse pas 4.400 F. | 7.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.600 F et ne dépasse pas 3.500 F. | 6.500 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.600 F. | 5.200 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.700 F. | 3.900 | |
| | VI. — Région dite « Entre Bray et Picardie »: | | Région délimitée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1947 portant application en Seine-Maritime de la législation sur le statut des baux ruraux et modifié par l'arrêté préfectoral du 17 juin 1952. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.700 F. | 7.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.800 F et ne dépasse pas 3.700 F. | 6.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.900 F et ne dépasse pas 2.800 F. | 5.400 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.000 F et ne dépasse pas 1.900 F. | 4.300 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.000 F. | 3.200 | |
| | VII. — Région dite « Vallée de la Seine »: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.200 F. | 7.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.300 F et ne dépasse pas 4.200 F. | 6.000 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.400 F et ne dépasse pas 3.300 F. | 5.000 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.500 F et ne dépasse pas 2.400 F. | 4.000 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.500 F. | 3.000 | Dans l'ensemble du département, pour les exploitations atteintes par la fièvre aphteuse et ayant fait l'objet de déclarations réglementaires, il sera appliqué à la superficie imposable une réduction égale à 50 ares par vache laitière ayant été malade et à 25 ares par élève bovin âgé de plus d'un an et ayant été malade. |
| **Cultures maraîchères:** | Ensemble du département. | | |
| *a*) Avec faible proportion de châssis. | | 190.000 | |
| *b*) Sans récoltes sous châssis. | | 130.000 | |
| **Cultures florales:** | Idem. | | |
| *a*) Sous châssis sans prédominance de serres chaudes. | | 195.000 | |
| *b*) De plein air avec châssis. | | 120.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Seine-Maritime** (*suite*). | | |
| Cultures fruitières: | Ensemble du département. | | |
| *a*) Vergers intensifs (arbres en espaliers et contre-espaliers). | | 20.000 | |
| *b*) Arbres de plein vent (cultures pratiquées dans les « cours fruitières »). | | 3.500 | Le bénéfice de 3.500 F n'est applicable qu'aux terrains comprenant au moins 150 arbres en rapport à l'hectare. |
| Pépinières | Idem | 80.000 | Le bénéfice de 80.000 F n'est pas applicable à la superficie consacrée aux plantations de pommiers à cidre. |
| Apiculture | Idem | | 200 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture | Idem | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volaille).<br>650 F par pondeuse (vente d'œufs, de volaille et d'autres produits).<br>50 F par poussin acheté (élevage de poussins d'un jour pour vente à la consommation de poulets de trois mois). |
| | **Seine-et-Marne.** | | |
| Cultures florales | Ensemble du département: | | |
| | *a*) En plein air | | 4.950 F pour chacun des 30 premiers ares.<br>2.400 F pour chacun des ares suivants. |
| | *b*) Sur terrains aménagés: | | |
| | 1° Superficie vitrée comprise entre 5 et 20 p. 100. | | 6.600 F pour chacun des 30 premiers ares.<br>4.400 F pour chaque are en sus de 30. |
| | 2° Superficie vitrée comprise entre 21 et 40 p. 100. | | 8.800 F pour chacun des 30 premiers ares.<br>7.150 F pour chaque are en sus de 30. |
| | 3° Superficie vitrée supérieure à 40 p. 100. | | 10.450 F par are. |
| Cultures fruitières | Ensemble du département | 0 | Les bénéfices de chaque catégorie de cultures florales sont applicables à la superficie totale (terrains à l'air libre, châssis, serres, allées et bâtiments d'exploitation). |
| Pépinières générales. | Idem.<br>Pour chacun des deux premiers hectares<br>Pour chacun des cinq hectares suivants<br>Pour chaque hectare en sus de sept | <br>114.000<br>45.000<br>33.000 | Lorsque la superficie totale de l'exploitation dépasse 7 hectares, la fraction qui excède 7 hectares n'est comptée que pour les deux tiers de sa superficie. |
| Apiculture | Ensemble du département | | 1.000 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Champignonnières en galeries souterraines (exploitations à bouches). | Idem | | 155.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers (y compris l'exploitant).<br>75.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants.<br>38.500 F par ouvrier en sus de quatre. |
| | **Seine-et-Oise.** | | |
| Généralité des cultures. | Ensemble du département: | | |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.100 F. | 11.600 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.850 F et ne dépasse pas 3.100 F. | 10.800 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.600 F et ne dépasse pas 2.850 F. | 10.000 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.350 et ne dépasse pas 2.600 F. | 9.100 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.100 F et ne dépasse pas 2.350 F. | 8.300 | |
| | 6e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.850 F et ne dépasse pas 2.100 F. | 7.500 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Seine-et-Oise** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | 7e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.600 F et ne dépasse pas 1.850 F. | 6.600 | |
| | 8e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.350 F et ne dépasse pas 1.600 F. | 5.800 | |
| | 9e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.350 F. | 5.000 | |
| Cultures florales: | Ensemble du département. | | |
| 1° De plein air... | | | 4.950 F pour chacun des 30 premiers ares.<br>2.420 F pour chacun des ares suivants. |
| 2° Sur terrains aménagés. | a) Surface vitrée comprise entre 5 et 20 p. 100. | | 6.600 F pour chacun des 30 premiers ares.<br>4.400 F pour chacun des ares suivants. |
| | b) Surface vitrée comprise entre 21 et 40 p. 100. | | 8.800 F pour chacun des 30 premiers ares.<br>7.150 F pour chacun des ares suivants. |
| | c) Surface vitrée comprise entre 41 et 60 p. 100. | | 10.450 F par are. |
| | d) Surface vitrée supérieure à 60 p. 100 et forceries. | | 14.000 F par are. |
| | | | Dans chaque catégorie de cultures florales le bénéfice est applicable à la superficie totale (terrains à l'air libre, châssis, serres, allées et bâtiments d'exploitation). Les roseraies seront assimilées aux cultures florales sur terrains aménagés comportant une surface vitrée comprise entre 41 et 60 p. 100 exception faite des seules roseraies à l'air libre qui resteront rangées dans les cultures florales de plein air. Pour les cultures de plein air de pivoines un abattement de 50 p. 100 sera appliqué. |
| Cultures fruitières: | Ensemble du département. | | Les exploitations de cultures fruitières ayant subi, du fait des gelées, une perte égale ou supérieure à 50 p. 100 de la récolte ne sont pas taxées. |
| 1° De plein vent. | | 38.000 | |
| 2° Arbres taillés.. | | 72.000 | |
| Pépinières ..... | Idem. | | Lorsque la superficie totale de l'exploitation dépasse 7 hectares, la fraction qui excède 7 hectares n'est comptée que pour les deux tiers de sa superficie. |
| | Pour chacun des deux premiers hectares.... | 114.000 | |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants.... | 45.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de sept..... | 33.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département ..... | | 950 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |
| Champignonnières en galeries souterraines: | Idem. | | |
| 1° Exploitations à bouche: | | | 155.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers, y compris l'exploitant.<br>75.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants.<br>38.500 F par ouvrier en sus de quatre. |
| 2° Exploitations à puits. | | | 132.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers, y compris l'exploitant.<br>63.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants.<br>33.000 F par ouvrier en sus de quatre. |
| | | | Pour les exploitations comportant à la fois des galeries à bouche et des galeries à puits, il sera fait application d'un tarif intermédiaire déterminé en proportion des nombres respectifs de toises cultivées dans chaque espèce de galerie. |
| Plantes médicinales. | Idem. | | La culture de la menthe, à l'exclusion de toute autre plante médicinale, sur une superficie totale supérieure à cinquante ares, est assimilée à la polyculture (1re catégorie), lorsque la production est affectée à la distillerie coopérative. |
| | Pour la superficie n'excédant pas un hectare. | 120.000 | |
| | Pour la superficie en sus du premier hectare. | 30.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Sèvres (Deux-).** | | |
| Cultures florales... | Ensemble du département..... | 150.000 | |
| Pépinières: | Idem. | | |
| a) Fruitières ou d'ornementation. | | 60.000 | |
| b) De peupliers.. | | 80.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 600 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins).<br>50 F par poussin élevé en vue de la vente pour la consommation (poulet de trois mois). |
| Pisciculture (exploitation d'étangs). | Idem ..... | 4.200 | |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem ..... | | 110.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers (exploitant compris).<br>70.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants.<br>45.000 F par ouvrier en sus de quatre. |
| | **Somme.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Santerre et Vermandois: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.700 F. | 9.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.300 F et ne dépasse pas 3.700 F. | 8.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F et ne dépasse pas 3.300 F. | 7.200 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.700 F. | 5.900 | |
| | II. — Plateau picard ou amiénois: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.900 F. | 7.200 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.600 F et ne dépasse pas 2.900 F. | 5.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.200 F et ne dépasse pas 2.600 F. | 4.700 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F et ne dépasse pas 2.200 F. | 3.800 | |
| | 5e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.700 F. | 3.400 | |
| | III. — Ponthieu et Marquenterre: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.500 F. | 7.200 | |
| | 2e catégorie — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.100 F et ne dépasse pas 3.500 F. | 5.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.700 F et ne dépasse pas 3.100 F. | 5.100 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.700 F. | 3.800 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Somme** (*suite*). | | |
| Généralité des cultures (*suite*). | IV. — Vimeu et Bas-Champs: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 4.100 F. | 8.100 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 3.300 F et ne dépasse pas 4.100 F. | 7.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.800 F et ne dépasse pas 3.300 F. | 5.900 | |
| | 4e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 2.800 F. | 4.200 | |
| Cultures maraîchères. | 1° Vallée de la Somme: | | |
| | *a*) Communes d'Amiens, Camon, Dreuil, Longueau, Pont-de-Metz et Rivery. | 140.000 | Idem |
| | *b*) Communes d'Abbeville, Cambron, Mareuil-Caubert. | 120.000 | |
| | *c*) Communes de Bray-sur-Somme, Corbie, Doingt-Flamicourt, Éppeville, Ham, Péronne, Sailly-Laurette, Sainte-Radegonde et Saint-Sulpice. | 100.000 | |
| | 2° Surplus du département..... | 100.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département..... | 11.000 | Le bénéfice de 11.000 F est porté à 16.500 F pour les producteurs traitant leur récolte dans une conserverie leur appartenant. |
| Cultures florales... | Idem. | | |
| | I. — Exploitations comprenant moins de 33 p. 100 de surface vitrée. | 217.000 | |
| | II. — Exploitation comprenant 33 p. 100 et plus de surface vitrée. | 260.000 | |
| Cultures fruitières (fruits destinés à la vente pour la consommation de table). | Ensemble du département: | | |
| | Vergers en rapport, exclusivement réservés à la production fruitière. | 0 | |
| Pépinières ..... | Ensemble du département: | | |
| | Pour chacun des deux premiers hectares.... | 90.000 | |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants.... | 65.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de sept..... | 35.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 800 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>650 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits).<br>25 F par poulet vendu (exploitations spécialisées dans l'élevage du poulet de chair). |
| Exploitation d'étangs. | Idem ..... | 3.000 | Le bénéfice de 3.000 F ne s'applique qu'à la superficie des étangs susceptible d'exploitation. |
| Cressiculture ..... | Idem..... | 240.000 | Le bénéfice de 240.000 F ne s'applique qu'à la superficie des fossés. |
| | **Tarn.** | | |
| Cultures fruitières.. | Ensemble du département..... | 50.000 | Le bénéfice de 50.000 F ne s'applique pas aux vergers de pommiers et de poiriers. |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 0 F par ruche. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 360 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Tarn-et-Garonne.** | | |
| Cultures maraîchères et florales. | Ensemble du département | 125.000 | |
| Cultures fruitières | Idem | 50.000 | |
| Apiculture | Idem | | 0 F par ruche. |
| Aviculture | Idem | | 350 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>700 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits).<br>40 F par poussin acheté (vente de poulets). |
| | **Var.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Région du Haut-Var: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 22 mars 1953). |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.300 F. | 4.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 600 F et ne dépasse pas 1.300 F. | 3.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 600 F. | 2.100 | |
| | II. — Region du Centre-Var et littoral: | | Idem. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 2.500 F. | 6.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.250 F et ne dépasse pas 2.500 F. | 4.500 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1 250 F. | 2.700 | |
| Cultures maraîchères. | I. — Région de Toulon et d'Hyères | 132.000 | Communes de Toulon, la Valette, la Seyne, Ollioules, Six-Fours, Hyères, la Crau, la Garde, le Pradet, Carqueiranne. |
| | II. — Surplus du département | 92.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Ensemble du département | 45.000 | |
| Cultures florales: | Idem. | | |
| 1° Fleurs coupées: | | | |
| a) Sous châssis. | | 245.000 | |
| b) Sous paillassons couvrant le huitième de la superficie cultivée en fleurs. | | 210.000 | |
| c) En plein air. | | 150.000 | |
| 2° Mimosa | | 0 | |
| Cultures fruitières générales. | Ensemble du département à l'exception des régions de Fréjus et de Solliès-Pont. | 32.000 | Le bénéfice de 32.000 F n'est pas applicable lorsque l'exploitation compte moins de 250 arbres. |
| Pépinières d'ornementation. | Ensemble du département | 200.000 | |
| | **Vaucluse.** | | |
| Cultures légumières et graines de semence. | I. — Plaines et vallées | 55.000 | |
| | II. — Surplus du département | 35.000 | |
| Cultures maraîchères et primeurs: | Ensemble du département. | | |
| a) Intensives (trois récoltes par an) et plantations d'asperges sous serres chauffées. | | 170.000 | |
| b) Autres | | 95.000 | |
| Cultures florales: | Idem. | | |
| Lavande | | 11.000 | |
| Lavandin | | 5.500 | |
| Apiculture | Idem | | 850 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Vaucluse** (*suite*). | | |
| Pisciculture ..... | Ensemble du département..... | | 400 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de l'ensemble des bassins utilisés pour l'élevage, à l'exclusion des bassins affectés aux reproducteurs. |
| Champignonnières.. | Idem ..... | | 90.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers (exploitant compris).<br>70.000 F pour chacun des troisième et quatrième ouvriers.<br>50.000 F pour chacun des cinquième et sixième ouvriers.<br>40.000 F par ouvrier en sus de six. |
| | **Vendée.** | | |
| Cultures maraîchères. | Régions de la Plaine et de Luçon..... | 180.000 | Région de la Plaine : même définition que pour la polyculture (voir *Journal officiel* du 4 février 1953).<br>Région de Luçon (communes de Luçon, Champagné-les-Marais, Chasnais, Grues, les Magnils-Régniers, Moreilles, Puyravault, Saint-Denis-du-Payré et Triaize). |
| | Surplus du département..... | 150.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Région de Noirmoutier..... | 55.000 | |
| | Région des Sables-d'Olonne (communes de Château-d'Olonne, Olonne-sur-Mer et des Sables-d'Olonne). | 70.000 | |
| | Région de la Tranche-sur-Mer et de Longeville. | 150.000 | |
| Pépinières générales. | Ensemble du département..... | 55.000 | |
| Apiculture..... | Idem ..... | | 800 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles, de poussins et d'autres produits).<br>50 F par poussin élevé en vue de la vente pour la consommation (poulet de trois mois). |
| | **Vienne.** | | |
| Cultures maraîchères et florales. | Ensemble du département..... | 180.000 | |
| Cultures légumières de plein champ. | Idem ..... | 55.000 | |
| Pépinières : | Idem. | | |
| *a*) Fruitières .... | | 60.000 | |
| *b*) De peupliers.. | | 75.000 | |
| Apiculture ..... | Idem ..... | | 900 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins).<br>50 F par poussin (élevage pour la production de poulets de consommation). |
| Champignonnières en galeries souterraines. | Idem ..... | | 110.000 F pour chacun des deux premiers ouvriers (exploitant compris).<br>70.000 F pour chacun des deux ouvriers suivants.<br>45.000 F par ouvrier en sus de quatre. |
| | **Vienne (Haute-).** | | |
| Cultures maraîchères et florales. | Ensemble du département..... | 155.000 | |
| Apiculture ..... | Idem..... | | 0 F par ruche. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles).<br>800 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Vosges.** | | |
| Généralité des cultures. | I. — Montagne: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 30 mars 1952). Les limites supérieure et inférieure de chaque catégorie sont diminuées de 20 p. 100 pour les communes de Ban-de-Sapt, Saulxures-sur-Moselotte, Senones; 35 p. 100 pour les communes de Fraize, Girmont-Val-d'Ajol, Saulcy-sur-Meurthe, Vagney, le Val-d'Ajol; 50 p. 100 pour les communes de Ban-sur-Meurthe, Clefcy, Gérardmer. Elles sont augmentées de 40 p. 100 pour les communes de Dommartin-les-Remiremont, Rupt-sur-Moselle, le Thillot. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F. | 5.000 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 700 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 4.200 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 700 F. | 3.400 | |
| | II. — Vôge: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* des 30 mars 1952 et 28 mars 1957). Les limites supérieure et inférieure de chaque catégorie sont diminuées de 20 p. 100 pour la commune d'Uzemain; 35 p. 100 pour les communes de Claudon, Monthureux-sur-Saône; 50 p. 100 pour la commune d'Escles. Elles sont augmentées de 20 p. 100 pour la commune de Xertigny; 100 p. 100 pour la commune d'Epinal. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F. | 5.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 900 F et ne dépasse pas 1.200 F. | 4.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 900 F. | 3.900 | |
| | III. — Plaine: | | Délimitation des années précédentes maintenue dans l'ensemble (voir *Journal officiel* des 30 mars 1952 et 28 mars 1957). Les limites supérieure et inférieure de chaque catégorie sont diminuées de 25 p. 100 pour les communes d'Ainvelle, Dompaire, Regnevelle, Rouvres-la-Chétive, Saint-Baslemont, Saint-Julien, Senaide, Senonges, Serecourt, Tilleux; 30 p. 100 pour les communes de Fouchecourt, Mont-les-Lamarche, Morizecourt, Neufchâteau, Pompierre; 35 p. 100 pour les communes d'Aroffe, Jubainville, Maxey-sur-Meuse, Moncel-et-Happoncourt, Soncourt; 40 p. 100 pour les communes de Chatillon-sur-Saône, Provenchères-les-Darney, Punerot, Rouceux; 50 p. 100 pour les communes d'Ameuvelle, Belmont-les-Darney, Bleurville, Bonvillet, Brancourt, Contrexéville, Fignevelle, Godoncourt, Grignoncourt, Lironcourt, Martinvelle, Tignecourt, Vittel, Viviers-le-Gras; 65 p. 100 pour la commune de Nonville. Elles sont augmentées de 30 p. 100 pour la commune de Lemmecourt; 50 p. 100 pour la commune de Rebeuville. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.250 F. | 5.900 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 850 F et ne dépasse pas 1.250 F. | 4.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 850 F. | 3.900 | |
| | IV. — Pays de Chatenois: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 30 mars 1952). Les limites supérieure et inférieure de chaque catégorie sont diminuées de 30 p. 100 pour les communes d'Aouze et Damblain. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.700 F. | 7.300 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.200 F et ne dépasse pas 1.700 F. | 6.100 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 1.200 F. | 4.900 | |
| | V. — Zone Ouest: | | Délimitation des années précédentes maintenue (voir *Journal officiel* du 30 mars 1952). Les limites supérieure et inférieure de chaque catégorie sont augmentées de 20 p. 100 pour la commune de Midrevaux; 60 p. 100 pour la commune de Sionne. |
| | 1re catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 1.050 F. | 4.700 | |
| | 2e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare est supérieur à 750 F et ne dépasse pas 1.050 F. | 3.900 | |
| | 3e catégorie. — Exploitations dont le revenu cadastral moyen à l'hectare ne dépasse pas 750 F. | 3.100 | |
| Cultures maraîchères. | Ensemble du département..... | 110.000 | |
| Cultures florales... | Idem ..... | 200.000 | |
| Pépinières ..... | Idem. | | |
| | *a*) Pour chacun des deux premiers hectares.. | 100.000 | |
| | *b*) Pour chaque hectare en sus de deux..... | 80.000 | |
| Apiculture ..... | I. — Montagne ..... | | 900 F par ruche à cadres. |
| | II. — Autres régions..... | | 350 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Vosges** (*suite*). | | |
| Aviculture ..... | Ensemble du département..... | | 360 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). 760 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et d'autres produits). 85 F par poussin acheté (vente de poulets). |
| Salmoniculture .... | Idem ..... | | 135 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de la totalité des bassins. |
| | **Yonne.** | | |
| Cultures fruitières (cerises, pommes et poires). | Ensemble du département..... | 0 | |
| Pépinières: | Idem. | | |
| a) Fruitières ..... | Pour chacun des trois premiers hectares.... | 90.000 | |
| | Par hectare en sus de trois..... | 70.000 | |
| b) Sylvicoles ..... | Pour chacun des trois premiers hectares.... | 100.000 | |
| | Pour chacun des quatre hectares suivants.. | 80.000 | |
| | Par hectare en sus de sept..... | 60.000 | |
| Apiculture ..... | Ensemble du département..... | | 900 F par ruche à cadres. Les exploitations comportant plus de dix ruches à cadres, groupées ou disséminées, sont seules taxées spécialement. |
| Aviculture ..... | Idem ..... | | 400 F par pondeuse (vente d'œufs et de volailles). 600 F par pondeuse (vente d'œufs, de volailles et de poussins). 0 F par poussin acheté (vente de poulets à consommer). |
| Pisciculture ..... | Idem ..... | 0 | |
| Salmoniculture ..... | Idem ..... | | 220 F par mètre carré de la surface du plan d'eau des bassins (y compris ceux affectés aux reproducteurs). |
| | **Martinique.** | | |
| Canne à sucre..... | Région du Nord..... | 3.400 | Aux bénéfices forfaitaires indiqués colonne 3 s'ajoutent, pour les exploitants transformant leurs produits en sucre et en rhum (usines): *a*) une majoration de 100 F par quintal de sucre fabriqué; *b*) une majoration de 125 F par hectolitre de rhum à 55° fabriqué et faisant partie d'un contingent. |
| | Région de l'Ouest..... | 3.000 | |
| | Région du Centre..... | 3.600 | |
| | Région du Sud-Ouest..... | 4.000 | Pour les exploitants transformant leurs produits en rhum (distilleries): une majoration de 100 F par hectolitre de rhum à 55° fabriqué et faisant partie d'un contingent, ce bénéfice supplémentaire n'étant toutefois applicable qu'à partir d'une fabrication totale supérieure à 600 hectolitres de rhum à 55°. |
| | Région du Sud..... | 3.000 | |
| Banane ..... | Ensemble du département..... | 60.000 | |
| Ananas ..... | Idem ..... | 75.000 | Pour les exploitants transformant leurs produits en conserves, le bénéfice forfaitaire de 75.000 F est majoré de 800 F par quintal de conserves fabriquées. |
| Cultures diverses... | Région du Nord..... | 8.500 | NOTA. — Les régions agricoles sont ainsi composées: |
| | Région de l'Ouest..... | 7.500 | Région du Nord. — Communes de: Ajoupa-Bouillon, Basse-Pointe, Fonds-Saint-Denis, Grand'-Rivière, Macouba, Morne-Rouge, Morne-Vert, Prêcheur et Saint-Pierre. |
| | Région du Centre..... | 9.000 | |
| | Région du Sud-Ouest..... | 10.000 | |
| | Région du Sud..... | 7.500 | Région de l'Ouest. — Communes de: Bellefontaine, Carbet, Case-Pilote et Schœlcher. |
| | | | Région du Centre. — Communes de: Fort-de-France, Gros-Morne, Lorrain, Marigot, Robert, Saint-Joseph, Sainte-Marie et Trinité. |
| Pâturages ..... | Région du Nord..... | 2.290 | |
| | Région de l'Ouest..... | 2.020 | Région du Sud-Ouest. — Communes de: Ducos, Lamentin, Rivière-Pilote, Rivière-Salée et Saint-Esprit. |
| | Région du Centre..... | 2.430 | |
| | Région du Sud-Ouest..... | 2.700 | Région du Sud. — Communes de: Anses-d'Arlets, Diamant, François, Marin, Sainte-Anne, Sainte-Luce, Trois-Ilets et Vauclin. |
| | Région du Sud..... | 2.020 | |

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

### Concours pour l'accès dans le corps des administrateurs de l'inscription maritime.

Le secrétaire d'Etat à la marine marchande,

Vu la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer;

Vu le décret-loi du 28 décembre 1926 portant organisation du corps des administrateurs de l'inscription maritime modifié par le décret-loi du 30 octobre 1935;

Vu le décret n° 54-873 du 31 août 1954 fixant les conditions de recrutement du corps des administrateurs de l'inscription maritime;

Sur les propositions de l'inspecteur général des services de l'inscription maritime et le rapport du directeur de l'administration générale et des gens de mer,

Arrête:

Art. 1er. — Un concours pour l'accès au grade d'élève administrateur de l'inscription maritime sera ouvert à Paris, pour trois places, le 26 août 1958, aux candidats de la catégorie *a* (licenciés) définie à l'article 3 du décret du 31 août 1954 susvisé.

Art. 2. — La liste des candidats autorisés à concourir sera arrêtée quinze jours avant la date fixée pour les épreuves écrites. Les dossiers de candidature devront parvenir à l'administration centrale de la marine marchande un mois avant cette même date.

Art. 3. — Le directeur de l'administration générale et des gens de mer est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 17 mars 1958.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
RAYMOND MORICE.

## MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT

### Décret du 22 mars 1958 portant approbation du projet d'aménagement d'Auxerre (Yonne).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la reconstruction et du logement, du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Vu le code de l'urbanisme et de l'habitation, et notamment le titre II de son livre Ier;

Vu le décret n° 48-837 du 13 mai 1948 portant règlement d'administration publique relatif à l'instruction des projets d'aménagement;

Vu l'avant-projet d'aménagement d'Auxerre;

Vu la délibération du conseil municipal d'Auxerre en date du 21 juillet 1951;

Vu l'avis de la commission départementale d'urbanisme de l'Yonne en date du 24 juillet 1951;

Vu l'avis du comité national d'urbanisme le 7 novembre 1951;

Vu la décision du ministre de la reconstruction et du logement portant prise en considération du projet d'aménagement d'Auxerre en date du 7 janvier 1952;

Vu les délibérations du conseil municipal d'Auxerre en date des 14 mai et 26 novembre 1955;

Vu l'avis de la commission départementale d'urbanisme de l'Yonne en date du 21 décembre 1955;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur en date du 12 avril 1957;

Vu l'arrêté du secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement portant prise en considération de nouvelles dispositions prévues au projet d'aménagement d'Auxerre en date du 15 avril 1957;

Vu le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 5 au 23 août 1957 et l'avis du commissaire enquêteur;

Vu le procès-verbal de clôture de la conférence entre services civils en date du 23 août 1957;

Vu la délibération du conseil municipal d'Auxerre en date du 7 septembre 1957;

Vu l'avis de la commission départementale d'urbanisme de l'Yonne en date du 24 septembre 1957;

Vu l'avis du préfet de l'Yonne en date du 27 novembre 1957;

Vu l'avis de la commission permanente du haut conseil de l'aménagement du territoire en date du 24 janvier 1957;

Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent décret, le projet d'aménagement de la ville d'Auxerre qui comprend un programme d'aménagement et un plan d'aménagement aux échelles du 1/20.000, du 1/5.000 et du 1/2.000, avec la liste des opérations qui y sont figurées.

Toutefois, la déclaration d'utilité publique des travaux figurés au plan d'aménagement et à la liste des opérations sur les numéros 63 (création d'une gare routière) et 77 (création d'une station de traitement des eaux usées) sera prononcée ultérieurement en tant que de besoin et conformément aux réglementations en vigueur.

Art. 2. — Les opérations de voirie portant les numéros 4, 8 (en ce qui concerne l'élargissement de la rue Camille-Desmoulins), 16, 22, 24, 26, 26 *bis*, 29, 30, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 44, 45, 46, 47, 49, 51, 56, 58 et 60 sont à réaliser par voie d'alignement, conformément à la législation en vigueur.

Les opérations de voirie portant les numéros 9, 11, 17, 20, 23, 33, 40, 41, 42, 43, 48 et 59 et les autres opérations portant les numéros 61, 62, 74, 75 et 78 figurent aux plans pour valoir réserves de terrains. Les travaux correspondants devront faire l'objet de déclarations d'utilité publique qui seront prononcées au fur et à mesure des besoins.

Art. 3. — En cas de contestation relative à une opération figurée à la fois au plan au 1/5.000 et au plan au 1/2.000, l'expression figurée sur le plan au 1/2.000 prévaut.

Art. 4. — Le ministre de la reconstruction et du logement, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 mars 1958.

FÉLIX GAILLARD.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de la reconstruction et du logement,*
PIERRE GARET.

*Le ministre de l'intérieur,*
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

*Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,*
MAURICE PIC.

### Homologation de coefficients d'adaptation départementaux du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis.

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département de l'Ain, affectés du coefficient de base 22,00 (vingt-deux, zéro dixième) établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957 le C. A. D. fixé par l'arrêté du 25 avril 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 5 novembre 1954 restent inchangés.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 5 novembre 1954 sont modifiés comme suit à compter du 1er janvier 1958:

1,05. — Hauteville.
1,03. — Ariod, Bellegarde, Coupy, Crépieux-la-Pape, Divonne-les-Bains, Ferney-Voltaire, Gex, Miribel, Neyron, Rillieux, Sathonay-Camp, Sathonay-Village.
1,00. — Autres communes.

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département de l'Aisne, affectés du coefficient de base 22,00 (vingt-deux, zéro dixième) établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957 le C. A. D. fixé par l'arrêté du 25 avril 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 16 octobre 1952 restent inchangés.

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département des Alpes-Maritimes, affectés du coefficient de base 22,20 (vingt-deux, deux dixièmes) établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957 le C. A. D. fixé par l'arrêté du 2 mai 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux annexés à l'arrêté du 7 août 1951 sont modifiés comme suit à compter du 1er janvier 1958:

| MONTANT DES TRAVAUX en valeur Seine 1939. | COEFFICIENTS D'IMPORTANCE de travaux. |
|---|---|
| 0 à 2 millions | 1,00 |
| De 2 à 5 millions | 0,98 |
| Au-dessus de 5 millions | 0,95 |

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 26 avril 1949 restent inchangés.

---

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département de la Haute-Garonne, affectés du coefficient de base 21,00 (vingt et un) établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957 le C. A. D. fixé par l'arrêté du 29 avril 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 12 novembre 1954 restent inchangés.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 11 août 1949 sont supprimés à compter du 1er janvier 1958.

---

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département de l'Hérault, affectés du coefficient de base 20,60 (vingt, six dixièmes) établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957 le C. A. D. fixé par l'arrêté du 14 mars 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 26 juin 1954 restent inchangés.

---

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département d'Ille-et-Vilaine, affectés du coefficient de base 22,20 (vingt-deux, deux dixièmes) établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957 le C. A. D. fixé par l'arrêté du 8 avril 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 12 septembre 1952 restent inchangés.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 9 avril 1949 sont supprimés.

---

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département du Loiret, affectés du coefficient de base 22,80 (vingt-deux, huit dixièmes), établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957, le C. A. D. fixé par l'arrêté du 27 mai 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 5 mai 1953 restent inchangés.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 22 juin 1948 restent inchangés.

---

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département de la Haute-Loire, affectés du coefficient de base 20,60 (vingt, six dixièmes), établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957, le C. A. D. fixé par l'arrêté du 5 avril 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 9 septembre 1953 restent inchangés.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 28 décembre 1948 restent inchangés.

---

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département de la Loire-Atlantique, affectés du coefficient de base 24,0 (vingt-quatre, zéro dixième), établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957, le C. A. D. fixé par l'arrêté du 24 mai 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 16 octobre 1952 restent inchangés.

Les coefficients géographiques annexés aux arrêtés du 9 décembre 1954 et du 22 juin 1956 restent inchangés.

---

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département de la Manche, affectés du coefficient de base 22,80 (vingt-deux, huit dixièmes) établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957, le C. A. D. fixé par l'arrêté du 1er avril 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 1er août 1953 restent inchangés.

---

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département de la Marne, affectés du coefficient de base 22,40 (vingt-deux, quatre dixièmes) établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957 le C. A. D. fixé par l'arrêté du 16 avril 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 7 janvier 1954 restent inchangés.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 11 mars 1950 sont modifiés comme suit à compter du 1er janvier 1958:

1,02 pour les villes de Reims, Epernay et la commune de Tinqueux.

0,98 pour les villes de Vitry-le-François et Sainte-Menehould.

1,00 pour toutes les autres communes.

---

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département du Morbihan, affectés du coefficient de base 22,90 (vingt-deux, neuf dixièmes), établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957, le C. A. D. fixé par l'arrêté du 3 avril 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 19 décembre 1952 restent inchangés.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 19 décembre 1952 restent inchangés.

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département du Puy-de-Dôme, affectés du coefficient de base 21,90 (vingt et un, neuf dixièmes), établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957, le C. A. D. fixé par l'arrêté du 30 avril 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 1er octobre 1953 restent inchangés.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 28 décembre 1948 restent inchangés.

---

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département des Pyrénées-Orientales, affectés du coefficient de base 20,70 (vingt, sept dixièmes) établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957 le C. A. D. fixé par l'arrêté du 19 avril 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 12 août 1954 restent inchangés.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 13 septembre 1949 restent inchangés.

---

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département de la Seine-Maritime, affectés du coefficient de base 24,80 (vingt-quatre, huit dixièmes) établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957 le C. A. D. fixé par l'arrêté du 29 avril 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 19 décembre 1952 restent inchangés.

---

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département de la Seine-et-Oise, affectés des coefficients de base suivants, établis en valeur décembre 1957:

Zone d'économie urbaine de l'agglomération parisienne et zone d'économie urbaine extérieure à l'agglomération parisienne = 26,50 (vingt-six, cinq dixièmes);

Autres communes du département = 24,10 (vingt-quatre, un dixième)

Ces coefficients seront, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisés par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Les coefficients du mois de décembre 1957 visés ci-dessus seront, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicables à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957 les C. A. D. fixés par l'arrêté du 11 mai 1957 resteront en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 5 mai 1953 restent inchangés.

---

Par arrêté du 18 mars 1958, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires sont, pour le département du Tarn, affectés du coefficient de base 20,70 (vingt, sept dixièmes) établi en valeur décembre 1957.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau C. A. D. de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des C. A. D. du mois de janvier 1958 et des mois suivants.

Le coefficient du mois de décembre 1957 visé ci-dessus sera, pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, applicable à compter du 1er janvier 1958.

Jusqu'au 31 décembre 1957 le C. A. D. fixé par l'arrêté du 29 avril 1957 restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 27 octobre 1953 restent inchangés.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 1er septembre 1949 sont supprimés.

# NATURALISATIONS

## RECTIFICATIFS AU *JOURNAL OFFICIEL*

Rectificatif au *Journal officiel* du 7 juillet 1957: page 6711, 1re colonne, au lieu de: « Del Nibbic (Roberta) », lire: « Del Nibbio (Roberta) ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 20 octobre 1957: page 10057, 1re colonne, au lieu de: « Kabac, née Litva, Stestihrod (Tchécoslovaquie) », lire: « Kabac, née Litva, Medzibrod (Tchécoslovaquie) ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 5 janvier 1958: page 214, 1re colonne, au lieu de: « Lopez (José), Albox (Espagne), 07-04-16 », lire: « Lopez (José), Albox (Espagne), 05-04-15 ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 février 1958:

Page 1506, 1re colonne, au lieu de: « Schetthauer (Erwin), Berlin », lire: « Scheithauer »; ajouter: « Scheithauer (Bernd), Berlin-Charlottenburg (Allemagne), 23-04-40, EFF »; au lieu de: « Sibilie (Humbert), Chiomonte (Italie), 20-02-22 », lire: « Sibille (Humbert), Chiomonte (Italie), 25-02-22 ».

Page 1507, 1re colonne, au lieu de: « Kermarrec, née Sargent, Bexhill-on-Sea (Grande-Bretagne), LIB, 9725×57—99 », lire: « Kermarrec, née Sargent, Bexhill-on-Sea (Grande-Bretagne), 02-02-26, LIB »; 2e colonne, au lieu de: « Agullo (Josefa), Alicante (Espagne), 05-57-36 », lire: « Agullo (Josefa), Alicante (Espagne), 05-07-36 ».

Page 1508, 1re colonne, au lieu de: « Bouzignon, née Benardo », lire: « Bouzigon »; 2e colonne, au lieu de: « Carlo (Jean) », lire: « Cartro (Jean) »; au lieu de: « Di Malo (Anna) », lire: « Di Maio ».

Page 1514, 2e colonne, au lieu de: « Dosseto (Pierre), Turin (Italie) », lire: « Dossetto ».

Page 1515, 1re colonne, au lieu de: « Harcourt, née Blawblomme, Lille », lire: « Blauwblomme (Jeanne), Lille ».

Page 1517, 1re colonne, au lieu de: « Remczak, née Merbler; Remczak (Nicolas) », lire (les deux fois): « Remcsak ».

Page 1519, 1re colonne, au lieu de: « Zuppardi (Josiane), Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), 09-02-54, NAT », lire: « Zuppardi (Josiane), Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), 09-02-54, EFF ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 16 février 1958: page 1721, 1re colonne, au lieu de: « D'Ambrosio (Afleo) », lire: « D'Ambrosio (Alfeo) ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 23 février 1958:

Page 1964, 2e colonne, au lieu de: « Innocente, née Camparini », lire: « Innocente, née Campanari »; au lieu de: « Krzych (Eugène), Lubaczow (Pologne), 11-01-36 », lire: « Krzych (Eugène), Lubaczow (Pologne), 11-02-36 ».

Page 1965, 2e colonne, au lieu de: « Nowakowski (Daniel), Kingersheim (Haut-Rhin), 10-06-51 », lire: « Nowakowski (Daniel), Kingersheim (Haut-Rhin), 18-06-51 »; au lieu de: « Rizzetto (Angelo), via Sernaglia (Italie), 17-04-02 », lire: « Rizzetto (Angelo), via Sernaglia (Italie), 17-04-22 ».

Page 1967, 1re colonne, au lieu de: « Balderacchi (Antonio), Ferrière (Italie), 14-12-23 », lire: « Balderacchi (Antonio), Ferrière (Italie), 14-12-25 ».

Page 1968, 1re colonne, au lieu de: « Inkababian (Angèle), Castemounie (Turquie), 20-07-98 », lire: « Inkababian (Angèle), Castemounie (Turquie), 20-07-08 ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 2 mars 1958:

Page 2215, 2e colonne, au lieu de: « Kœlher, née Reiher », lire: « Kœhler, née Reiher ».

Page 2220, 2e colonne, au lieu de: « Martinez, née Bernabe, Portman (Espagne), 26-03-13 », lire: « Martinez, née Bernabe, Portman (Espagne), 26-08-13 ».

Page 2221, 1re colonne, au lieu de: « Prest, née Prest, Ponte Nelle Alpi (Italie), 26-08-15 », lire: « Prest, née Prest, Ponte Nelle Alpi (Italie), 22-08-15 »; 2e colonne, au lieu de: « Ros (Francisco), Murcie (Espagne), 23-08-90 », lire: « Rcs (Francisco), Murcie (Espagne), 23-08-89 ».

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE NATIONALE

### Ordre du jour du mardi 25 mars 1958.

**A neuf heures trente.** — 1re SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, tendant à modifier les articles 811 et 845 du code rural relatifs au droit de reprise en matière de baux ruraux. (Nos 5169-6028-6386. — M. Lucas, rapporteur.)

**A quinze heures.** — 2e SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi (n° 6945) relatif au régime fiscal d'un emprunt du Trésor à émettre en 1958.

2. — Discussion d'urgence, en deuxième lecture, du projet de loi de finances pour 1958 (2e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales) (Dispositions relatives aux services militaires). (N° 6946. — M. Francis Leenhardt, rapporteur général.)

3. — Discussion d'urgence, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la participation de l'Etat à la réparation des dommages immobiliers et mobiliers causés par les inondations extraordinaires de juin 1957 dans les départements de la Savoie, des Hautes-Alpes, des Basses-Alpes et des Alpes-Maritimes. (Nos 6869 et 6968. — M. de Tinguy, rapporteur.)

4. — Suite de la discussion d'urgence du projet de loi (n° 6107) et des lettres rectificatives (nos 6751 et 6799) au projet de loi de finances pour 1958 (2e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales) (Dispositions relatives aux comptes spéciaux du Trésor). (Nos 6609 et 6800. — M. Francis Leenhardt, rapporteur général.)

**A vingt et une heures.** — 3e SÉANCE PUBLIQUE

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la deuxième séance.

### Nomination de membre de commission.

Dans sa séance du 21 mars 1958, l'Assemblée nationale a nommé M. Casanova membre de la commission des affaires étrangères en remplacement de M. Cachin (Marcel).

### Commission du travail et de la sécurité sociale.

*Séance du vendredi 21 mars 1958.*

*Présents.* — MM. Besset, Cormier, Ferrand (Joseph) (Morbihan), Joubert, Mme Lefebvre (Francine), Legagneux, Thibaud (Marcel) (Loire), Titeux, Vayron (Philippe).

*Excusés.* — M. Bouxom, Coutant, Ulrich, Coquel, Arbogast, Durbet.

*Suppléants.* — M. Blondeau (de M. Ansart), M. Bouloux (de M. Renard), M. Gosset (de M. Louis Dupont), M. Peron (de Mme Galicier), M. Lucas (de M. Duquesne), M. Diat (de Mme Rose Guérin), M. Roquefort (de M. Jourd'hui), M. Barbot (de M. Musmeaux).

### Convocations de commissions.

La commission de l'agriculture se réunira le jeudi 27 mars 1958, à neuf heures trente (local de la commission n° 232):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de résolution (n° 6760) de M. Raymond Lefranc (S. M. I. G.);

La proposition de résolution (n° 6763) de M. Raymond Lefranc (assurances sociales).

II. — Avis de M. Bricout sur la proposition de loi (n° 2634) de M. Trémolet de Villiers (expropriation des lits et rives de cours d'eau pour assurer la libre circulation touristique).

III. — Communication de M. Sagnol sur son rapport concernant l'organisation du marché des céréales.

IV. — Rapport de M. Fourvel sur la proposition de loi (n° 5692) de M. Lespiau (protection des fermiers retenus sous les drapeaux).

V. — Rapport de M. Lux sur la proposition de loi (n° 409) de M. Klock (salaire unique).

VI. — Rapport de M. Juskiewenski sur la proposition de résolution (n° 2734) (fonds d'aide aux coopératives agricoles).

VII. — Rapport de M. Bretin sur la proposition de loi (n° 2382) de M. Vaugelade (interdiction des barrages sur les cours d'eau à poisson migrateur).

La commission des boissons se réunira le mercredi 26 mars 1958, à dix heures (local de la commission n° 232):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 6853) de M. Castera tendant à accorder le bénéfice du décret du 23 décembre 1957 aux viticulteurs des régions productrices de cognac et d'armagnac ayant commercialisé moins de 400 hectolitres pendant les campagnes 1953, 1954 et 1955;

La proposition de loi (n° 6929) de M. Gourdon tendant à instituer un centre régulateur du marché du vin.

II. — Rapport supplémentaire de M. Gourdon sur la proposition de loi (n° 5648) adoptée par le Conseil de la République tendant à ouvrir un nouveau délai permettant aux viticulteurs victimes de gelées de bénéficier de certaines dispositions du décret du 17 septembre 1956.

III. — Questions diverses

La commission de la famille, de la population et de la santé publique se réunira le mercredi 26 mars 1958, à onze heures trente (local de la commission n° 249):

I. — Rapport de M. Prisset sur la proposition de résolution (n° 6392) de M. Courrier (qualification professionnelle des opticiens-lunetiers).

II. — Suite du rapport de M. Barrot sur la proposition de loi (n° 6586) de M. Pierre Ferrand (effectif médical minimum dans les hôpitaux publics).

III. — Questions diverses.

IV. — Nomination d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 6833) de Mme Duvernois (réalisation d'un plan hospitalier en Seine-et-Oise).

La séance de la commission de l'intérieur, suspendue le jeudi 20 mars, sera reprise le mardi 25 mars 1958, à seize heures (local de la commission n° 207):

Rapports de M. Gagnaire sur:

Le décret (n° 6886) du 12 mars 1958 relatif aux conseils territoriaux des communautés;

Le décret (n° 6890) constituant les territoires autonomes d'Algérie.

La commission de l'intérieur se réunira le jeudi 27 mars 1958, à dix heures (local de la commission n° 207):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 6765) de M. Marcel Hamon (organisation des épreuves cyclistes locales);

La proposition de résolution (n° 6837) de M. Demusois (plan d'assainissement de Seine-et-Oise);

La proposition de résolution (n° 6860) de M. Ballanger (aide aux collectivités de Seine-et-Oise);

La proposition de résolution (n° 6947) de M. Boccagny (patente des loueurs saisonniers de chambres meublées).

II. — Rapport de M. Mérigonde sur le projet de loi (n° 6301) (régime de retraite du corps préfectoral).

III. — Rapport supplémentaire de M. Le Floch sur le rapport repris et les propositions de loi de M. Dorey et de M. Guislain (nos 1416, 280 et 916) (congés de longue durée des fonctionnaires).

IV. — Rapport de M. Le Floch sur la proposition de résolution (n° 3064) de M. Deason (retraites des agents communaux).

V. — Rapport supplémentaire de M. Montalat sur la proposition de loi (n° 197) de M. Dorey (réintégration dans leur cadre d'origine de certains personnels de police dégagés des cadres).

VI. — Rapport de M. Tamarelle sur la proposition de loi (n° 4320) de M. Sauvage (exonération partielle de la patente en faveur de certaines entreprises).

VII. — Rapport supplémentaire de M. Barbot sur la proposition de résolution (n° 1692) de Mlle Marzin (droit à pension du personnel des services de désinfection de Paris).

VIII. — Rapports de M. Barbot sur:

Les propositions de loi (nos 1609 et 4591) de M. Lamps et de M. Gabelle et la proposition de résolution (n° 1896) de M. Duquesne (auxiliariat);

La proposition de loi (n° 4070) de Mlle Marzin (pension proportionnelle des agents du service actif des égouts de Paris);

La proposition de loi (n° 4071) de M. Bonte (montant de la retraite, en cas de maladie, des agents du service actif des égouts de Paris).

IX. — Questions diverses.

La commission de la justice et de législation se réunira le mercredi 26 mars 1958 à dix heures (local de la commission n° 250) :

I. — Nomination de rapporteurs pour :

La proposition de loi (n° 6868) de Mme Vermeersch interdisant toute expulsion sans relogement;

La proposition de loi (n° 6272) de M. Cayeux complétant le décret du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux;

La proposition de loi (n° 6713) de M. de Léotard abrogeant l'article 42 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire;

La proposition de loi (n° 6528) de M. Arrighi relative à l'exercice de la profession d'avocat;

La proposition de loi (n° 6671) de M. Seitlinger modifiant les conditions de nomination du juge du livre foncier en Alsace-Lorraine;

Le projet de loi (n° 6718) autorisant le Président de la République à ratifier les conventions judiciaires entre la France et le Maroc.

II. — Nomination de rapporteurs en remplacement de M. André Marie pour :

La proposition de loi (n° 1309) de M. Minjoz, modifiée par le Conseil de la République, relative aux mandataires en matière d'accidents;

La proposition de loi (n° 5621) de M. Badie relative aux mandataires en matière d'accidents.

III. — Rapport supplémentaire de M. Lefranc sur la proposition de loi (n°s 2814, 5676), rejetée par le Conseil de la République, relative à l'amnistie des faits ayant entraîné la condamnation d'étrangers appartenant à des pays neutres, pour des faits de collaboration économique.

IV. — Rapport supplémentaire de M. Crouan sur sa proposition de loi (n° 3413) tendant à réglementer les prorogations tardives de sociétés.

V. — Rapport de M. Wasmer sur le projet de loi (n° 1479) autorisant le Président de la République à ratifier la convention sur la nationalité entre la France et l'Etat du Viet-Nam.

VI. — Rapport supplémentaire de M. Mignot sur la proposition de loi (n° 3538) de M. Trémolet de Villers tendant à modifier le décret du 20 mai 1955 relatif aux administrateurs judiciaires.

VII. — Rapport de M. Lefranc sur la proposition de résolution (n° 5659) de M. Gosset invitant le Gouvernement à rétablir le délai de quatre jours dont disposait le tireur d'un chèque postal pour approvisionner son compte courant avant le rejet d'un chèque.

VIII. — Rapport de M. Mignot sur la proposition de loi (n° 4944) de M. Garet portant statut des entreprises pratiquant l'industrie du garde-meuble.

IX. — Rapport de M. Vigier sur la proposition de loi (n° 4949) de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter les articles 270 et 271 du code pénal réprimant le vagabondage.

X. — Rapport de M. Mignot sur les propositions de loi (n°s 1314, 1388, 6011) de MM. Frédéric-Dupont, de Léotard et Lafay relatives aux ventes illicites « à la sauvette ».

XI. — Rapport de M. Halbout sur la proposition de loi (n° 5051), adoptée par le Conseil de la République, et la proposition de loi (n° 3198) de M. Gabelle relatives au décret du 11 septembre 1931 sur les expropriations pour cause d'utilité publique.

XII. — Rapport de M. Rolland sur la proposition de loi (n° 5921) de M. Minjoz modifiant l'article 105 du code de commerce.

XIII. — Rapport de M. Wasmer sur la proposition de loi (n° 6698) de M. Baylet tendant à retirer tout caractère obligatoire aux sanctions prévues en matière fiscale par les textes en vigueur et à donner aux seuls tribunaux de l'ordre judiciaire le droit de prononcer lesdites sanctions.

---

La commission de la marine marchande et des pêches se réunira le mercredi 26 mars 1958, à dix heures (local de la commission n° 220) :

I. — Rapport de M. Febvay sur le projet de loi relatif à l'exercice de la profession de marin.

II. — Exposé de M. Christian Bonnet sur son rapport d'information relatif à la Compagnie générale transatlantique.

III. — Rapport de M. Jean Guitton sur le projet de loi (n° 6776) relatif au reclassement des pilotes de la station de Saïgon.

IV. — Questions diverses.

---

La commission des moyens de communication et du tourisme se réunira le jeudi 27 mars 1958, à dix heures (local de la commission n° 211) :

I. — Nomination de rapporteurs pour :

La proposition de résolution (n° 6538) de M. Virgile Barel tendant à envisager les possibilités : *a*) de faire bénéficier certaines catégories de passagers d'Air France de réductions analogues à celles accordées par la Société nationale des chemins de fer français; *b*) de développer le réseau intérieur aérien français;

La proposition de résolution (n° 6554) de M. Marcel Noël tendant à accorder aux cheminots retraités et pensionnés ainsi qu'aux veuves la péréquation sur le montant du payement complémentaire, valable du 1er avril au 31 décembre 1957 et payé sous forme de rappel le 21 janvier 1958, aux agents de la Société nationale des chemins de fer français en activité de service;

La proposition de résolution (n° 6562) de M. Penoy tendant à prendre toutes mesures susceptibles d'améliorer les salaires des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées, notamment en rétablissant la parité définie par la circulaire ministérielle n° 139 du 10 octobre 1953;

La proposition de résolution (n° 6595) de M. Courrier tendant à améliorer les conditions de travail des standardistes et des mécanographes et à faire inclure dans la liste des maladies professionnelles et à reconnaître comme telle l'affection dite « névrose des téléphonistes et des mécanographes »;

La proposition de loi (n° 6619) de M. Badie tendant à rétablir la hiérarchie des retraites des postes, télégraphes et téléphones;

La proposition de résolution (n° 6705) de M. Mouton tendant à réaliser d'urgence la construction du nouveau pont prévu à Martigues (Bouches-du-Rhône);

La proposition de résolution (n° 6838) de M. Demusois tendant à améliorer d'urgence les conditions de transports des travailleurs de Seine-et-Oise, en obtenant de la Société nationale des chemins de fer français, de la Régie autonome des transports parisiens et des transporteurs publics de voyageurs une plus grande fréquence aux heures de pointe, une réelle garantie de sécurité dans le voyage et un maximum de confort pour les usagers.

II. — Rapport de M. Marcel Noël sur sa proposition de résolution (n° 6065) tendant à faire remplacer le libellé de l'article 5 du règlement de retraite du personnel de la Régie autonome des transports parisiens par celui de l'article 3 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948.

III. — Questions diverses.

---

La séance de la commission de la presse, suspendue le vendredi 21 mars, sera reprise le mercredi 26 mars 1958, à dix heures (local de la commission n° 230) :

I. — Rapport pour avis de M. Jean-Louis Vigier sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107, IIe partie).

II. — Questions diverses.

---

La commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions se réunira le jeudi 27 mars 1958, à dix heures (local de la commission n° 249) :

I. — Nomination d'un rapporteur pour la proposition de loi (n° 6613) de M. Pascal Arrighi relative à l'élection des conseillers de la République représentant les Français de Tunisie.

II. — Examen de pétitions.

III. — Rapport de M. Jean-Paul David sur le décret (n° 6889) relatif à la formation des assemblées territoriales provisoires d'Algérie.

IV. — Nomination d'un rapporteur pour le projet deloi (n° 6974), adopté par le Conseil de la République, relatif à la prorogation du mandat des membres du Conseil de la République élus en Algérie. Examen du rapport.

V. — Nomination d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 6975), adopté par le Conseil de la République, modifiant, pour les territoires d'outre-mer, le Togo et le Cameroun, la loi relative à l'élection des conseillers de la République. Examen du rapport.

VI. — Nomination d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 6976), adopté par le Conseil de la République, sur l'élection des conseillers de la République représentant les Français résidant au Maroc, en Tunisie, au Cambodge, au Laos et au Viet-Nam. Examen du rapport.

VII. — Questions diverses.

---

## Convocation de bureau.

Le 6e bureau se réunira le jeudi 27 mars 1958, à quinze heures (local du 6e bureau) :

Examen des opérations électorales de la Nièvre.

---

## Rectification

*au compte rendu* in extenso *de la séance du vendredi* 21 *mars* 1958.

(*Journal officiel* du 22 mars 1958.)

Dans le scrutin (n° 942) sur l'ensemble du projet de loi portant revision constitutionnelle :

M. André Beauguitte, porté comme ayant voté « contre », déclare avoir voulu voter « pour ».

# CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

### Ordre du jour du mardi 25 mars 1958.

**A dix heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

Discussion du projet de loi de finances pour 1958 (2e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales) (Dispositions relatives aux investissements), adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence. (Nos 337 et 386, session de 1957-1958. — M. Pellenc, rapporteur général de la commission des finances; et n° , session de 1957-1958. — Avis de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. N..., rapporteur; et n° 390, session de 1957-1958. — Avis de la commission de l'agriculture. — M. Driant, rapporteur; et n° , session de 1957-1958. — Avis de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — M. N..., rapporteur; et n° 387, session de 1957-1958. — Avis de la commission de la France d'outre-mer. — M. Durand-Réville, rapporteur; et n° , session de 1957-1958. — Avis de la commission de la marine et des pêches. — M. N..., rapporteur; et n° 391, session de 1957-1958. — Avis de la commission de la production industrielle. — M. de Villoutreys, rapporteur; et n° session de 1957-1958. — Avis de la commission du logement, de l'aménagement du territoire et des dommages de guerre. — M. N..., rapporteur.)

### Convocations de commissions.

La commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales se réunira le mercredi 26 mars 1958, à dix heures trente (local n° 274) :

I. — Examen des rapports de M. Louis André sur les projets de loi adoptés par l'Assemblée nationale :

*a*) (N° 284, session 1957-1958) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord de commerce entre la France et le Guatemala, signé à Guatemala-City le 17 octobre 1955;

*b*) (N° 285, session 1957-1958) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité de commerce entre la France et la République dominicaine, signé à Ciudad Trujillo le 20 décembre 1954.

II. — Compte rendu de la mission d'information effectuée à Leipzig par MM. Enjalbert, Michelin et Sempé.

III. — Questions diverses.

La commission de l'agriculture se réunira le mercredi 26 mars 1958, à dix heures trente (local n° 214, salle Jules-Méline) :

I. — Nouvel examen du rapport de M. Marignan sur la proposition de loi (n° 163, session 1957-1958), dont il est l'auteur, tendant à organiser la production fruitière.

II. — Examen des articles du rapport de M. Hoeffel sur la proposition de loi (n° 55, session 1956-1957) de M. Cuif tendant à rendre la communauté des chasseurs en forêt collectivement responsable des dégâts causés par les sangliers.

III. — Questions diverses.

La commission du logement, de l'aménagement du territoire et des dommages de guerre se réunira le mercredi 26 mars 1958, à onze heures (local n° 213) :

I. — Suite de l'examen du projet de loi de finances pour 1958 (n° 337, session 1957-1958), adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence (2e partie. — Dispositions relatives aux investissements concernant la reconstruction et la construction). — Examen d'amendements.

II. — Examen de la proposition de loi (n° 6766, Assemblée nationale, 3e législature) tendant à modifier l'article 62 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957 tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs. — Désignation d'un rapporteur.

III. — Questions diverses.

# INFORMATIONS

RELATIVES

# A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

### Ordre du jour du mardi 25 mars 1958.

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

**1.** — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, fixant la liste des territoires d'outre-mer prévue par l'article 1er du décret n° 57-243 du 24 février 1957. (Nos 143 et 176, session 1957-1958. — M. Antonini, rapporteur de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales.)

**2.** — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique occidentale française). (Nos 61 et 80, session 1957-1958. — M. Junillon, président et rapporteur de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales.)

**3.** — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique équatoriale française). (Nos 62 et 81, session 1957-1958. — M. Junillon, président et rapporteur de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales.)

**4.** — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Cameroun). (Nos 63 et 82, session 1957-1958. — M. Junillon, président et rapporteur de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales.)

**5.** — Discussion de la demande d'avis, transmise par M le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Madagascar et Comores). (Nos 65 et 84, session 1957-1958. — M. Junillon, président et rapporteur de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales.)

**6.** — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Côte française des Somalis) (Nos 66 et 85, session 1957-1958. — M. Junillon, président et rapporteur de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales.)

**7.** — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie). (Nos 67 et 86, session 1957-1958. — M. Junillon, président et rapporteur de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales.)

**8.** — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Polynésie française). (Nos 68 et 87, session 1957-1958. — M. Junillon, président et rapporteur de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales.)

**9.** — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Saint-Pierre et Miquelon). (Nos 69 et 88, session 1957-1958. — M. Junillon, président et rapporteur de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales.)

### Convocation de commission.

La commission de politique générale se réunira le jeudi 27 mars 1958, à quatorze heures trente (local n° C. 19), palais de l'Union française:

I. — Audition de M. le ministre de la France d'outre-mer sur la proposition (n° 180, session 1957-1958) tendant à demander au Gouvernement de la République de traduire par un décret le transfert de la capitale du territoire du Sénégal de Saint-Louis à Dakar.

II. — Suite de l'examen de cette proposition et vote sur la proposition faite par M. Charles-Cros tendant à envoyer une mission d'information au Sénégal.

### Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 41 du règlement est convoquée par M. le président pour le jeudi 27 mars 1958, à quinze heures, au local C. 21.

# INFORMATIONS

RELATIVES

# AU CONSEIL ECONOMIQUE

### Séance du mardi 25 mars 1958.

A QUINZE HEURES

*Ordre du jour.*

**1.** — Rapport de la mission de la commission de l'agriculture au Danemark et aux Pays-Bas présenté par M. Forget, président de la commission et chef de la mission.

**2.** — Etude de la sauvegarde et de la modernisation de l'exploitation agricole française de type familial. — Rapport et projet d'avis présentés par M. Leroy (Louis) au nom de la commission de l'agriculture.

**3.** — Questions diverses.

### Convocation de commission.

(Additif.)

*Mercredi 26 mars 1958.*

Seize heures.

COMMISSION DES ÉCONOMIES RÉGIONALES

Ordre du jour.

Etude de l'aménagement de la région parisienne:

Seize heures quinze: audition de M. Lods, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux.

Dix-sept heures trente: audition de M. Berrurier, président du comité de rénovation et d'expansion des régions rurales d'Ile de France.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

## Ministère des finances, des affaires économiques et du plan.

### Avis aux importateurs de pommes de table originaires et en provenance de l'étranger.

Additif au *Journal officiel* du 21 mars 1958:

Page 2774, 1re colonne, après l'avant-dernier alinéa de l'avis aux importateurs de pommes de table de tous pays, ajouter le texte suivant:

Les demandes de licences d'importation, établies sur formules modèle AG, seront déposées directement au ministère de l'agriculture, service des échanges et marchés agricoles, 9e bureau, dès réception par les intéressés de la notification individuelle mentionnée ci-dessus, et seront transmises après visa, par les soins de ce service, à l'office des changes, 4e sous-direction, aux fins de délivrance.

Elles devront préciser le pays d'origine et de provenance de la marchandise et comporter une référence à l'avis du 21 mars 1958.

Il est rappelé que les règlements devront être effectués dans les conditions prévues par l'avis de l'office des changes réglementant les relations financières avec le pays d'origine des marchandises.

### Avis aux importateurs de pièces de rechange originaires et en provenance des pays de l'O. E. C. E. et de leurs territoires d'outre-mer, des Etats-Unis et du Canada.

Rectificatif et additif au *Journal officiel* du 18 juillet 1957:

Les modifications et additions suivantes sont à apporter aux deux listes annexées à l'avis aux importateurs du 18 juillet 1957 (liste I, Etats-Unis et Canada, *Journal officiel*, page 7135, 2e colonne, et liste II, O. E. C. E., page 7136, 1re colonne):

1° Au lieu de: « 84-17 Ac, B, C, E », lire: « 84-17 Ac, B, C, D, F »;

2° Au lieu de: « 84-23 Ac, d, e, f, g, h, B, C », lire: « 84-23 A, B, Cb, Db, Ed, Fd »;

3° Supprimer la position 85-22 B, et, dans la liste I, le renvoi (2) correspondant;

4° Dans chacune des deux listes, ajouter à leurs places numériques les positions suivantes: 84-25 A, B; 84-40 Ba, Ca; 85-04 B; 85-06 B; 85-07 A; 85-19 C, F; 85-26 A à E.

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

### Avis de concours pour le recrutement de contrôleurs des installations électromécaniques.

En vue du recrutement de trois cents contrôleurs des installations électromécaniques, aura lieu les jeudi 5 et vendredi 6 juin 1958 un concours ouvert aux candidats masculins et comprenant les épreuves suivantes:

Epreuves obligatoires: composition française, mathématiques, physique.

Epreuves facultatives: épreuve manuelle (tour et lime), dessin, électricité industrielle, technologie, langue vivante étrangère.

Le concours est ouvert aux candidats titulaires de la première partie du baccalauréat ou d'un des diplômes ou certificats techniques admis en dispense.

Les candidats doivent être âgés, au 1er janvier 1958, de dix-huit ans au moins et de vingt-six ans au plus. La limite d'âge supérieure de vingt-six ans peut être reculée, jusqu'au maximum de quarante ans, d'un temps égal à celui des services militaires obligatoires et, pour les pères de famille mariés ou veufs, d'un an par enfant à charge.

Les candidats recueilleront toutes indications utiles auprès des directions des postes, télégraphes et téléphones qui, sur simple demande, fourniront gratuitement le programme détaillé des épreuves et leur indiqueront les diplômes ou certificats admis en dispense de la première partie du baccalauréat, ainsi que les pièces à fournir pour constituer leur dossier.

Les demandes de participation à ce concours de contrôleurs des installations électromécaniques doivent être transmises à la direction des postes, télégraphes, et téléphones, au chef-lieu du département, et au plus tard le 2 mai 1958, date de clôture des inscriptions.

Dans les départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, s'adresser à la direction régionale des services postaux, 140, boulevard du Montparnasse, Paris (14e).

## Ministère de l'éducation nationale.

### Avis de concours pour le recrutement de professeurs techniques adjoints de centres d'apprentissage.

Un concours pour le recrutement de professeurs techniques adjoints de centres d'apprentissage d'affûtage-sciage et de menuiserie sera ouvert le 18 avril 1958. Les épreuves de l'examen probatoire, écrites et pratiques auront lieu au siège de chaque académie.

Pour la spécialité « affûtage-sciage » une place est mise au concours pour l'enseignement dans la métropole.

En outre, pour les deux spécialités, il sera procédé à la suite des épreuves, à l'établissement d'une liste d'aptitude des candidats qui sera transmise au ministre de la France d'outre-mer en vue d'une nomination éventuelle dans le cadre général de l'enseignement en France d'outre-mer.

Les inscriptions seront reçues jusqu'au 8 avril 1958 par les recteurs des académies (inspections principales de l'enseignement technique, service des examens).

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

*Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,*
JEAN-PAUL MARTIN

# ANNONCES

**LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS**

Compte chèque postal 1.014.00, Paris,

**ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS**

**L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.**

## TIRAGES FINANCIERS

### Etablissements DELATTRE et FROUARD réunis

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 800.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 39, RUE DE LA BIENFAISANCE, PARIS (8e)

R. C. : Seine 56-B 8388.

**Obligations 4 1/4 0/0 1942 de 2.000 F.**

*Septième tirage (16e amortissement) effectué le 6 mars 1958.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° Des séries comprenant les 102 obligations sorties à ce tirage (293 titres ayant été rachetés d'autre part par la société en vue de cet amortissement) ;**

**2° Des numéros sortis antérieurement et non encore remboursés.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 8.921 | 55 | 20.021 à 20.030 | 58 |
| 9.472 | 55 | 20.551 à 20.560 | 58 |
| 10.528 | 55 | 21.111 à 21.120 | 58 |
| 10.575 et 10.576 | 55 | 21.121 à 21.130 | 58 |
| 13.121 et 13.122 | 58 | 21.431 à 21.440 | 58 |
| 13.851 à 13.860 | 58 | 21.661 à 21.670 | 58 |
| 14.881 à 14.890 | 58 | 22.301 à 22.310 | 58 |
| 14.941 à 14.950 | 58 | 22.412 | 55 |
| 16.241 à 16.250 | 58 | 22.416 | 55 |
| 17.031 à 17.040 | 58 | 22.418 | 55 |
| 17.461 à 17.470 | 58 | 22.419 et 22.420 | 55 |

Les 5 titres nouveaux amortis non encore délivrés nos 22.412, 22.416, 22.418, 22.419 et 22.420 correspondent aux titres anciens nos 8.921, 9.472, 10.528, 10.575 et 10.576 non encore échangés.

Les obligations amorties au tirage du 6 mars 1958 seront remboursables à partir du 15 avril 1958.

### FORGES DE GUEUGNON

**(Etablissements Campionnet.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.578.500.000 F

SIÈGE SOCIAL : A GUEUGNON (SAÔNE-ET-LOIRE)

SIÈGE ADMINISTRATIF : 3, RUE PAUL-BAUDRY, A PARIS

Registre du commerce : Charolles n° 57-B 65.

*Obligations de 5.000 F 5 1/2 0/0 1948.*

**Dixième amortissement du 1er juin 1958.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a procédé par rachats en Bourse à son amortissement du 1er juin 1958.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les précédents amortissements ayant été réalisés également par voie de rachats, il n'existe pas de titres amortis antérieurement et restant à rembourser.

### SOCIETE des PAPETERIES de FRANCE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.650.410.000 F

SIÈGE SOCIAL : 20, RUE DE BERRI, PARIS

Registre du commerce : Seine n° 54-B 3672.

*Obligations 4 0/0 1945 de 5.000 F.*

**Treizième amortissement.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé par rachats en Bourse la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 218 obligations dont l'amortissement est prévu au 1er mai 1958.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Tous les titres amortis antérieurement par tirage ont été présentés au remboursement.

### LAITERIE SAINT-HUBERT, NANCY

**(Anciens établissements P. Couillard et Cie.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 93.500.000 F

R. C. : Nancy n° 56-B 192.

**OBLIGATIONS 4 1/2 0/0 1944 DE 2.000 F**

NEUVIÈME AMORTISSEMENT

*Tirage du 28 février 1958.*

**Numéros des 45 obligations remboursables au pair à partir du 1er avril 1958.**

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 | 28 | 46 | 69 | 81 | 88 | 100 | 902 | 907 | 909 | 915 | 920 | 928 | 931 |
| 129 | 148 | 163 | 189 | 204 | 226 | 238 | 945 | 919 | 953 | 955 | 973 | 980 | 984 |
| 268 | 300 | 311 | 330 | 340 | 369 | 397 | 988 | 991 | 999 | | | | |
| 434 | 460 | 844 | 865 | 873 | 877 | 878 | | | | | | | |

**Numéros des obligations sorties aux tirages antérieurs et non remboursées.**

57 64 77 82 99 142 177 191 299 342 465 666 778 822

**OBLIGATIONS 4 3/4 0/0 1947 DE 5.000 F**

ONZIÈME AMORTISSEMENT

*Tirage du 28 février 1953.*

**Numéros des 37 obligations remboursables au pair à partir du 15 juin 1958.**

814 à 820 — 824 à 826 — 833 à 857 — 864 et 865.

**Numéros des obligations sorties aux tirages antérieurs et non remboursées.**

330 à 333

Les titres de ces emprunts sont remboursables aux guichets de :

La Société nancéienne de crédit industriel ;

La Banque nationale pour le commerce et l'industrie.

## LE LOGIS DES MUTILES ET INVALIDES

**Société des immeubles de Paris.**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 17 MILLIONS DE FRANCS
18, RUE VIGNON, PARIS
R. C. : Seine n° 57-B 1649.

*Obligations* 5 1/2 0/0 1930.

### LISTE NUMERIQUE

**1° Des 394 obligations sorties au tirage du 5 mars 1958, constituant le solde des 464 obligations du vingt-troisième amortissement, 70 ayant été rachetées et livrées à la date du tirage ;**

**2° Des obligations sorties aux tirages antérieurs et non remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 17 | 58 | 1.103 | 58 | 2.225 | 58 |
| 122 | 58 | 1.112 | 58 | 2.244 | 58 |
| 142 | 58 | 1.122 | 58 | 2.271 | 58 |
| 201 | 58 | 1.133 | 58 | 2.275 | 57 |
| 212 | 58 | 1.164 | 58 | 2.282 | 58 |
| 245 | 58 | 1.188 | 58 | 2.293 | 58 |
| 260 | 58 | 1.212 | 57 | 2.359 | 58 |
| 265 | 58 | 1.219 | 56 | 2.372 | 58 |
| 271 | 57 | 1.221 | 56 | 2.385 | 58 |
| 276 | 58 | 1.228 | 58 | 2.409 | 58 |
| 285 | 58 | 1.252 | 56 | 2.416 | 58 |
| 288 | 57 | 1.260 | 58 | 2.424 | 57 |
| 293 | 58 | 1.276 | 58 | 2.436 | 58 |
| 308 | 58 | 1.285 | 58 | 2.458 | 56 |
| 358 | 57 | 1.299 | 58 | 2.460 | 58 |
| 360 | 57 | 1.302 | 58 | 2.479 | 57 |
| 390 | 58 | 1.307 | 58 | 2.496 | 58 |
| 410 | 58 | 1.309 | 58 | 2.501 | 56 |
| 461 | 57 | 1.310 | 58 | 2.565 | 58 |
| 479 | 58 | 1.311 | 58 | 2.568 | 58 |
| 502 | 58 | 1.326 | 58 | 2.576 | 58 |
| 511 | 58 | 1.338 | 58 | 2.634 | 58 |
| 531 | 58 | 1.354 | 58 | 2.680 | 57 |
| 533 | 56 | 1.394 | 58 | 2.685 | 56 |
| 544 | 58 | 1.400 | 58 | 2.689 | 58 |
| 547 | 56 | 1.407 | 58 | 2.691 | 56 |
| 552 | 56 | 1.419 | 57 | 2.707 | 58 |
| 556 | 58 | 1.429 | 55 | 2.723 | 57 |
| 575 | 57 | 1.431 | 58 | 2.728 | 56 |
| 602 | 58 | 1.434 | 57 | 2.737 | 58 |
| 604 | 58 | 1.466 | 56 | 2.746 | 58 |
| 614 | 58 | 1.477 | 58 | 2.756 | 56 |
| 637 | 58 | 1.481 | 56 | 2.759 | 58 |
| 642 | 57 | 1.483 | 56 | 2.769 | 58 |
| 648 | 58 | 1.487 | 57 | 2.773 | 56 |
| 650 | 58 | 1.488 | 56 | 2.783 | 57 |
| 652 | 57 | 1.525 | 58 | 2.797 | 58 |
| 657 | 57 | 1.553 | 58 | 2.815 | 57 |
| 664 | 57 | 1.567 | 57 | 2.834 | 58 |
| 670 | 58 | 1.579 | 58 | 2.836 | 58 |
| 676 | 57 | 1.581 | 56 | 2.843 | 57 |
| 717 | 58 | 1.589 | 56 | 2.857 | 58 |
| 737 | 57 | 1.595 | 58 | 2.890 | 58 |
| 739 | 57 | 1.604 | 58 | 2.893 | 58 |
| 742 | 56 | 1.632 | 56 | 2.924 | 58 |
| 756 | 58 | 1.633 | 56 | 2.939 | 58 |
| 768 | 58 | 1.634 | 57 | 2.960 | 58 |
| 773 | 58 | 1.638 | 58 | 2.970 | 58 |
| 776 | 57 | 1.642 | 57 | 2.982 | 58 |
| 789 | 58 | 1.683 | 57 | 3.021 | 58 |
| 806 | 58 | 1.776 | 58 | 3.029 | 58 |
| 825 | 58 | 1.791 | 58 | 3.042 | 58 |
| 828 | 58 | 1.811 | 58 | 3.055 | 57 |
| 833 | 58 | 1.885 | 58 | 3.075 | 58 |
| 868 | 58 | 1.893 | 58 | 3.081 | 58 |
| 879 | 58 | 1.901 | 58 | 3.096 | 57 |
| 896 | 58 | 1.915 | 57 | 3.132 | 58 |
| 908 | 58 | 1.925 | 57 | 3.161 | 57 |
| 915 | 58 | 1.926 | 56 | 3.162 | 58 |
| 920 | 58 | 1.931 | 58 | 3.174 | 58 |
| 928 | 58 | 1.973 | 58 | 3.176 | 58 |
| 932 | 58 | 1.974 | 58 | 3.182 | 58 |
| 957 | 58 | 2.005 | 58 | 3.217 | 57 |
| 968 | 58 | 2.028 | 58 | 3.262 | 57 |
| 978 | 57 | 2.106 | 58 | 3.286 | 58 |
| 989 | 58 | 2.117 | 58 | 3.293 | 57 |
| 1.012 | 58 | 2.128 | 57 | 3.302 | 58 |
| 1.021 | 58 | 2.132 | 57 | 3.310 | 57 |
| 1.038 | 57 | 2.193 | 58 | 3.370 | 58 |
| 1.054 | 57 | 2.197 | 56 | 3.378 | 58 |
| 1.060 | 58 | 2.205 | 57 | 3.381 | 58 |
| 1.068 | 57 | 2.210 | 58 | 3.386 | 57 |
| 1.079 | 58 | 2.217 | 57 | 3.394 | 58 |
| 1.088 | 58 | 2.221 | 57 | 3.397 | 58 |
| 1.092 | 58 | 2.223 | 57 | 3.406 | 58 |
| 3.414 | 58 | 4.703 | 58 | 6.131 | 57 |
| 3.438 | 58 | 4.727 | 57 | 6.133 | 58 |
| 3.439 | 55 | 4.771 | 58 | 6.156 | 58 |
| 3.479 | 58 | 4.776 | 57 | 6.160 | 56 |
| 3.486 | 56 | 4.777 | 58 | 6.181 | 58 |
| 3.492 | 58 | 4.790 | 58 | 6.182 | 57 |
| 3.500 | 58 | 4.806 | 56 | 6.219 | 57 |
| 3.501 | 57 | 4.811 | 58 | 6.242 | 58 |
| 3.502 | 57 | 4.826 | 58 | 6.250 | 58 |
| 3.511 | 58 | 4.880 | 58 | 6.290 | 57 |
| 3.523 | 58 | 4.895 | 58 | 6.296 | 58 |
| 3.535 | 57 | 4.896 | 57 | 6.303 | 58 |
| 3.555 | 58 | 4.900 | 57 | 6.322 | 58 |
| 3.562 | 58 | 4.909 | 58 | 6.326 | 57 |
| 3.570 | 57 | 4.920 | 57 | 6.337 | 58 |
| 3.605 | 57 | 4.988 | 58 | 6.348 | 57 |
| 3.629 | 58 | 5.004 | 58 | 6.354 | 58 |
| 3.654 | 57 | 5.035 | 58 | 6.355 | 58 |
| 3.663 | 56 | 5.038 | 58 | 6.380 | 56 |
| 3.683 | 58 | 5.046 | 57 | 6.381 | 58 |
| 3.689 | 57 | 5.049 | 57 | 6.422 | 58 |
| 3.705 | 56 | 5.050 | 57 | 6.433 | 57 |
| 3.706 | 58 | 5.056 | 58 | 6.441 | 56 |
| 3.711 | 57 | 5.067 | 58 | 6.442 | 57 |
| 3.723 | 58 | 5.072 | 58 | 6.458 | 58 |
| 3.732 | 58 | 5.075 | 57 | 6.464 | 58 |
| 3.738 | 57 | 5.078 | 58 | 6.506 | 58 |
| 3.739 | 57 | 5.106 | 58 | 6.527 | 58 |
| 3.741 | 55 | 5.112 | 58 | 6.537 | 57 |
| 3.751 | 58 | 5.121 | 58 | 6.540 | 57 |
| 3.758 | 57 | 5.135 | 57 | 6.549 | 56 |
| 3.761 | 57 | 5.153 | 56 | 6.551 | 58 |
| 3.763 | 57 | 5.154 | 56 | 6.553 | 58 |
| 3.780 | 58 | 5.160 | 58 | 6.563 | 58 |
| 3.806 | 57 | 5.188 | 58 | 6.573 | 58 |
| 3.808 | 58 | 5.200 | 58 | 6.619 | 58 |
| 3.831 | 58 | 5.213 | 58 | 6.620 | 58 |
| 3.833 | 56 | 5.218 | 58 | 6.624 | 57 |
| 3.841 | 56 | 5.241 | 58 | 6.642 | 58 |
| 3.855 | 58 | 5.243 | 58 | 6.645 | 56 |
| 3.870 | 57 | 5.258 | 58 | 6.663 | 58 |
| 3.886 | 57 | 5.269 | 56 | 6.691 | 57 |
| 3.888 | 58 | 5.278 | 57 | 6.693 | 58 |
| 3.897 | 57 | 5.282 | 58 | 6.697 | 58 |
| 3.917 | 58 | 5.300 | 56 | 6.702 | 58 |
| 3.925 | 57 | 5.302 | 57 | 6.760 | 57 |
| 3.945 | 57 | 5.330 | 58 | 6.761 | 57 |
| 3.975 | 57 | 5.343 | 58 | 6.765 | 58 |
| 3.981 | 58 | 5.347 | 57 | 6.773 | 57 |
| 3.991 | 58 | 5.357 | 58 | 6.791 | 58 |
| 3.993 | 58 | 5.361 | 57 | 6.795 | 58 |
| 3.994 | 57 | 5.363 | 57 | 6.862 | 58 |
| 4.012 | 56 | 5.445 | 57 | 6.868 | 56 |
| 4.024 | 58 | 5.448 | 57 | 6.870 | 58 |
| 4.038 | 58 | 5.451 | 56 | 6.872 | 57 |
| 4.053 | 58 | 5.459 | 58 | 6.889 | 56 |
| 4.077 | 58 | 5.462 | 57 | 6.890 | 58 |
| 4.090 | 57 | 5.468 | 57 | 6.894 | 57 |
| 4.091 | 57 | 5.530 | 56 | 6.913 | 58 |
| 4.092 | 57 | 5.532 | 58 | 6.916 | 58 |
| 4.136 | 57 | 5.536 | 57 | 6.917 | 57 |
| 4.137 | 58 | 5.568 | 57 | 6.922 | 56 |
| 4.139 | 58 | 5.572 | 58 | 6.925 | 57 |
| 4.158 | 58 | 5.589 | 58 | 6.928 | 58 |
| 4.165 | 57 | 5.651 | 58 | 6.932 | 57 |
| 4.174 | 58 | 5.694 | 56 | 6.934 | 58 |
| 4.228 | 58 | 5.704 | 57 | 6.939 | 58 |
| 4.260 | 57 | 5.705 | 57 | 6.942 | 57 |
| 4.274 | 58 | 5.724 | 58 | 6.943 | 57 |
| 4.282 | 58 | 5.762 | 56 | 6.949 | 57 |
| 4.319 | 58 | 5.770 | 58 | 6.954 | 57 |
| 4.339 | 58 | 5.822 | 58 | 6.956 | 56 |
| 4.366 | 56 | 5.841 | 57 | 6.970 | 58 |
| 4.367 | 58 | 5.847 | 57 | 6.972 | 57 |
| 4.382 | 58 | 5.849 | 56 | 6.977 | 58 |
| 4.386 | 56 | 5.853 | 57 | 7.000 | 57 |
| 4.400 | 58 | 5.859 | 58 | 7.025 | 58 |
| 4.414 | 58 | 5.868 | 57 | 7.034 | 57 |
| 4.422 | 58 | 5.869 | 57 | 7.039 | 58 |
| 4.431 | 58 | 5.923 | 58 | 7.044 | 57 |
| 4.453 | 58 | 5.967 | 57 | 7.129 | 58 |
| 4.456 | 56 | 5.976 | 58 | 7.150 | 58 |
| 4.458 | 57 | 5.983 | 58 | 7.154 | 58 |
| 4.470 | 57 | 5.989 | 57 | 7.201 | 56 |
| 4.487 | 58 | 6.000 | 57 | 7.208 | 58 |
| 4.519 | 57 | 6.007 | 58 | 7.222 | 57 |
| 4.529 | 58 | 6.025 | 58 | 7.263 | 57 |
| 4.547 | 57 | 6.030 | 58 | 7.291 | 58 |
| 4.590 | 58 | 6.039 | 58 | 7.293 | 56 |
| 4.627 | 58 | 6.071 | 57 | 7.302 | 57 |
| 4.650 | 58 | 6.073 | 57 | 7.304 | 58 |
| 4.655 | 56 | 6.090 | 57 | 7.314 | 58 |
| 4.679 | 58 | 6.107 | 58 | 7.330 | 58 |
| 4.685 | 57 | 6.119 | 56 | 7.344 | 58 |

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 7.351 | 57 | 8.285 | 58 | 9.371 | 56 |
| 7.353 | 56 | 8.298 | 58 | 9.398 | 58 |
| 7.354 | 56 | 8.320 | 57 | 9.418 | 58 |
| 7.355 | 56 | 8.343 | 58 | 9.450 | 57 |
| 7.359 | 57 | 8.360 | 57 | 9.464 | 58 |
| 7.360 | 56 | 8.384 | 58 | 9.482 | 58 |
| 7.382 | 57 | 8.395 | 58 | 9.491 | 56 |
| 7.414 | 58 | 8.419 | 58 | 9.493 | 57 |
| 7.433 | 58 | 8.438 | 58 | 9.498 | 58 |
| 7.503 | 58 | 8.453 | 57 | 9.518 | 57 |
| 7.507 | 57 | 8.469 | 57 | 9.519 | 57 |
| 7.562 | 58 | 8.475 | 57 | 9.523 | 57 |
| 7.572 | 58 | 8.476 | 57 | 9.536 | 57 |
| 7.588 | 58 | 8.482 | 58 | 9.539 | 58 |
| 7.597 | 58 | 8.490 | 58 | 9.540 | 58 |
| 7.642 | 57 | 8.508 | 58 | 9.581 | 58 |
| 7.673 | 56 | 8.519 | 57 | 9.585 | 56 |
| 7.683 | 56 | 8.522 | 56 | 9.588 | 58 |
| 7.686 | 58 | 8.525 | 58 | 9.592 | 57 |
| 7.709 | 57 | 8.606 | 58 | 9.593 | 58 |
| 7.712 | 58 | 8.620 | 57 | 9.595 | 57 |
| 7.745 | 58 | 8.635 | 56 | 9.599 | 56 |
| 7.775 | 58 | 8.655 | 55 | 9.603 | 56 |
| 7.776 | 57 | 8.659 | 56 | 9.610 | 58 |
| 7.799 | 58 | 8.665 | 58 | 9.613 | 58 |
| 7.800 | 58 | 8.672 | 58 | 9.617 | 58 |
| 7.810 | 57 | 8.682 | 58 | 9.626 | 53 |
| 7.811 | 57 | 8.690 | 58 | 9.689 | 58 |
| 7.832 | 57 | 8.694 | 58 | 9.705 | 58 |
| 7.838 | 58 | 8.697 | 57 | 9.708 | 58 |
| 7.851 | 58 | 8.706 | 58 | 9.752 | 57 |
| 7.857 | 56 | 8.722 | 58 | 9.756 | 58 |
| 7.871 | 56 | 8.746 | 56 | 9.757 | 56 |
| 7.874 | 57 | 8.747 | 57 | 9.765 | 58 |
| 7.879 | 58 | 8.759 | 57 | 9.774 | 58 |
| 7.912 | 58 | 8.780 | 58 | 9.776 | 58 |
| 7.919 | 56 | 8.790 | 58 | 9.781 | 57 |
| 7.922 | 57 | 8.792 | 58 | 9.784 | 57 |
| 7.937 | 58 | 8.801 | 55 | 9.789 | 57 |
| 7.939 | 56 | 8.805 | 58 | 9.791 | 57 |
| 7.947 | 58 | 8.828 | 57 | 9.811 | 58 |
| 7.949 | 57 | 8.838 | 58 | 9.816 | 58 |
| 7.954 | 58 | 8.869 | 57 | 9.826 | 58 |
| 7.959 | 57 | 8.877 | 57 | 9.830 | 58 |
| 7.963 | 57 | 8.879 | 56 | 9.831 | 58 |
| 7.998 | 57 | 8.888 | 56 | 9.832 | 58 |
| 8.048 | 58 | 8.889 | 57 | 9.834 | 58 |
| 8.062 | 57 | 8.899 | 57 | 9.835 | 57 |
| 8.079 | 58 | 8.903 | 57 | 9.843 | 58 |
| 8.090 | 58 | 8.955 | 57 | 9.855 | 58 |
| 8.136 | 57 | 9.064 | 57 | 9.865 | 57 |
| 8.151 | 58 | 9.124 | 58 | 9.866 | 58 |
| 8.170 | 57 | 9.127 | 56 | 9.886 | 58 |
| 8.171 | 57 | 9.136 | 57 | 9.913 | 57 |
| 8.197 | 57 | 9.165 | 57 | 9.919 | 58 |
| 8.210 | 58 | 9.185 | 57 | 9.923 | 57 |
| 8.215 | 58 | 9.261 | 57 | 9.927 | 58 |
| 8.223 | 57 | 9.280 | 58 | 9.931 | 58 |
| 8.229 | 58 | 9.312 | 58 | 9.946 | 58 |
| 8.233 | 57 | 9.330 | 58 | 9.960 | 58 |
| 8.234 | 57 | 9.362 | 57 | 9.981 | 56 |
| 8.243 | 57 | 9.364 | 58 | 9.983 | 58 |
| 8.248 | 58 | 9.365 | 56 | | |

Les obligations désignées par le sort en 1958 seront remboursables à partir du 15 avril 1958 à 1.001 F, coupon n° 57 (15 octobre 1958) attaché, aux caisses des établissements suivants :

Banque transatlantique, 17, boulevard Haussmann, Paris ;
Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, Paris.

## ELECTROTUBE-SOLESMES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.960.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 6, RUE DARU, A PARIS (8e)
R. C. : Seine 55-B 14219.

*Obligations 4 0/0 1943 de 5.000 F nominal.*

**Quinzième amortissement.**

Usant de la faculté qui lui a été réservée lors de l'émission de ses 5.000 obligations de 5.000 F (émission 1943), la société Electrotube-Solesmes a racheté sur le marché le nombre d'obligations prévu pour l'amortissement de l'emprunt au 1er mars 1958.

En conséquence, il n'a pas été effectué de tirage au sort sur ces titres.

Les amortissements antérieurs ont également été effectués par voie de rachats en Bourse.

## VILLE DE PARIS

## EMPRUNT MUNICIPAL 3 0/0 1948

*Liste des 13 séries de 1.000 numéros sorties au dixième tirage, effectué le samedi 15 mars 1958.*

| | | | |
|---|---|---|---|
| 16.000 à 16.999 | 205.000 à 205.999 | 252.000 à 252.999 | 353.000 à 353.999 |
| 21.000 à 21.999 | 240.000 à 240.999 | 304.000 à 304.999 | 442.000 à 442.999 |
| 171.000 à 171.999 | | | |
| 196.000 à 196.999 | 241.000 à 241.999 | 350.000 à 350.999 | 449.000 à 449.999 |

qui comportent 360 lots ci-après attribués :

Les 2 obligations ci-après, appartenant aux 2 premières séries, sont remboursables chacune par 1.000.000 de francs :

171.055 442.055

Les 8 obligations ci-après, appartenant aux 8 séries suivantes, sont remboursables chacune par 100.000 F :

| | | | |
|---|---|---|---|
| 16.055 | 240.055 | 252.055 | 350.055 |
| 21.055 | 241.055 | 304.055 | 353.055 |

Les 40 obligations ci-après, appartenant aux 13 séries, sont remboursables chacune par 10.000 F :

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 196.055 | 205.705 | 353.705 | 205.730 | 353.730 | 196.986 | 304.986 |
| 205.055 | 240.705 | 442.705 | 240.730 | 442.730 | 205.986 | 350.986 |
| 449.055 | 241.705 | 16.730 | 241.730 | 449.730 | 240.986 | 353.986 |
| 16.705 | 252.705 | 21.730 | 252.730 | 16.986 | 241.986 | 442.986 |
| 21.705 | 304.705 | 171.730 | 304.730 | 21.986 | 252.986 | 449.986 |
| 171.705 | 350.705 | 196.730 | 350.730 | 171.986 | | |

Les 310 obligations ci-après, appartenant aux 13 séries, sont remboursables chacune par 5.000 F :

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 16.053 | 241.106 | 449.319 | 205.435 | 350.656 | 449.783 | 205.939 |
| 21.053 | 252.106 | 16.330 | 240.435 | 353.656 | 16.866 | 240.939 |
| 171.058 | 304.106 | 21.330 | 241.435 | 442.656 | 21.866 | 241.939 |
| 196.058 | 350.106 | 171.330 | 252.435 | 449.656 | 171.866 | 252.939 |
| 205.058 | 353.106 | 196.330 | 304.435 | 16.666 | 196.866 | 304.939 |
| 240.058 | 442.106 | 205.330 | 350.435 | 21.666 | 205.866 | 350.939 |
| 241.058 | 449.106 | 240.330 | 353.435 | 171.666 | 240.866 | 353.939 |
| 252.058 | 16.189 | 241.330 | 442.435 | 196.666 | 241.866 | 442.939 |
| 304.058 | 21.189 | 252.330 | 449.435 | 205.666 | 252.866 | 449.939 |
| 350.058 | 171.189 | 304.330 | 16.473 | 240.666 | 304.866 | 16.955 |
| 353.058 | 196.189 | 350.330 | 21.473 | 241.666 | 350.866 | 21.955 |
| 442.058 | 205.189 | 353.330 | 171.478 | 252.666 | 353.866 | 171.955 |
| 449.058 | 240.189 | 442.330 | 196.478 | 304.666 | 442.866 | 196.955 |
| 16.074 | 241.189 | 449.330 | 205.478 | 350.666 | 449.866 | 205.955 |
| 21.074 | 252.189 | 16.331 | 240.478 | 353.666 | 16.886 | 240.955 |
| 171.074 | 304.189 | 21.331 | 241.478 | 442.666 | 21.886 | 241.955 |
| 196.074 | 350.189 | 171.331 | 252.478 | 449.666 | 171.886 | 252.955 |
| 205.074 | 353.189 | 196.331 | 304.478 | 196.705 | 196.886 | 304.955 |
| 240.074 | 442.189 | 205.331 | 350.478 | 449.705 | 205.886 | 350.955 |
| 241.074 | 449.189 | 240.331 | 353.478 | 16.750 | 240.886 | 353.955 |
| 252.074 | 16.200 | 241.331 | 442.478 | 21.750 | 241.886 | 442.955 |
| 304.074 | 21.200 | 252.331 | 449.478 | 171.750 | 252.886 | 449.955 |
| 350.074 | 171.200 | 304.331 | 16.513 | 196.750 | 304.886 | 16.961 |
| 353.074 | 196.200 | 350.331 | 21.513 | 205.750 | 350.886 | 171.961 |
| 442.074 | 205.200 | 353.331 | 171.513 | 240.750 | 353.886 | 240.961 |
| 449.074 | 240.200 | 442.331 | 196.513 | 241.750 | 442.886 | 241.961 |
| 16.093 | 241.200 | 449.331 | 205.513 | 252.750 | 449.886 | 252.961 |
| 21.093 | 252.200 | 16.381 | 240.513 | 304.750 | 16.922 | 304.961 |
| 171.093 | 304.200 | 21.381 | 241.513 | 350.750 | 21.922 | 350.961 |
| 196.093 | 350.200 | 171.381 | 252.513 | 353.750 | 171.922 | 353.961 |
| 205.093 | 353.200 | 196.381 | 304.513 | 442.750 | 196.922 | 442.961 |
| 240.093 | 442.200 | 205.381 | 350.513 | 449.750 | 205.922 | 16.979 |
| 241.093 | 449.200 | 240.381 | 353.513 | 16.783 | 240.922 | 21.979 |
| 252.093 | 16.319 | 241.381 | 442.513 | 21.783 | 241.922 | 171.979 |
| 304.093 | 21.319 | 252.381 | 449.513 | 171.783 | 252.922 | 196.979 |
| 350.093 | 171.319 | 304.381 | 16.656 | 196.783 | 304.922 | 205.979 |
| 353.093 | 196.319 | 350.381 | 21.656 | 205.783 | 350.922 | 240.979 |
| 442.093 | 205.319 | 353.381 | 171.656 | 240.783 | 353.922 | 241.979 |
| 449.093 | 240.319 | 442.381 | 196.656 | 241.783 | 442.922 | 252.979 |
| 16.106 | 241.319 | 449.381 | 205.656 | 252.783 | 449.922 | 304.979 |
| 21.106 | 252.319 | 16.435 | 240.656 | 304.783 | 16.939 | 350.979 |
| 171.106 | 304.319 | 21.435 | 241.656 | 350.783 | 21.939 | 353.979 |
| 196.106 | 350.319 | 171.435 | 252.656 | 353.783 | 171.939 | 442.979 |
| 205.106 | 353.319 | 196.435 | 304.656 | 442.783 | 196.939 | 449.979 |
| 240.106 | 442.319 | | | | | |

Le paiement des lots et le remboursement des obligations sorties au pair seront effectués à la trésorerie générale de la ville de Paris (Hôtel de Ville), à partir du 1er mai 1958. Le paiement des lots comprendra le remboursement des obligations.

Les titres amortis au pair seront remboursés à la somme nette de 2.001 F par unité, 501 F par quart, 401 F par cinquième, compte tenu du report sur la valeur de remboursement de la fraction du dernier coupon non payé par suite de l'arrondissement au franc inférieur de ce dernier, en application de l'article 13 du décret du 30 octobre 1948.

NOTA. — Le dernier coupon payable sur les titres sortis à ce tirage est à l'échéance du 1er mai 1958.

## Société Automobile du Centre GATTY & Cᵉ

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 51.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 22, RUE CHARLES-DE-GAULLE, SAINT-ETIENNE (LOIRE)
R. C. : Saint-Etienne n° 13638.

**Bons 6 1/4 0/0 1954 de 10.000 F.**

*Quatrième tirage effectué le 10 mars 1958.*

**LISTE NUMERIQUE**

1° **De la série comprenant les 136 bons sortis à ce tirage** (135 titres ayant été rachetés d'autre part par la société en vue de cet amortissement) ;

2° **De la série comprenant des bons sortis antérieurement et non encore remboursés.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | TAUX de remboursement. |
|---|---|---|
| | | Francs. |
| 1.602 à 1.636 | 57 | 10.575 |
| 2.218 à 2.353 | 58 | 10.603 |

Les bons amortis au tirage du 10 mars 1958 seront remboursables à partir du 15 avril 1958.

# AVIS DIVERS

## SOCIETE RATEAU

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.212.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 40, RUE DU COLISÉE, PARIS (8ᵉ)
R. C. : Seine n° 54-B 7461.

*Obligations 4 1/2 0/0 1930.*

**Avis de tirage au sort.**

Les porteurs d'obligations 4 1/2 0/0 1930 de la Société Rateau sont informés que le solde de la tranche d'obligations à amortir entre le 1ᵉʳ juin 1957 et le 1ᵉʳ juin 1958 sera amorti par voie de tirage au sort le mardi 15 avril 1958, à quinze heures, en séance publique, au siège de la Société Rateau, 40, rue du Colisée, à Paris (8ᵉ).

(*Le tableau d'amortissement a été publié précédemment, et notamment au* Journal officiel *du 15 avril 1945.*)

La Courneuve, le 20 mars 1958.

## COMPAGNIE INDUSTRIELLE MARITIME

**(Charbon, Pétrole, Lignes de navigation.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 750.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 36, RUE DE LIÈGE, PARIS (8ᵉ)
R. C. : Seine 55-B 4637.

MM. les actionnaires de la Compagnie industrielle maritime sont convoqués à la salle des Ingénieurs civils (2ᵉ étage), 19, rue Blanche, à Paris, le mercredi 23 avril 1958, à onze heures, en assemblée générale ordinaire, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

1° Rapport du conseil d'administration sur l'activité de la société pendant l'exercice 1957 ;
2° Rapports du commissaire aux comptes ;
3° Approbation desdits rapports et des comptes de l'exercice 1957. — Répartition des bénéfices. — Quitus aux administrateurs ;
4° Quitus à la succession d'un administrateur décédé ;
5° Ratification de la nomination d'un administrateur ;
6° Quitus à deux administrateurs sortants et renouvellement de leur mandat.

Ont le droit de prendre part à cette assemblée les actionnaires possédant au moins cinq actions et inscrits sur les registres de la société un mois avant le jour fixé pour la réunion.

Les propriétaires d'un nombre d'actions inférieur à cinq peuvent se réunir pour former le nombre nécessaire et se faire représenter par l'un d'eux ou par un membre de l'assemblée.

*Le conseil d'administration.*

## Société Française de Banque et de Dépôts

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 100 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 29, BOULEVARD HAUSSMANN, PARIS (9ᵉ)
R. C. : Seine n° 56-B 1706.

**Avis de convocation.**

MM. les actionnaires de la Société française de banque et de dépôts sont convoqués au siège social, 29, boulevard Haussmann, Paris (9ᵉ), le mardi 15 avril 1958, à quinze heures, en assemblée générale ordinaire annuelle, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

1° Lecture du rapport du conseil d'administration et des rapports des commissaires aux comptes ;
2° Approbation du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice 1957, répartition du bénéfice et fixation du dividende ;
3° Approbation des rapports des commissaires aux comptes ;
4° Renouvellement du mandat de deux administrateurs ;
5° Ratification de la nomination d'un administrateur ;
6° Quitus à donner à la succession d'un administrateur décédé ;
7° Divers.

Sont admis à l'assemblée les porteurs d'actions de 5.000 F, quel que soit le nombre de titres qu'ils possèdent.

Pour pouvoir assister à ladite assemblée, les propriétaires d'actions au porteur devront, en vertu de l'article 32 des statuts, faire notifier l'immobilisation de leurs titres par leur banquier, au moins cinq jours avant la date fixée pour la réunion :

Soit aux succursales en Belgique de la société :
A Bruxelles, 72, rue Royale ;
A Anvers, 30, longue-rue de l'Hôpital ;
A Charleroi, 12, rue de Marcinelle ;

Soit aux guichets de Paris, de province, d'Afrique ou à l'étranger de la Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France ;

Soit encore aux succursales et agences de la Société générale alsacienne de banque, dans les département du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, ou dans ses succursales à l'étranger (en Suisse, au Luxembourg et en Allemagne).

*Le conseil d'administration.*

# BILANS

## SOUS-COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

**Situation au 31 janvier 1958.**

ACTIF

| | | |
|---|---|---|
| Immeubles | 477.942.456 | |
| Amortissements | 208.152.057 | |
| | | 269.790.399 |
| Matériel et mobilier | | 40.762.488 |
| Installations et agencements | | 16.750.000 |
| Crédit foncier, compte capital | | 402.187.500 |
| Titres de participation | | 28.503.125 |
| Accrédités | | 754.866.691.735 |
| Débiteurs divers | | 764.342.234 |
| Portefeuille des effets | | 8.937.572.588 |
| Billets échus et non renouvelés | | 8.949.366.940 |
| Portefeuille titres | | 209.599.907 |
| Espèces en caisse, banque et chèques postaux | | 2.315.467.659 |
| Comptes d'ordre | | 884.949.269.805 |
| Résultats | | » |
| | | 1.661.750.304.480 |

PASSIF

| | |
|---|---|
| Capital social | 1.000.000.000 |
| Prime d'émission | 363.662.500 |
| Réserves et provisions | 4.398.429.729 |
| Effets des accrédités | 756.511.053.899 |
| Crédit foncier. — Billets échus | 9.463.562.190 |
| Créditeurs divers | 5.064.326.357 |
| Comptes d'ordre | 884.949.269.805 |
| Résultats | » |
| | 1.661.750.304.480 |

Paris, le 20 mars 195[illegible]

[illegible] directeur général
du Sous-Comptoir des entrepreneurs,
Signé : J. Appe[illegible]

# ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

### DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

24 février 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Association locale des aides familiales rurales de Richebourg-l'Avoué et Richebourg-Saint-Waast.** But : aide aux familles. Siège social : mairie de Richebourg-Saint-Waast (Pas-de-Calais).

24 février 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Beaune. **Basket-Club de Savigny-lès-Beaune.** But : formation artistique, intellectuelle et morale, éducation physique, gymnastique, athlétisme, basket-ball, ping-pong, cyclotourisme, colonies de vacances et camps de vacances. Siège social : chez Mme Petitjean-Lege, présidente, Savigny-lès-Beaune (Côte-d'Or).

25 février 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Thiers. **Société hippique de Lezoux.** But : développement de l'équitation. Siège social : mairie de Lezoux (Puy-de-Dôme).

27 février 1958. Déclaration à la préfecture d'Orléansville. **Amicale sports et loisirs de la préfecture d'Orléansville.** But : resserrer entre ses membres les liens de camaraderie qui les unissent dans leurs fonctions ; créer des sections sportives et d'éducation physique (athlétisme, natation, volley-ball, tennis, basket-ball, boules et tous sports en général) et développer les activités culturelles. Siège social : préfecture d'Orléansville.

3 mars 1958. Déclaration à la préfecture d'Arras. **Association locale unique des anciens combattants des deux guerres, des combattants de la Libération et des victimes des deux guerres de Wavrans-sur-Ternoise.** But : maintenir le contact et l'union entre tous ses membres, leur apporter l'entraide dont ils ont besoin. Siège social : café Leleu (Mathilde), route de Fruges, Wavrans-sur-Ternoise.

3 mars 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Castres. **Association amicale des anciens élèves du cours complémentaire de Labastide-Rouairoux.** But : établir des relations amicales sur le plan financier et sur le plan moral entre les anciens élèves afin de favoriser leurs débuts dans leur carrière. Siège social : cours complémentaire, Labastide-Rouairoux (Tarn).

4 mars 1958. Déclaration à la préfecture du Pas-de-Calais. **Club des loisirs familiaux d'Artois.** But : organisation de distractions, de voyages ; aide aux nécessiteux, dans le cadre de la famille, et d'un caractère moral et éducatif. Siège social : café Lefebvre-Delaby, place de l'Eglise, Méricourt-sous-Lens.

4 mars 1958. Déclaration à la préfecture de la Seine-Maritime. **Les Joyeux Robinsons.** But : culturel, sportif, plein air. Siège social : villa Les Lys, Val-de-la-Haye.

5 mars 1958. Déclaration à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. **Groupement des anciens combattants de Salon-de-Provence et de la région.** But : aider moralement et matériellement nos camarades porteurs de la carte de combattant. Siège social : cercle des Arts, Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône).

6 mars 1958. Déclaration à la préfecture de police. **Comité France-U. R. S. S. de Clichy.** But : favoriser l'amitié franco-soviétique. Siège social : 61, boulevard Jean-Jaurès, Clichy.

6 mars 1958. Déclaration à la préfecture de Tarbes. **Comité départemental de la Ligue nationale française contre le cancer.** But : lutte contre le cancer et aide aux cancéreux. Siège social : préfecture de Tarbes.

7 mars 1958. Déclaration à la préfecture de police. **Tennis-Club amical.** But : pratique de l'éducation physique et des sports. Siège social : 29, boulevard Poniatowski, Paris.

7 mars 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Jonzac. **Comité des fêtes de Plassac.** But : distraire la jeunesse afin de l'inciter à ne pas déserter les campagnes pour fuir vers les villes en organisant des bals, théâtres et tous divertissements ainsi que des courses cyclistes. Siège social : salle municipale de Plassac (Charente-Maritime).

10 mars 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Béziers. **Association des castors de Bédarieux.** But : acquérir et procéder au lotissement d'un terrain à Bédarieux ; organiser les travaux de ses membres, défendre leurs intérêts, resserrer leurs liens. Siège social : chez M. Chapot, 77, rue Saint-Alexandre, Bédarieux (Hérault).

10 mars 1958. Déclaration à la préfecture de la Drôme. **Ciné-Club des étudiants chrétiens de Romans-Bourg-de-Péage.** But : culture cinématographique. Siège social : 16, rue Saint-Nicolas, Romans.

10 mars 1958. Déclaration à la préfecture de police. **Comité de solidarité des employés du centre national d'enseignement par correspondance.** But : subventions éventuelles aux enfants des employés (vacances, rentrée scolaire, Noël). Siège social : 60, boulevard de Stalingrad, Vanves.

10 mars 1958. Déclaration à la préfecture des Vosges. **Société amicale des sapeurs-pompiers de Ramonchamp.** But : subvenir aux frais des fêtes et concours ayant pour but le perfectionnement de l'instruction du corps ; aide aux sapeurs-pompiers blessés ou malades ; prime à la naissance. Siège social : domicile du président, M. le lieutenant Huguel (Maurice), Ramonchamp.

12 mars 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Bougie. **Union sportive de l'éducation nationale de Bougie.** But : pratique de l'éducation physique et des sports. Siège social : foyer de l'éducation nationale, Bougie (Sétif).

12 mars 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Châtellerault. **Espérance bouliste de Bonneuil-Matours.** But : pratique du jeu de la boule lyonnaise. Siège social : mairie de Bonneuil-Matours (Vienne).

12 mars 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Bernay. **Comité des fêtes de Bourg-Achard.** But : organisation de manifestations artistiques, folkloriques, musicales et autres. Siège social : mairie de Bourg-Achard (Eure).

12 mars 1958. Déclaration à la préfecture du Var. **Amicale laïque de Vinon-sur-Verdon.** But : diffuser la pensée laïque et défendre les institutions laïques existantes ; établir un lien entre les familles et l'école afin de permettre à celle-ci de remplir pleinement sa mission éducative et sociale. Siège social : école de garçons, Vinon-sur-Verdon.

13 mars 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Romorantin. **Photo-Ciné-Club de Sologne.** But : développement de la technique et de l'art photographique. Siège social : syndicat d'initiative, place de la Paix, Romorantin (Loir-et-Cher).

13 mars 1958. Déclaration à la sous-préfecture d'Issoudun. **Association familiale rurale de Sainte-Lizaigne.** But : défendre les intérêts moraux et matériels de la famille. Siège social : mairie de Sainte-Lizaigne (Indre).

13 mars 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Roanne. **Association Amical-Club des jeunes.** But : resserrer les liens d'amitié entre les jeunes, s'entraider matériellement et moralement. Siège social : hôtel Dury, la Bénissons-Dieu (Loire).

13 mars 1958. Déclaration à la sous-préfecture d'Aubusson. **Coopérative scolaire du collège moderne mixte de Felletin.** But : donner aux sociétaires un moyen de diminuer les charges que leurs parents s'imposent, prendre soin du collège pour en rendre le séjour agréable, participer à l'entretien du matériel de travail manuel, de la bibliothèque des élèves, du matériel d'enseignement audio-visuel ; participer à l'organisation de voyages éducatifs. Siège social : collège moderne mixte, rue du Château, Felletin (Creuse).

13 mars 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Reims. **Groupement d'entreprises Marne-Ardennes (G. E. M. A.).** But : grouper les entrepreneurs et artisans candidats à des adjudications ; répartir entre eux les travaux et leur en faciliter l'exécution. Siège social : 55, rue des Capucins, Reims (Marne).

13 mars 1958. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Entente bouliste de Fleurieu-sur-Saône.** But : la pratique du sport boules. Siège social : mairie de Fleurieu-sur-Saône.

14 mars 1958. Déclaration à la préfecture de police. **Association nationale pour le logement des personnels de l'aviation civile (A. N. L. P. A. C.).** But : promouvoir toutes actions et faire toutes démarches susceptibles de procurer un logement décent aux personnels de l'aviation civile et à leurs familles. Siège social : 155, rue Croix-Nivert, Paris.

14 mars 1958. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **Amicale des anciens trompettes de cavalerie.** But : resserrer les liens de camaraderie entre ses membres. Siège social : 47, rue Berbisey, Dijon.

14 mars 1958. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme. **Pétanque des Quatre-Routes.** But : favoriser et développer le sport du jeu de pétanque. Siège social : « Chez Marius », 145, avenue J.-Claussat, Clermont-Ferrand.

14 mars 1958. Déclaration à la préfecture de la Loire. **Amicale Billard-Club des Prairies.** But : pratique du jeu de billard en amateur. Siège social : café Amis de la Belote, 6, rue des Prairies, Firminy.

14 mars 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Parthenay. **Centre d'éduciation populaire du pays moncoutantais.** But : éducation populaire sous toutes ses formes. Siège social : salle Jeanne-d'Arc, Moncoutant (Deux-Sèvres).

14 mars 1958. Déclaration à la préfecture de l'Ain. **Clique de l'Avenir de Sathonay-Village.** But : subvenir aux frais des concours ; équipement et fourniture du matériel instrumental de l'association. Siège social : mairie de Sathonay-Village.

14 mars 1958. Déclaration à la préfecture de l'Indre. **Association familiale rurale de Chasseneuil.** But : défendre les intérêts moraux et matériels de la famille. Siège social : mairie de Chasseneuil.

15 mars 1958. Déclaration à la préfecture de Caen. **Les Compagnons de la joie.** But : entretenir et encourager des liens d'amitié entre ses membres. Siège social : chez M. Georges Allain, Fontenay-le-Marmion.

15 mars 1958. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Oise. **Chevaliers de France.** But : remettre en valeur l'esprit de la chevalerie. Siège social : 22, rue de la Paroisse, Versailles.

15 mars 1958. Déclaration à la préfecture des Côtes-du-Nord. **Association catholique des chefs de famille de Plaintel.** But : entraide familiale, éducation populaire. Siège social : patronage de Plaintel.

17 mars 1958. Déclaration à la préfecture de Loir-et-Cher. **Association de culture ouvrière de Loir-et-Cher.** But : mettre à la disposition du milieu populaire et en général de tous ceux qui désirent la promotion ouvrière tous moyens de formation et de culture ; créer tous services et toutes réalisations nécessaires à son développement. Siège social : 19, rue Chemonton, Blois.

17 mars 1958. Déclaration à la préfecture du Var. **Les Boulomanes fréjusiens.** But : favoriser et encourager les jeux de boules ; maintenir et augmenter les bonnes traditions de camaraderie. Siège social : brasserie de l'Estérel, place Agricola, Fréjus.

17 mars 1958. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Union sportive et artistique de la Caisse des dépôts (section de Bordeaux).** But : activités sportives, artistiques, culturelles et touristiques. Siège social : 18, rue du Hamel, Bordeaux.

18 mars 1958. Déclaration à la préfecture de l'Hérault. **Association amicale des pharmaciens industriels de Montpellier.** But : rapports culturels entre ses membres. Siège social : institut de pharmacie industrielle, 2, rue de l'Ecole-de-Pharmacie, Montpellier.

18 mars 1958. Déclaration à la préfecture de police. **Association des chasseurs de Villiers-sur-Morin.** But : protection et repeuplement du gibier ; exercice de la chasse ; destruction des animaux nuisibles et protection des récoltes. Siège social : 15, place Malesherbes, Paris.

18 mars 1958. Déclaration à la préfecture de Nantes. **Association populaire familiale de Nantes-Est.** But : défense et représentation des intérêts matériels et moraux des familles populaires. Siège social : chez M. Gautier, 152, route de Paris, Nantes.

19 mars 1958. Déclaration à la préfecture de police. **Les Amitiés radicales.** But : favoriser le développement des sentiments d'amitié entre radicaux de toutes tendances politiques. Siège social : 47, rue de Richelieu, Paris.

19 mars 1958. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme. **Santé et plein air.** But : développer la santé de l'enfance par le plein air et l'organisation de cures climatiques en établissements spécialisés. Siège social : chalet Les Hirondelles, la Bourboule.

Rectificatif au *Journal officiel* du 10 janvier 1958 : page 415, 2e colonne, 1re insertion, 2e ligne, au lieu de : « Comité d'entreprise de la médecine du travail pour les cantons de la Clayette et limitrophes », lire : **« Comité interentreprises de la médecine ».**

## MODIFICATIONS

23 janvier 1958. Déclaration à la préfecture de police. Le Cercle Saint-Nicolas de Choisy-le-Roi change son titre qui devient **Cercle familial des gondoles.** Siège social : 5, rue de la Paix, Choisy-le-Roi.

7 février 1958. Déclaration à la préfecture de police. Les **Foyers de transit** modifient la composition de leur bureau et transfèrent leur siège social du 1, place Alphonse-Deville, Paris, au 43, rue de Tocqueville, Paris.

11 février 1958. Déclaration à la préfecture de police. L'**Association familiale ouvrière du 19e arrondissement** transfère son siège social du 68, rue de Meaux, Paris, au 32, rue Armand Carrel, Paris.

17 février 1958. Déclaration à la préfecture de police. L'**Association pour la documentation de l'outre-mer** transfère son siège social du 15, rue Châteaubriand, Paris, au 16, rue d'Athènes, Paris.

17 février 1958. Déclaration à la préfecture d'Orléans. L'**Union des amicales régionalistes d'Orléans** modifie ses statuts et transfère son siège social du 2 *bis*, rue des Anglaises, Orléans, au 10, rue G.-Prousteau, Orléans.

25 février 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Compiègne. L'Association de parents d'élèves de l'externat Saint-Jacques et l'Association de parents d'élèves de l'Institution Sévigné ont fusionné et prennent le titre de : **Association de parents d'élèves de l'école de filles dite Institution Sévigné-Saint-Jacques.** Nouveau but : soutien utile à la vie de l'école ; collaboration à l'action des maîtres. Siège social transféré du 8, rue Fournier-Sarlovèze, Compiègne, au 20, rue de la Sous-Préfecture, Compiègne (Oise).

27 février 1958. Déclaration à la préfecture de police. R. S. F. (Association Louis-Jean Français pour une rénovation spirituelle française) change son titre qui devient : **R. S. F. (Rénovation spirituelle française).** Siège social : 27, rue Saint-Ferdinand, Paris.

28 février 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Fougères. L'**Association des amis des écoles** transfère son siège social de la mairie d'Antrain au Cercle antrainais, Antrain (Ille-et-Vilaine).

28 février 1958. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **Toulouse-Boxing-Club** transfère son siège social du 68, faubourg Bonnefoy, Toulouse, au 64, faubourg Bonnefoy, Toulouse.

3 mars 1958. Déclaration à la préfecture de la Vienne. **Le Progrès de Romagne.** Additif au but : assurer, par le moyen d'une section d'information agricole et ménagère, la formation professionnelle et humaine du monde rural, notamment par l'organisation de causeries, conférences, projections de films, démonstrations et essais, visites d'exploitations, journées et voyages d'études, concours, etc., ainsi que par la création d'un centre d'études techniques agricoles. Siège social : école de garçons de Romagne.

19 mars 1958. Déclaration à la préfecture de la Loire. L'**Association des castors du Bois-Monzil, Villars,** transfère son siège social du Foyer des jeunes, 27, rue Elisée-Reclus, Saint-Etienne, au lieu du Bois-Monzil, cité Castors, pavillon n° 15, Villars.

## DISSOLUTIONS

30 janvier 1958. Déclaration à la préfecture de la Charente. **Association des groupements sociaux des Trois-Chênes-Poudrerie, Angoulême.** Dissolution de l'association Siège social : 317, rue de Basseau, Angoulême.

# ASSOCIATIONS ETRANGERES

## AUTORISATIONS

(Décret loi du 12 avril 1939.)

19 février 1958. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture de police le 3 mars 1958.) **Fédération européenne des courtiers de marchandises assermentés et similaires.** But : resserrer les liens confraternels qui unissent les courtiers assermentés et similaires des pays européens et défendre la fonction de courtier assermenté et similaire. Siège social : 1, rue de Viarmes (Bourse du commerce), Paris.

## MODIFICATIONS

15 mars 1958. Déclaration à la préfecture de police. L'**Association des volontaires tchécoslovaques en France 1914-1918 - 1939-1945** transfère son siège social du 38, rue Laborde, Paris, au 48, rue Saint-Placide, Paris.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.